



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

AMÉLIORATION DES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DES FILLES AU CANADA

Rapport du Comité permanent de la condition féminine

La présidente

Marie-Claude Morin, députée

OCTOBRE 2012

41^e LÉGISLATURE, PREMIÈRE SESSION

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

On peut obtenir des copies supplémentaires en écrivant à :
Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à
l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

AMÉLIORATION DES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DES FILLES AU CANADA

Rapport du Comité permanent de la condition féminine

La présidente

Marie-Claude Morin, députée

OCTOBRE 2012

41^e LÉGISLATURE, PREMIÈRE SESSION

COMITÉ PERMANENT DE LA CONDITION FÉMININE

PRÉSIDENTE

Marie-Claude Morin

VICE-PRÉSIDENTES

Tilly O'Neill Gordon

Hon. Judy Sgro

MEMBRES

Stella Ambler

Niki Ashton

Jay Aspin

Joyce Bateman

Anne-Marie Day

Sana Hassainia

Roxanne James

Susan Truppe

Wai Young

AUTRES DÉPUTÉS AYANT PARTICIPÉ

Dan Albas

Marjolaine Boutin-Sweet

Ruth Ellen Brosseau

Mylène Freeman

Royal Galipeau

Greg Kerr

Irene Mathyssen

GREFFIÈRE DU COMITÉ

Marlene Sandoval

BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

Service d'information et de recherche parlementaires

Havi Echenberg et Laura Munn-Rivard, analystes

LE COMITÉ PERMANENT DE LA CONDITION FÉMININE

a l'honneur de présenter son

QUATRIÈME RAPPORT

Conformément au mandat que lui confère l'article 108(2) du Règlement, le Comité a étudié les perspectives pour les filles au Canada en ce qui concerne la prospérité économique, la participation économique et le leadership économique, et quels changements peuvent être faits par Condition féminine Canada avec son approche pour les améliorer, et a convenu de faire rapport de ce qui suit :

TABLE DES MATIÈRES

AMÉLIORATION DES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DES FILLES AU CANADA .	1
INTRODUCTION	1
CONDITION FÉMININE CANADA.....	2
A. Programme de promotion de la femme.....	2
B. Journée internationale des filles.....	2
THÈMES CENTRAUX	3
A. Stéréotypes sexuels.....	3
1. Rôle des garçons	3
B. Éducation et formation	4
1. Accès à l'éducation postsecondaire	6
C. Rôle des familles.....	8
PARTICIPATION	10
A. Obstacles à la participation	10
1. Harcèlement et violence sexistes	12
2. Communautés rurales et éloignées.....	16
3. Statut d'Autochtone	17
a. Grossesses précoces.....	18
b. Violence à l'égard des femmes autochtones.....	19
c. Analyse comparative entre les sexes dans le développement économique.....	19
d. Protection de l'enfance.....	20
e. Justice pénale	21
f. Réinstallation pour poursuivre sa scolarité.....	22
4. Filles et femmes nouvellement arrivées au Canada.....	24
5. Filles et femmes handicapées	26
6. Pauvreté	27
B. Compétences fondamentales et littératie financière.....	30
C. Transition de l'école à la vie active	31
PROSPÉRITÉ.....	33
A. Emplois non traditionnels	34

B. Modèles de rôle dans les secteurs professionnels non traditionnels.....	38
C. Entrepreneurship	39
D. Rémunération et écart salarial	40
E. Négociation du salaire.....	43
LEADERSHIP	44
A. Présence des femmes à des postes décisionnels.....	44
1. Présence des femmes à la haute direction et parmi les cadres supérieurs.....	45
2. Présence des femmes parmi les représentants élus	48
B. Femmes autochtones et leadership	48
C. Confiance en soi	50
1. Des lieux sécuritaires pour les filles	51
2. Promotion du succès.....	51
3. Exposition précoce	53
D. Mentorat et modèles de rôle	54
LISTE DES RECOMMANDATIONS.....	57
ANNEXE A : LISTE DES PROJETS FOURNIE PAR CONDITION FÉMININE CANADA	61
ANNEXE B : LISTE DES PROJETS MENTIONNÉS PAR LES TÉMOINS, DANS LEUR TÉMOIGNAGE, OU DANS LES MÉMOIRES	79
ANNEXE C : LISTE DES TÉMOINS	87
ANNEXE D : LISTE DES MÉMOIRES	91
DEMANDE DE RÉPONSE DU GOUVERNEMENT	93
OPINION COMPLÉMENTAIRE DU NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE DU CANADA.....	95
OPINION COMPLÉMENTAIRE DU PARTI LIBÉRAL DU CANADA	101

AMÉLIORATION DES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DES FILLES AU CANADA

INTRODUCTION

Le Comité permanent de la condition féminine a convenu, en février 2012, de faire une étude « sur les perspectives, pour les filles au Canada, en ce qui concerne la prospérité économique, la participation économique et le leadership économique, et de voir quels changements peuvent être faits par Condition féminine Canada avec son approche pour les améliorer ».

Le 9 juin 2012, Condition féminine Canada a annoncé que le thème pour 2012 du Mois de l'histoire des femmes, célébré en octobre de chaque année, sera : « Force des filles, force du Canada : engagées dès le départ¹ ». L'agence a également annoncé qu'elle recevrait les demandes de financement envoyées en réponse à son appel de propositions intitulé « Préparer la réussite des filles et des jeunes femmes », sous les deux thèmes suivants : « améliorer les perspectives économiques des filles et des jeunes femmes » et « promouvoir l'accès des filles et des jeunes femmes au pouvoir ». La date limite de dépôt des réponses à cet appel de propositions était fixée au 10 août 2012.

Depuis le 29 février 2012, le Comité a reçu des responsables de Condition féminine Canada lors de deux audiences, et a entendu les témoignages de l'honorable Rona Ambrose, ministre de la Condition féminine, à l'occasion de sa comparution le 14 mars 2012, et de 40 témoins représentant pas moins de 34 organisations, entreprises et institutions différentes. De plus, le Comité a reçu les mémoires de 10 organisations, dont beaucoup ont été invitées à témoigner, ainsi que des notes d'allocution et des réponses aux questions de suivi des membres du Comité.

Le présent rapport fait la synthèse des témoignages recueillis au sujet des perspectives économiques des filles au Canada au chapitre de la participation, de la prospérité et du leadership, après une section introductive consacrée à des questions touchant l'ensemble de ces sujets, et formule des recommandations à l'intention de Condition féminine Canada afin de faciliter l'amélioration des perspectives offertes aux jeunes filles canadiennes. Certains témoins ont formulé des recommandations d'ordre plus général, dont la mise en œuvre serait de nature, selon eux, à faire progresser la situation des femmes et des familles au Canada et contribuerait du même coup à améliorer les perspectives économiques des filles au Canada. Toutefois, conformément à la motion qui définit la portée de cette étude, le Comité n'a formulé que des recommandations (1) qui peuvent être mises en œuvre par Condition féminine Canada et (2) qui portent expressément sur la situation des filles.

1 L'information au sujet de cette annonce est tirée de Condition féminine Canada, « Le gouvernement du Canada prépare la réussite et l'accès au pouvoir des filles », Communiqué, 5 juin 2012, <http://www.cfc-swc.gc.ca/med/news-nouvelles/2012/0605-2-fra.html>.

CONDITION FÉMININE CANADA

Comme il est mentionné précédemment, le Comité a d'abord pris connaissance des activités de Condition féminine Canada, entité administrative placée sous l'égide de Patrimoine canadien, mais qui a à sa tête sa propre ministre, l'honorable Rona Ambrose.

Dans son *Rapport sur les plans et les priorités 2010–2011*, Condition féminine Canada a défini les priorités stratégiques de son Programme de promotion de la femme² comme suit : « l'égalité des sexes et la pleine participation des femmes à la vie économique, sociale et démocratique du Canada³ ».

A. Programme de promotion de la femme

Des 30,8 millions de dollars de dépenses prévues pour l'exercice, 19,9 millions ont été versés sous forme de subventions et de contributions à des organisations de femmes dans le cadre du Programme de promotion de la femme⁴. Le programme met principalement l'accent sur « l'amélioration de la sécurité et de la prospérité économiques des femmes et des filles⁵ ».

Condition féminine Canada a fourni une liste complète des projets qu'elle finance pour améliorer le bien-être économique des filles, qui est jointe à l'annexe A du présent rapport.

B. Journée internationale des filles

Comme il est indiqué sur le site Web de Condition féminine Canada, le Canada est l'un des initiateurs du projet de faire déclarer par les Nations Unies le 11 octobre 2012 première Journée internationale des filles⁶.

Depuis lors, la ministre responsable de la Condition féminine a joué un rôle prépondérant dans ce dossier, comme elle en témoigne elle-même ci-dessous :

En mars [2011], j'ai proposé au Parlement une motion visant la proclamation d'une journée internationale des filles. La motion a été adoptée à l'unanimité par tous les partis.

Au nom du Canada, j'ai mené le combat en faveur de la proclamation d'une Journée internationale des filles auprès des Nations Unies. Nous avons rencontré de nombreuses délégations qui se sont montrées très favorables à la proposition et avons donc rédigé une résolution qui a été coparrainée par 104 pays!

2 Condition féminine Canada, *Rapport sur les plans et les priorités 2010-2011*, p. 10, <http://www.tbs-sct.gc.ca/rpp/2010-2011/inst/csw/csw-fra.pdf>.

3 *Ibid.*, p. 2.

4 *Ibid.*, p. 10.

5 Condition féminine Canada, *Programme de promotion de la femme*, <http://www.cfc-swc.gc.ca/fun-fin/wcf-fcf/index-fra.html>.

6 Condition féminine Canada, *Journée internationale des filles*, <http://www.cfc-swc.gc.ca/dates/idg-jif/index-fra.html>.

La résolution a été adoptée par la Troisième commission de l'Assemblée générale des Nations Unies le 15 novembre 2011, et le 19 décembre 2011, les Nations Unies ont officiellement reconnu le 11 octobre comme la « Journée internationale des filles⁷ ».

Le site Web de Condition féminine Canada explique le rôle du Canada et précise que la Journée internationale des filles se veut une occasion « de faire connaître les difficultés particulières que vivent les filles et de mobiliser la prise de mesures pour y mettre fin⁸ ».

THÈMES CENTRAUX

Les délibérations du Comité ont tourné autour des trois thèmes précis évoqués dans la motion à l'origine de l'étude. Un éventail de témoins a abordé plus d'un élément, et bon nombre de leurs interventions portaient sur les trois à la fois. Ces thèmes sont énoncés ci-dessous puisqu'ils sous-tendent les recommandations de nombreux témoins et tiennent lieu de fondement aux propositions plus précises relatives aux trois sujets d'étude.

A. Stéréotypes sexuels

Le Comité s'est fait dire que les attentes sociales à l'égard des filles et des jeunes femmes dans beaucoup de communautés au Canada sont inférieures à celles nourries pour les garçons. Lorsque des parents, des enseignants, des médias, des employeurs et d'autres entrevoient un avenir plus limité pour les filles, la prophétie peut devenir autoréalisatrice. Certains témoins ont insisté sur le rôle des écoles dans la promotion de l'égalité des sexes dans les contenus et les méthodes⁹ en faisant une recommandation explicite qui consiste « à examiner et à combler les lacunes dans les programmes scolaires pour s'assurer que l'égalité entre hommes et femmes soit reflétée à tous les paliers d'éducation¹⁰ ». D'autres témoignages ont porté sur le rôle des écoles dans la promotion de filières d'étude et de perspectives de carrière moins traditionnelles pour les filles, ainsi que dans la réduction de la violence et du harcèlement sexistes; le tout étant exposé en profondeur plus loin dans le présent rapport.

1. Rôle des garçons

Des membres du Comité et des témoins ont fait état de la nécessité d'inciter les garçons à changer ces perceptions négatives et limitatives entretenues à l'égard des filles,

7 PLAN Canada, « International Day of the Girl: Q&A with MP Rona Ambrose », *Because I Am a Girl*, <http://blog.becauseiamagirl.ca/2011/12/19/international-day-of-the-girl-qa-with-mp-rona-ambrose/>. [TRADUCTION]

8 Condition féminine Canada, *La journée internationale des filles : Quel est le rôle du Canada?*, <http://www.cfc-swc.gc.ca/dates/idg-jif/index-fra.html#tab5>.

9 Saman Ahsan, directrice générale, Fondation filles d'action, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1535; Claire Crooks, membre du conseil d'administration, Fondation canadienne des femmes, *Témoignages*, 28 mars 2012, 1550; Anne-Marie Gammon, présidente, Femmes Équité Atlantique, *Témoignages*, 30 avril 2012, 1620.

10 Saman Ahsan, directrice générale, Fondation filles d'action, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1535.

d'autant plus qu'ils seront appelés, avec les filles, à devenir nos travailleurs et nos décideurs de demain¹¹. D'autres témoins, bien que conscients de l'importance d'inciter les garçons à porter un regard critique sur les attentes à l'égard des hommes et des femmes, ont aussi mis le Comité en garde contre la tentation de réduire la portée des programmes ciblant les filles, comme il en est question plus en détail ci-dessous. Ils ont aussi déconseillé de dresser les situations des filles et des garçons les unes contre les autres¹².

D'autres témoins ont évoqué la nécessité de faire jouer aux garçons un rôle dans les programmes de lutte contre la violence décrits dans les sections suivantes du présent rapport.

B. Éducation et formation

Les témoins s'entendaient en général pour dire que l'éducation est essentielle à l'élargissement des perspectives économiques pour les filles. Même s'ils reconnaissent que l'éducation, de la maternelle à la 12^e année, est une affaire de compétence provinciale, sauf dans les réserves, plusieurs témoins ont souligné l'importance de ces niveaux d'enseignement.

Le Comité a appris que, dans l'ensemble, les filles réussissent mieux que les garçons de la maternelle à la 12^e année et qu'elles sont plus nombreuses à obtenir un diplôme. Des témoins ont toutefois indiqué que les perspectives économiques des garçons qui ne terminent pas leur 12^e année sont souvent meilleures que celles des filles dans la même situation, précisant qu'il existe davantage de débouchés payants pour les garçons sans diplôme secondaire que pour les filles¹³.

Le Comité a aussi appris que le taux d'abandon est plus élevé chez les filles autochtones, comme on l'explique plus loin dans le présent rapport, en présentant les recommandations destinées à favoriser l'achèvement des études secondaires et l'accès continu à l'éducation et à la formation, afin que ces filles puissent améliorer leurs perspectives économiques¹⁴. Une recommandation semblable vise l'achèvement des

11 Saman Ahsan, directrice générale, Fondation filles d'action, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1535; Jocelyne Michelle Coulibaly, représentante de la région d'Ottawa, Conseil de représentation, Fédération de la jeunesse franco-ontarienne, *Témoignages*, 2 avril 2012, 1645; Stefanie Lomatski, directrice générale, Coalition d'Ottawa contre la violence faite aux femmes, *Témoignages*, 16 mai 2012, 1645.

12 Leanne Nicolle, directrice, Engagement de la communauté, Plan International Canada Inc., *Témoignages*, 26 mars 2012, 1540; Claudia Mitchell, professeure James McGill, Département d'études intégrées en éducation, Université McGill, *Témoignages*, 28 mai 2012, 1645.

13 Juniper Glass, directrice du développement, Fondation filles d'action, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1530; Coline Camier, adjointe à la coordination, Action travail des femmes, *Témoignages*, 4 mai 2012, 1530; Shellie Bird, membre du conseil d'administration, Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance, *Témoignages*, 14 mai 2012, 1655.

14 Angelina Weenie, directrice de département, Programmes professionnels, First Nations University of Canada, *Témoignages*, 30 avril 2012, 1645; Claire Crooks, membre du conseil d'administration, Fondation canadienne des femmes, *Témoignages*, 28 mars 2012, 1545; Claudette Dumont-Smith, directrice générale, Association des femmes autochtones du Canada, *Témoignages*, 2 mai 2012, 1540.

études secondaires et des programmes d'alphabétisation destinés aux femmes aux prises avec le système de justice pénale¹⁵.

D'autres témoins ont également relevé des lacunes dans les programmes scolaires qui, si elles étaient comblées, augmenteraient les perspectives économiques pour les filles au Canada. Cela comprend la promotion des domaines d'étude et des carrières « non traditionnels » — sciences, technologie, génie, mathématiques — et des métiers spécialisés; de la littératie financière et des programmes de réduction de la violence, dont on parle en détail plus loin dans le présent rapport.

Dans les recommandations plus générales, on demandait au gouvernement fédéral de faire de l'éducation des filles une priorité¹⁶, en particulier pour celles issues de groupes marginalisés.

D'autres témoins ont insisté sur la nécessité, pour le Canada, de moderniser son programme d'enseignement jusqu'à la 12^e année.

Voici ce que Tracy Redies, présidente et directrice générale, Coast Capital Savings Credit Union, a dit au Comité :

[...] notre système éducatif, qui devrait optimiser les possibilités d'un apprentissage et d'une réflexion à l'échelle mondiale, ne voit pas assez loin. Si nous devons préparer les jeunes Canadiens à tirer parti des nouvelles réalités mondiales, il faudra modifier nos programmes pour en tenir compte¹⁷.

Linda Hasenfratz, directrice générale, Linamar Corporation, a fait part au Comité de sa vision d'un système d'éducation grâce auquel le Canada pourrait offrir de meilleures perspectives aux filles :

J'aimerais que le Canada se fixe comme objectif de devenir le meilleur au monde en se dotant d'un système d'éducation qui créera les scientifiques et les ingénieurs les plus brillants, les plus innovateurs et les plus réputés du monde, avec le plus haut pourcentage de femmes diplômées¹⁸.

Recommandation : Le Comité recommande que Condition féminine Canada, par le biais de ses relations fédérales/provinciales/territoriales, encourage les autorités provinciales et territoriales responsables de l'éducation à poursuivre leurs efforts afin que les programmes tiennent compte des réalités économiques mondiales actuelles et émergentes.

15 Bailey Reid, présidente, Comité de l'intéressement du public, Coalition d'Ottawa contre la violence faite aux femmes, *Témoignages*, 16 mai 2012, 1650.

16 Leanne Nicolle, directrice, Engagement de la communauté, Plan International Canada Inc., *Témoignages*, 14 mars 2012, 1530.

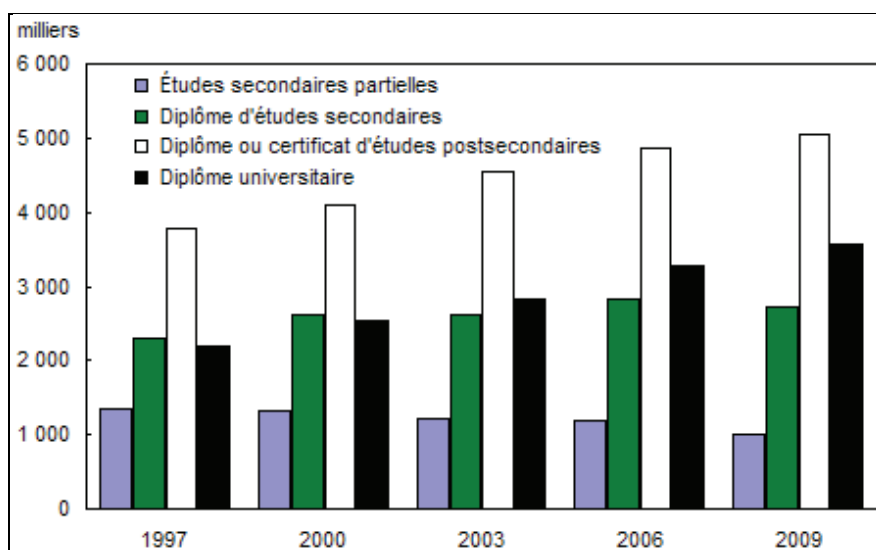
17 Tracy Redies, présidente et directrice générale, Coast Capital Savings Credit Union, *Témoignages*, 2 avril 2012, 1530.

18 Linda Hasenfratz, directrice générale, Linamar Corporation, *Témoignages*, 14 mai 2012, 1640.

1. Accès à l'éducation postsecondaire

La recherche a montré à répétition les liens qui existent entre la scolarité et la participation et la prospérité économiques au Canada et, de fait, dans le monde entier. Comme on peut le voir dans le diagramme ci-dessous, les données canadiennes montrent que l'emploi à temps plein des personnes sans diplôme d'études secondaires a toujours été plus faible que celui des personnes ayant un quelconque niveau de scolarité postsecondaire, et que leur niveau d'emploi diminue régulièrement depuis 1997. À l'inverse, l'emploi à temps plein des diplômés postsecondaires augmente régulièrement avec le temps.

Figure 1 – Emploi à temps plein, selon le niveau de scolarité atteint



Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 282-0003,
<http://www.statcan.gc.ca/pub/12-581-x/2010000/edu-fra.htm>.

La capacité de poursuivre des études postsecondaires peut influencer sur le revenu futur des jeunes Canadiens, car ces études constituent maintenant un préalable pour environ 70 % des postes annoncés récemment. L'importance des études postsecondaires est d'autant plus grande que le taux de chômage chez les jeunes de 15 à 24 ans représente près du double de ce qu'il est pour l'ensemble de la population, soit 13,9 % par rapport à 7,2 %¹⁹.

Des données récentes de Statistique Canada révèlent aussi que :

[...] les filles sont plus nombreuses que les garçons à obtenir leur diplôme d'études secondaires dans les délais prévus et moins susceptibles de décrocher. Après avoir terminé leurs études secondaires, plus de femmes que d'hommes s'inscrivent à des

19 Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, mars 2012,
<http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/120405/dq120405a-fra.htm>.

programmes collégiaux et universitaires. Une plus grande proportion d'entre elles en ressortent avec un diplôme ou un grade²⁰.

Dans les classements internationaux, le Canada arrive au premier rang parmi les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour le taux de diplomation des études secondaires supérieures pour les garçons et les filles, bien que les filles obtiennent des taux de diplomation encore plus élevés²¹. Au-delà des études secondaires, le Recensement de 2006 révèle que plus de 60 % des femmes au Canada ont une quelconque forme de scolarité postsecondaire, et plus de 20 % détiennent au moins un diplôme de premier cycle universitaire²².

Des témoins ont signalé au Comité les nombreux avantages que procure l'éducation postsecondaire, spécialement chez les filles et les jeunes femmes, et l'incidence des frais de scolarité et d'une dette éventuelle sur les inscriptions et le bien-être économique, une fois les études terminées²³. Les recommandations en la matière se sont concentrées sur les mesures fédérales (et provinciales) de réduction de la dette étudiante²⁴.

Carol Stephenson, doyenne, Richard Ivey School of Business, University of Western Ontario, a parlé au Comité des avantages d'offrir des bourses d'études aux femmes :

Il y a aussi les bourses pour les femmes [à l'égard desquelles le gouvernement peut agir]. [...] Je crois qu'il s'agit d'un excellent incitatif pour les femmes — et surtout pour celles qui n'ont pas nécessairement les moyens — qui veulent entreprendre une carrière dans le domaine des affaires, soit le domaine qui m'est probablement le plus familier²⁵.

-
- 20 Martin Turcotte, « Les femmes et l'éducation », *Femmes au Canada : rapport statistique fondé sur le sexe*, Statistique Canada, décembre 2011, p. 5, <http://www.statcan.gc.ca/pub/89-503-x/2010001/article/11542-fra.pdf>.
- 21 OCDE, *Equally Prepared for Life? How 15-year-old Boys and Girls Perform in School*, 2009, p. 11.
- 22 Statistique Canada, *Plus haut niveau de scolarité atteint pour la population âgée de 25 à 64 ans, répartition en pourcentage pour les personnes de sexe féminin, pour le Canada, les provinces et les territoires — Données — échantillon (20 %), 2006*, <http://www12.statcan.ca/census-recensement/2006/dp-pd/hlt/97-560/pages/page.cfm?Lang=F&Geo=PR&Code=01&Table=1&Data=Dist&Sex=3&StartRec=1&Sort=2&Display=Page>.
- 23 Paulette Senior, chef de la direction générale, YWCA Canada, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1545; Farrah Todosichuk, représentante, YWCA, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1545; Barbara Byers, vice-présidente exécutive, Congrès du travail du Canada, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1650; Brigitte Ginn, membre du conseil d'administration, Institut canadien de recherches sur les femmes, *Témoignages*, 28 mars 2012, 1530; Laurel Rothman, coordonnatrice nationale, Campagne 2000, *Témoignages*, 25 avril 2012, 1700; Katie Arnup, membre du conseil d'administration, Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance, *Témoignages*, 14 mai 2012, 1630.
- 24 YWCA Canada, « Des filles aux femmes : Programmes et politiques pour accroître la prospérité économique », *Mémoire*, 23 mai 2012, p. 6; Brigitte Ginn et Jane Stinson, Institut canadien de recherches sur les femmes, *exposé*, 28 mars 2012, p. 7; Barbara Byers, vice-présidente exécutive, Congrès du travail du Canada, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1655.
- 25 Carol Stephenson, doyenne, Richard Ivey School of Business, University of Western Ontario, *Témoignages*, 25 avril 2012, 1655.

Par ailleurs, des témoins ont attiré l'attention du Comité sur des groupes particuliers qui sont souvent laissés pour compte, comme les jeunes issus des systèmes de protection de l'enfance²⁶, les filles des régions rurales ou éloignées²⁷, les filles handicapées²⁸ et les filles autochtones²⁹. Les recommandations concernant ces groupes parlaient, notamment d'améliorer le transport adapté pour aider les étudiants handicapés à poursuivre des études postsecondaires³⁰, et de maintenir ou de bonifier le financement de l'enseignement postsecondaire pour les étudiants autochtones³¹.

C. Rôle des familles

Beaucoup de témoins ont décrit le rôle unique des filles et des jeunes femmes dans le maternage, ainsi que pendant la grossesse et dans les soins aux nourrissons, et aussi la place qu'elles occupent au sein de leur famille et de leur communauté au sens large.

Des témoins ont aussi évoqué les taux de participation très élevés des mères à la population active, puisque 70 % de celles qui ont des enfants de moins de cinq ans travaillent à l'extérieur du foyer³². Quant à l'emploi, les données de Statistique Canada démontrent que chez les jeunes femmes de 15 à 24 ans, le taux de chômage (regroupant celles qui ne travaillent pas et celles qui sont en recherche d'emploi) est de 11,8 % pour les femmes sans enfants et de 19,1 % chez les femmes avec enfants³³.

-
- 26 Mary Ellen Turpel-Lafond, représentante, Colombie-Britannique, Representative for Children and Youth, *Témoignages*, 28 mai 2012, 1635.
- 27 Elyse Allan, présidente et directrice générale, GE Canada, *Témoignages*, 30 mai 2012, 1540; Saman Ahsan, directrice générale, Fondation filles d'action, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1550; Jane Stinson, directrice, Projet FemNorthNet, Institut canadien de recherches sur les femmes, *Témoignages*, 28 mars 2012, 1535.
- 28 Bonnie Brayton, directrice exécutive nationale, Réseau d'action des femmes handicapées du Canada, *Témoignages*, 4 avril 2012, 1600.
- 29 Paige Isaac, coordonnatrice, Maison des peuples autochtones, *Témoignages*, 4 avril 2012, 1630; Jocelyne Wasacase-Merasty, directrice régionale, Région des Prairies, Centre national pour la gouvernance des Premières nations, *Témoignages*, 4 avril 2012, 1710; Angelina Weenie, directrice de département, Programmes professionnels, First Nations University of Canada, *Témoignages*, 30 avril 2012, 1650; Margaret-Ann Armour, présidente du conseil, Canadian Centre for Women in Science, Engineering, Trades and Technology, *Témoignages*, 7 mai 2012, 1600.
- 30 Bonnie Brayton, directrice exécutive nationale, Réseau d'action des femmes handicapées du Canada, *Mémoire*, 31 mai 2012, p. 6.
- 31 Paige Isaac, coordonnatrice, Maison des peuples autochtones, *Témoignages*, 4 avril 2012, 1630; Angelina Weenie, directrice de département, Programmes professionnels, First Nations University of Canada, *Témoignages*, 30 avril 2012, 1650.
- 32 Andrée Côté, agente du Programme des femmes et des droits de la personne, Section des programmes nationaux, Alliance de la fonction publique du Canada, *Témoignages*, 16 mai 2012, 1540.
- 33 Statistique Canada, « Activités sur le marché du travail », tiré du recensement de 2006.

La garde des enfants et les services connexes ont été largement reconnus comme étant nécessaires pour favoriser la participation à la vie économique et la prospérité des jeunes femmes mères, tant grâce aux études que par le travail³⁴. Les recommandations connexes sur la garde des enfants ont porté surtout sur le financement fédéral de programmes d'éducation préscolaire³⁵.

Plus concrètement, des témoins ont insisté sur la nécessité d'offrir des services de garde aux femmes exerçant des métiers spécialisés, dont les heures de travail dépassent souvent la journée normale³⁶, ainsi qu'aux femmes des Premières Nations vivant dans les réserves et en milieu urbain³⁷.

Selon les conclusions d'une étude internationale, l'accès à des services de garde abordables peut accroître la participation des mères de jeunes enfants au marché du travail et ainsi contribuer à leur prospérité économique et à leur bien-être :

Les parents au travail qui ont de jeunes enfants ne peuvent garder leur emploi sans une forme quelconque de services de garde. Bien que traditionnellement, les mères permettaient aux pères d'occuper un emploi en prenant soin des enfants à la maison, on compte maintenant plus de mères au travail au Canada et dans d'autres États libéraux. Les recherches ont révélé que le fait de réduire les coûts des services de garde avait pour effet d'augmenter l'emploi chez les mères³⁸.

Des témoins, représentant des organisations syndicales et des directions d'entreprises, ont fait état d'autres obstacles à l'équilibre entre travail et vie familiale, outre

34 Paulette Senior, chef de la direction générale, YWCA Canada, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1540; Laurel Rothman, coordonnatrice nationale, Campagne 2000, *Témoignages*, 25 avril 2012, 1700; Margaret-Ann Armour, présidente du conseil, Canadian Centre for Women in Science, Engineering, Trades and Technology, *Témoignages*, 7 mai 2012, 1620; Shellie Bird, membre du conseil d'administration, Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance, *Témoignages*, 14 mai 2012, 1625; YWCA Canada, « Des filles aux femmes : Programmes et politiques pour accroître la prospérité économique », *Mémoire*, 23 mai 2012, p. 7.

35 Barbara Byers, vice-présidente exécutive, Congrès du travail du Canada, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1655; Peggy Taillon, présidente et directrice générale, Conseil canadien de développement social, *Témoignages*, 4 avril 2012, 1545; Marilyn Ouellet, responsable du service d'accès à l'égalité, Action travail des femmes, *Témoignages*, 14 mai 2012, 1535; Shellie Bird, membre du conseil d'administration, Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance, *Témoignages*, 14 mai 2012, 1535; Andrée Côté, agente du Programme des femmes et des droits de la personne, Section des programmes nationaux, Alliance de la fonction publique du Canada, *Témoignages*, 16 mai 2012, 1545; YWCA Canada, « Réponses de la YWCA Canada aux questions du Comité la condition féminine », 11 mars 2012 », p. 2.; Brigitte Ginn et Jane Stinson, Institut canadien de recherches sur les femmes, *exposé*, 28 mars 2012, p.11.

36 Tricia Robertson, directrice générale, Techsploration, *Témoignages*, 7 mai 2012, 1605; Barbara Byers, vice-présidente exécutive, Congrès du travail du Canada, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1715.

37 Ashley Julian, membre, Conseil de la jeunesse, Assemblée des Premières Nations, *Témoignages*, 30 mai 2012, 1640.

38 Maureen Baker, « Gendering 'Child' Poverty: Cross-National Lessons for Canada in a Deepening Recession », *Revue internationale d'études canadiennes*, 2010, p. 31, <http://www.erudit.org/revue/ijcs/2010/v/n42/1002170ar.pdf>. [TRADUCTION]

les soins destinés aux jeunes enfants, et de leurs effets sur la participation, la prospérité et le leadership économiques³⁹.

Les recommandations étaient variées et appelaient le gouvernement à lancer une campagne pour promouvoir cet équilibre⁴⁰ et à adopter des politiques du travail en ce sens⁴¹, et aussi à inciter les pères à prendre part aux tâches domestiques pour favoriser un meilleur équilibre⁴².

Enfin, Ellen Moore, présidente du conseil et présidente-directrice générale, Chubb Insurance Company of Canada, a évoqué la nécessité d'assurer la réintégration des femmes qui reprennent le travail après une longue absence, comme un congé de maternité, et exhorté les employeurs à prendre les mesures nécessaires « pour faciliter le retour au travail des femmes après une absence⁴³ ».

PARTICIPATION

La motion adoptée par le Comité faisait de la participation économique un des objectifs à atteindre pour les filles et les jeunes femmes. Parmi les témoins, beaucoup ont rappelé l'importance de l'emploi pour garantir le bien-être économique et la mise en place des assises nécessaires à la prospérité et au leadership économiques. Les témoignages et les recommandations concernant cette question d'ordre général se trouvent après la partie consacrée aux obstacles à la participation auxquels font face certaines filles et jeunes femmes.

A. Obstacles à la participation

En plus des sujets généraux évoqués dans la précédente partie du présent rapport, des témoins ont parlé des obstacles susceptibles d'empêcher les filles et les jeunes femmes d'entrer sur le marché du travail. Des représentantes de Condition féminine Canada ont dit au Comité que leurs programmes de financement étaient essentiellement axés sur l'élimination des obstacles freinant la participation à la vie économique, sociale et démocratique au pays⁴⁴.

39 Barbara Byers, vice-présidente exécutive, Congrès du travail du Canada, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1650; Tracy Redies, présidente et directrice générale, Coast Capital Savings Credit Union, *Témoignages*, 2 avril 2012, 1535; Ellen Moore, présidente du conseil et présidente-directrice générale, Chubb Insurance Company of Canada, *Témoignages*, 2 avril 2012, 1645.

40 Tricia Robertson, directrice générale, Techsploration, *Témoignages*, 7 mai 2012, 1540.

41 Andrée Côté, agente au Programme des femmes et des droits de la personne, Section des programmes nationaux, Alliance de la fonction publique du Canada, *Témoignages*, 16 mai 2012, 1635.

42 Marilyn Ouellet, responsable du service d'accès à l'égalité, Action travail des femmes, *Témoignages*, 14 mai 2012, 1535.

43 Ellen Moore, présidente du conseil et présidente-directrice générale, Chubb Insurance Company of Canada, *Témoignages*, 2 avril 2012, 1615.

44 Linda Savoie, directrice générale, Direction du programme de promotion de la femme et des opérations régionales, Condition féminine Canada, *Témoignages*, 29 février 2012, 1535.

Le Comité a appris qu'au Canada, les filles issues de groupes déjà marginalisés sont souvent celles qui se heurtent aux difficultés les plus grandes et les plus nombreuses⁴⁵. Comme il est mentionné précédemment, ces groupes sont constitués aussi de personnes victimes de harcèlement et de violence; de personnes vivant dans des régions rurales ou éloignées; de personnes ayant le statut d'Autochtone; de nouveaux arrivants; de membres des minorités visibles, ethniques et linguistiques; et de personnes ayant grandi ou vivant dans la pauvreté⁴⁶. Par exemple, le Comité a appris que l'écart salarial entre les hommes et les femmes au Canada est plus grand que la moyenne canadienne parmi les femmes autochtones, handicapées ou faisant partie d'une minorité raciale⁴⁷.

Comme ces situations sont souvent interreliées, les recommandations portent souvent sur plusieurs d'entre elles. Par exemple, Barbara Byers, vice-présidente exécutive, Congrès du travail du Canada, estime qu'il faut reconnaître « les problèmes de la pauvreté, du chômage et de la violence chez les femmes autochtones et les femmes handicapées⁴⁸ », et les résoudre. Leanne Nicolle, directrice, Engagement de la communauté, Plan International Canada Inc., est d'avis que Condition féminine Canada pourrait aider les filles à améliorer leur situation économique et qu'il lui faudrait pour cela « veiller à offrir de la formation en compétences de la vie quotidienne dans les collectivités marginalisées, comme les communautés autochtones et celles qui vivent sous le seuil de pauvreté dans les quartiers prioritaires⁴⁹ ». Mary Ellen Turpel-Lafond, Representative for Children and Youth, Colombie-Britannique, a affirmé au Comité que pour améliorer la situation économique des filles au Canada,

[...] nous devons prêter une attention particulière à certains groupes extrêmement vulnérables de filles et de femmes. Nous devons utiliser l'information à notre disposition pour élaborer des approches de politique sociale et de développement communautaire plus efficaces et novatrices afin que nous puissions mobiliser les filles et les femmes et les soutenir adéquatement pour les aider à améliorer leur sort⁵⁰.

Recommandation : Le Comité recommande que Condition féminine Canada continue à contribuer à des projets destinés à venir en aide aux filles et aux jeunes femmes défavorisées sur de multiples plans et cherche des façons d'augmenter le nombre de ce type de projets.

45 Barbara Byers, vice-présidente exécutive, Congrès du travail du Canada, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1655.

46 Juniper Glass, directrice du développement, Fondation filles d'action, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1530; Paulette Senior, chef de la direction générale, YWCA Canada, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1540;

47 Barbara Byers, vice-présidente exécutive, Congrès du travail du Canada, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1600.

48 *Ibid.*, 1655.

49 Leanne Nicolle, directrice, Engagement de la communauté, Plan International Canada Inc., *Témoignages*, 26 mars 2012, 1545.

50 Mary Ellen Turpel-Lafond, représentante, Colombie-Britannique, Representative for Children and Youth, *Témoignages*, 28 mai 2012, 1600.

Les filles qui réussissent à surmonter les obstacles sont quand même confrontées à des contraintes qui nuisent à leur participation et à leur prospérité économiques. Un rapport de recherche récent commandé par le gouvernement du Canada résume ces effets durables :

Des pressions financières liées aux faibles salaires, à l'instabilité professionnelle ou à un endettement étudiant et hypothécaire plus lourd des jeunes que par le passé peuvent alors créer un sentiment d'incertitude quant aux perspectives d'avenir. Tous les jeunes n'ont pas accès au même répertoire de ressources personnelles, sociales, scolaires et financières pour réussir leur entrée dans la société adulte⁵¹.

Les témoignages et recommandations propres à chacune des situations mentionnées suivent.

1. Harcèlement et violence sexistes

La violence a un impact terriblement néfaste sur la prospérité économique d'une femme, et une femme dont la situation économique est médiocre est beaucoup plus exposée à la violence. Ce cycle est expliqué dans une publication de l'Agence de la santé publique du Canada :

La pauvreté marginalise les femmes, augmentant le risque qu'elles soient victimes de violence, tandis que la violence les isole, car les effets mentaux et physiques réduisent leur sentiment de bien-être, limitant les possibilités⁵².

Dans la même publication, on peut lire que « la pauvreté et la violence reflètent les relations de pouvoir inégales, ce qui se traduit par une discrimination systémique contre les femmes » et que « cette discrimination systémique veut dire que les femmes ont moins de chance de trouver des emplois bien rémunérés et de subvenir adéquatement à leurs besoins en matière de logement, d'éducation, de soins pour les enfants et de services de santé⁵³ ».

Par ailleurs, « le traumatisme lié au fait d'avoir été victime d'agression peut avoir une multitude d'effets physiques et psychologiques qui ont une incidence sur leur employabilité⁵⁴ ». Les problèmes d'employabilité de ces femmes sont également expliqués :

[...] les femmes qui ont été maltraitées peuvent souffrir d'anxiété et de dépression, avoir de la difficulté à se concentrer ou à être disciplinées et être méfiantes ou distraites.

-
- 51 Sandra Franke, *Current Realities and Emerging Issues Facing Youth in Canada: An Analytical Framework for Public Policy Research*, Development and Evaluation, Rapport de recherche, Projet de recherche sur les politiques, janvier 2010, p. 10, <http://dspace.cigilibrary.org/jspui/bitstream/123456789/27671/1/Current%20realities%20and%20emerging%20issues%20facing%20youth.pdf?1>.
- 52 Agence de la santé publique du Canada, *Défaire les liens entre la pauvreté et la violence faite aux femmes : Un guide de ressources*, 2008, p. 4, <http://www.phac-aspc.gc.ca/nctv-cnivf/pdfs/fem-brkinks-fra.pdf>.
- 53 *Ibid.*
- 54 *Ibid.*, p. 11.

Elles peuvent prendre plus de temps que d'autres femmes pour terminer des programmes de formation à l'emploi. Elles peuvent devoir déployer plus d'efforts pour améliorer leur confiance en elles-mêmes et se préoccuper davantage de leur sécurité⁵⁵.

Une étude publiée en 2011 dans la revue *Analyse de politique* révèle ceci :

Les problèmes chroniques de santé physique et mentale associés à la violence peuvent réduire l'employabilité des femmes et amenuiser leur capacité à acquérir des ressources économiques et matérielles pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs enfants, ce qui entraîne absentéisme et moindre qualité du travail et pertes consécutives pour les employeurs et pour l'État⁵⁶.

Le Comité a entendu plusieurs témoins dire que le harcèlement et la violence constituent des obstacles évidents à la participation, à la prospérité et au leadership économiques des filles et des jeunes femmes au Canada⁵⁷.

La ministre, l'honorable Rona Ambrose a évoqué le problème lorsqu'elle a déclaré devant le Comité : « Bien entendu, nous croyons que la sécurité physique des femmes va de pair avec leur sécurité économique⁵⁸. » L'importance de la protection contre le harcèlement et la violence revenait souvent dans les propos des témoins favorables à des espaces « réservés aux filles », afin que celles-ci puissent espérer de meilleures perspectives d'avenir⁵⁹. Cet aspect et d'autres, concernant des services et des initiatives destinés à un seul sexe, ainsi que les recommandations afférentes sont présentés plus en détail dans les parties subséquentes du présent rapport.

Des témoins ont informé le Comité que le taux de harcèlement dont sont victimes les jeunes femmes au secondaire en Ontario est de l'ordre de 46 %⁶⁰, et que le taux de violence sexuelle à l'égard des jeunes filles autochtones âgées de moins de 18 ans atteint

55 *Ibid.*

56 Colleen Varcoe et coll., « Attributing Selected Costs to Intimate Partner Violence in a Sample of Women Who Have Left Abusive Partners: A Social Determinants of Health Approach », *Analyse de politiques*, vol. 37, n° 3, 2011, p. 363. [TRADUCTION].

57 Linda Savoie, directrice générale, Direction du programme de promotion de la femme et des opérations régionales, Condition féminine Canada, *Témoignages*, 29 février 2012, 1540; Juniper Glass, directrice du développement, Fondation filles d'action, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1530; Geneviève Latour, gestionnaire de programme, Fédération de la jeunesse franco-ontarienne, *Témoignages*, 2 avril 2012, 1705; Coline Camier, adjointe à la coordination, Action travail des femmes, *Témoignages*, 14 mai 2012, 1535; Claudia Mitchell, professeure James McGill, Département d'études intégrées en éducation, Université McGill, *Témoignages*, 28 mai 2012, 1720;

58 L'honorable Rona Ambrose, ministre de la Condition féminine, *Témoignages*, 14 mars 2012, 1545.

59 Leanne Nicolle, directrice, Engagement de la communauté, Plan International Canada Inc., *Témoignages*, 26 mars 2012, 1535; Claire Crooks, membre du conseil d'administration, Fondation canadienne des femmes, *Témoignages*, 28 mars 2012, 1545; Mary Ellen Turpel-Lafond, représentante, Colombie-Britannique, Representative for Children and Youth, *Témoignages*, 28 mai 2012, 1555; Ashley Julian, membre, Conseil de la jeunesse, Assemblée des Premières Nations, *Témoignages*, 30 mai 2012, 1645.

60 Stefanie Lomatski, directrice générale, Coalition d'Ottawa contre la violence faite aux femmes, *Témoignages*, 16 mai 2012, 1640.

75 %⁶¹. Le Comité a aussi appris que les filles vivant dans des régions rurales ou éloignées ont moins accès à des services d'aide que les autres lorsqu'elles subissent de la violence⁶².

Comme il est mentionné précédemment, plusieurs témoins ont discuté de l'importance de protéger les jeunes contre l'intimidation, le harcèlement et la violence sexistes à l'école; ils ont aussi proposé des initiatives prometteuses pour y parvenir. Vous en trouverez des exemples à l'annexe B du présent rapport, où figure la liste des initiatives décrites par les témoins lors de leur comparution ou par d'autres intervenants dans leur mémoire au Comité. Voici ce que Saman Ahsan, directrice générale, Fondation filles d'action, a dit au Comité à propos des effets du harcèlement fondé sur le sexe :

[...] il cause la dépression et un sentiment d'inutilité. Il peut mener à la toxicomanie, à la délinquance violente, à des pensées suicidaires. Il peut donc créer de nombreux problèmes. Une fille qui fait face à ce type de harcèlement ne fera manifestement pas de son mieux pour réussir à l'école et dans sa carrière professionnelle, ce qui restreindra ses perspectives économiques à long terme⁶³.

M^{me} Ahsan recommande entre autres d'« élargir et développer les programmes qui visent à réduire le harcèlement à caractère sexuel, en particulier dans les établissements d'éducation⁶⁴ ».

De même, Jocelyne Michelle Coulibaly, représentante de la Région d'Ottawa, Conseil de représentation, Fédération de la jeunesse franco-ontarienne, a affirmé au Comité qu'« il est primordial d'élargir et de développer les programmes qui visent à réduire le harcèlement à caractère sexuel⁶⁵ ». Dans sa présentation au Comité, l'Alliance de la fonction publique du Canada recommande « des mesures efficaces pour protéger les filles contre la discrimination et le harcèlement⁶⁶ ».

Recommandation : Le Comité recommande que Condition féminine Canada continue à soutenir les programmes visant à créer des endroits sûrs pour les filles, en particulier en ce qui concerne la recherche de solutions pour prévenir la violence dont elles sont victimes à l'école et au travail et y remédier.

61 Claire Crooks, membre du conseil d'administration, Fondation canadienne des femmes, *Témoignages*, 28 mars 2012, 1545.

62 L'honorable Rona Ambrose, ministre de la Condition féminine, *Témoignages*, 14 mars 2012, 1545; Saman Ahsan, directrice générale, Fondation filles d'action, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1555; Laurel Rothman, coordonnatrice nationale, Campagne 2000, *Témoignages*, 25 avril 2012, 1720; Claudette Dumont-Smith, directrice générale, Association des femmes autochtones du Canada, *Témoignages*, 2 mai 2012, 1625.

63 Saman Ahsan, directrice générale, Fondation filles d'action, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1535.

64 *Ibid.*

65 Jocelyne Michelle Coulibaly, représentante de la région d'Ottawa, Conseil de représentation, Fédération de la jeunesse franco-ontarienne, *Témoignages*, 2 avril 2012, 1645.

66 Alliance de la fonction publique du Canada, *Présentation*, 9 mai 2012, p. 5.

Comme il est mentionné précédemment, beaucoup de témoins ont aussi fait état de la nécessité d'amener les garçons à participer à des programmes axés sur la prévention de la violence fondée sur le sexe et les moyens d'y remédier, et ont pris acte du soutien offert par Condition féminine Canada à l'égard de cet important volet des mesures de lutte contre la violence⁶⁷.

Le Comité a reçu des recommandations en faveur de l'adoption d'une approche plus large pour prévenir la violence à l'égard des filles et des jeunes femmes et y réagir. Par exemple, la YWCA, dans un mémoire adressé au Comité, a recommandé que « le gouvernement fédéral s'engage à diriger un processus visant à coordonner les politiques sur la violence faite aux femmes dans les trois ordres de gouvernement afin de garantir la sécurité des femmes⁶⁸ ». Dans un autre mémoire adressé au Comité, Jolanta Scott-Parker, directrice générale, Fédération canadienne pour la santé sexuelle, recommande d'investir dans « l'éducation de portée générale en santé sexuelle » afin de promouvoir de saines relations⁶⁹. Dans la présentation distribuée au Comité au moment de leur comparution, les représentantes de l'Alliance de la fonction publique du Canada recommandent de mettre en œuvre des programmes destinés à sensibiliser les filles à leurs droits et à les aider à les exercer⁷⁰, objectif qui va de pair avec l'initiative de l'organisme Plan Canada et de la ministre responsable de Condition féminine Canada visant à faire reconnaître la Journée internationale des filles⁷¹.

Recommandation : Le Comité recommande que Condition féminine Canada contribue à la sécurité des filles grâce au :

- **travail qu'elle accomplit auprès de ses partenaires interministériels et intergouvernementaux afin d'assurer une plus grande coordination des politiques relatives à la violence fondée sur le sexe;**
- **financement de projets, auxquels peuvent participer des hommes et des garçons, qui visent l'établissement de saines relations;**
- **soutien du financement des programmes destinés à mieux sensibiliser la population aux droits de la personne des filles et à en stimuler l'exercice.**

67 Saman Ahsan, directrice générale, Fondation filles d'action, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1535; Jocelyne Michelle Coulibaly, représentante de la région d'Ottawa, Conseil de représentation, Fédération de la jeunesse franco-ontarienne, *Témoignages*, 2 avril 2012, 1645; Stefanie Lomatski, directrice générale, Coalition d'Ottawa contre la violence faite aux femmes, *Témoignages*, 16 mai 2012, 1645.

68 YWCA Canada, « Réponses de la YWCA Canada aux questions du Comité la condition féminine », 11 mars 2012, p. 3.

69 Jolanta Scott-Parker, directrice générale, Fédération canadienne pour la santé sexuelle, *Mémoire*, 18 mai 2012, p. 5.

70 Alliance de la fonction publique du Canada, *Présentation*, 9 mai 2012, p. 5.

71 L'honorable Rona Ambrose, ministre de la Condition féminine, *Témoignages*, 14 mars 2012, 1530.

Le Comité a aussi appris que les femmes qui fuient la violence peuvent parfois se retrouver dans des situations précaires, ce qui a donné lieu à des recommandations précises concernant l'engagement fédéral dans la création de refuges d'urgence⁷² et l'offre de logements abordables permanents et sécuritaires⁷³.

2. Communautés rurales et éloignées

Les témoignages livrés devant le Comité faisaient aussi état de préoccupations relatives à l'accès aux services de soutien pour aider les filles à surmonter les obstacles à leur participation à la vie économique dans les communautés rurales et éloignées, et des défis supplémentaires qu'il faut relever pour assurer cette participation et la prospérité des filles dans ces communautés⁷⁴. Des représentantes de Condition féminine Canada ont fait savoir au Comité qu'un récent appel de propositions destiné à régler les problèmes auxquels sont confrontées les femmes des communautés rurales ou éloignées avait permis de recueillir près de 250 propositions, dont 48 ont fait l'objet d'une annonce; certaines proposaient des solutions pour contrer la violence dont sont victimes les femmes, d'autres visaient la sécurité économique, mais toutes concernaient les femmes vivant dans de petites communautés⁷⁵. La liste des projets annoncés figure à l'annexe A.

Parmi les problèmes les plus criants que doivent affronter les filles dans ces communautés figure le manque de programmes éducatifs et d'emplois locaux disponibles, forçant ces jeunes à quitter la maison pour étudier et trouver un emploi ailleurs⁷⁶. Quant aux filles autochtones, des témoins ont décrit les défis supplémentaires auxquels

72 Brigitte Ginn et Jane Stinson, Institut canadien de recherches sur les femmes, exposé, 28 mars 2012, p. 2; Peggy Taillon, directrice générale, Conseil canadien de développement social, *Témoignages*, 4 avril 2012, 1600.

73 Paulette Senior, chef de la direction générale, YWCA Canada, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1550; YWCA Canada, « Des filles aux femmes : Programmes et politiques pour accroître la prospérité économique », *Mémoire*, 23 mai 2012, p. 7; Laurel Rothman, coordonnatrice nationale, Campagne 2000, *Témoignages*, 25 avril 2012, 1720.

74 Juniper Glass, directrice du développement, Fondation filles d'action, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1555; Jocelyne Wasacase-Merasty, directrice régionale, Région des Prairies, Centre national pour la gouvernance des Premières nations, *Témoignages*, 4 avril 2012, 1645; Claudette Dumont-Smith, directrice générale, Association des femmes autochtones du Canada, *Témoignages*, 2 mai 2012, 1555; Tricia Robertson, directrice générale, Techsploraton, *Témoignages*, 7 mai 2012, 1615.

75 Suzanne Clément, coordonnatrice et chef d'organisme, Bureau de la Coordonnatrice, Condition féminine Canada, *Témoignages*, 14 mars 2012, 1630.

76 Leanne Nicolle, directrice, Engagement de la communauté, Plan International Canada Inc., *Témoignages*, 26 mars 2012, 1550; Carol Stephenson, doyenne, Richard Ivey School of Business, University of Western Ontario, *Témoignages*, 25 avril 2012, 1715;

elles doivent faire face, comme l'exposition à une culture et une langue nouvelles⁷⁷, la garde des enfants⁷⁸ et le manque de logements abordables⁷⁹.

Jane Stinson, directrice, Projet FemNorthNet, Institut canadien de recherches sur les femmes, a recommandé que « le gouvernement fédéral appuie l'établissement et l'expansion de l'éducation postsecondaire dans les communautés du Nord⁸⁰ ». Elle a aussi insisté sur la nécessité de soutenir les jeunes femmes, lorsqu'elles doivent quitter leur collectivité pour aller poursuivre leurs études :

Les jeunes femmes des communautés du Nord doivent généralement quitter leur milieu pour partir loin dans le sud où elles se retrouvent isolées de leur famille et de leurs amis, sans soutien émotionnel et financier. [...] [L]es étudiants autochtones partent s'installer dans un endroit où la langue est entièrement différente et où ils ont très peu d'appuis⁸¹.

Elyse Allan, présidente et directrice générale, GE Canada, a affirmé ce qui suit au Comité :

[...] les filles des collectivités éloignées qui veulent poursuivre des études postsecondaires doivent souvent quitter la maison, ce qui peut être coûteux, stressant, et avoir un effet dissuasif important. Nous recommandons donc fortement au gouvernement d'appuyer les collectivités et les programmes postsecondaires qui aident les filles à quitter le foyer familial, y compris les dispositions sur la garde des enfants⁸².

Recommandation : Le Comité recommande que Condition féminine Canada collabore avec le Conseil du Trésor afin que l'analyse comparative entre les sexes au sein des ministères et organismes tienne compte des effets de la politique sur les femmes et les filles des collectivités éloignées et isolées.

3. Statut d'Autochtone

Les filles et les jeunes femmes autochtones forment une part importante de la population autochtone féminine. En 2006, 28 % des femmes autochtones avaient moins de 15 ans, et 18 % avaient entre 15 et 24 ans⁸³. La même année, l'âge médian des

77 Jane Stinson, directrice, Projet FemNorthNet, Institut canadien de recherches sur les femmes, *Témoignages*, 28 mars 2012, 1535; Paige Isaac, coordonnatrice, Maison des peuples autochtones, *Témoignages*, 4 avril 2012, 1535; Elyse Allan, présidente et directrice générale, GE Canada, *Témoignages*, 30 mai 2012, 1600; Jocelyne Wasacase-Merasty, directrice régionale, Région des Prairies, Centre national pour la gouvernance des Premières nations, *Témoignages*, 4 avril 2012, 1635.

78 Paige Isaac, coordonnatrice, Maison des peuples autochtones, *Témoignages*, 4 avril 2012, 1635.

79 Angelina Weenie, directrice de département, Programmes professionnels, First Nations University of Canada, *Témoignages*, 30 avril 2012, 1655.

80 Jane Stinson, directrice, Projet FemNorthNet, Institut canadien de recherches sur les femmes, *Témoignages*, 28 mars 2012, 1535.

81 *Ibid.*

82 Elyse Allan, présidente et directrice générale, GE Canada, *Témoignages*, 30 mai 2012, 1540.

83 *Ibid.*

femmes autochtones était de 27,7 ans, contre 40,5 ans chez les femmes non autochtones⁸⁴.

Statistique Canada signale aussi que les femmes autochtones sont généralement moins susceptibles que les femmes non autochtones de faire partie de la main-d'œuvre rémunérée. Selon des données recueillies en 2006 :

[...] 51,1 % des femmes autochtones de 15 ans et plus avaient un emploi, par rapport à 57,7 % des femmes non autochtones. Les femmes autochtones (51,1 %) étaient également moins susceptibles que les hommes autochtones (56,5 %) d'occuper un emploi⁸⁵.

Les jeunes filles autochtones risquent plus d'être confrontées à des facteurs de risque pouvant compromettre leur participation à la vie économique et leur cheminement vers la prospérité et le leadership. La Fondation canadienne des femmes signale que les filles autochtones « présentent des taux alarmants de dépression, de suicide, de toxicomanie, d'infection à VIH et de pauvreté⁸⁶ ».

a. Grossesses précoces

La recherche montre que le taux de grossesses à l'adolescence est quatre⁸⁷ à six⁸⁸ fois plus élevé chez les jeunes autochtones que chez les jeunes filles non autochtones. Les données les plus récentes montrent que 8 % des adolescentes autochtones ont des enfants contre 1,3 % des jeunes filles non autochtones du même âge⁸⁹. Il en résulte qu'un plus grand nombre de filles autochtones sont élevées par une mère jeune que dans la population générale. Une jeune fille inuite ou amérindienne sur quatre, et une jeune fille métisse sur cinq, ont une mère âgée entre 15 et 24 ans, alors que le taux est d'une sur dix dans la population non autochtone⁹⁰.

Cette situation a, bien sûr, des répercussions sur l'éducation et le revenu des filles de 10 à 19 ans, ce groupe d'âge sur lequel porte justement l'étude du Comité. Plus de 33% des femmes autochtones, de plus de 25 ans, n'ont pas terminé leurs études secondaires (contre 20 % des femmes non autochtones); de ce nombre, près de 25% des femmes autochtones, âgées de 15 à 34 ans, donnent la grossesse ou la nécessité de

84 Vivian O'Donnell et Susan Wallace, « Les femmes des Premières Nations, les Métisses et les Inuites », *Femmes au Canada : Rapport statistique fondé sur le sexe*, juillet 2011, p. 15, <http://www.statcan.gc.ca/pub/89-503-x/2010001/article/11442-fra.pdf>.

85 *Ibid.*, p. 26.

86 Fondation canadienne des femmes, « Les faits à propos des filles au Canada », <http://www.canadianwomen.org/fr/Les-faits-a-propos-des-filles-au-Canada>.

87 Ban Al-Sahab et coll., « Prevalence and Characteristics of Teen Motherhood in Canada », *Material and Child Health Journal*, vol. 16, 2012, p. 232.

88 Marlene Brant Castellano, « Réflexions sur l'identité et le pouvoir d'agir : des thèmes récurrents dans la discussion sur et avec la jeunesse autochtone », *Horizons*, vol. 10, n^o 1, projet de recherche sur les politiques, 2008, p. 7, http://www.horizons.gc.ca/doclib/Horizons_Vol10Num1_final_f.pdf.

89 O'Donnell et Wallace (2011), p. 20.

90 *Ibid.*, p. 20.

s'occuper de ses enfants comme raison pour n'avoir pas terminé leurs études⁹¹. De même, 11 % des femmes autochtones vivant hors réserve qui avaient commencé des études de niveau postsecondaire mais ne les ont pas terminées donnent la même raison pour justifier l'abandon de leurs cours⁹².

Des données plus récentes, toutefois, témoignent d'une amélioration de la situation des femmes autochtones de 25 à 54 ans, dont le taux de diplomation postsecondaire serait passé de 41 % en 2001 à 47 % en 2006⁹³.

b. Violence à l'égard des femmes autochtones

Le Comité a déjà une bonne connaissance des enjeux auxquels font face les femmes autochtones au chapitre de la violence et de la traite des personnes, puisque ceux-ci ont été mis en relief dans l'étude réalisée par le Comité en 2010-2011 au sujet de la violence à l'égard des femmes autochtones, laquelle a abouti à la publication d'un rapport provisoire, *Un cri dans la nuit : un aperçu de la violence faite aux femmes autochtones*⁹⁴, et d'un rapport final, *Mettre fin à la violence contre les filles et les femmes autochtones — Un nouveau départ grâce à l'autonomisation*⁹⁵.

c. Analyse comparative entre les sexes dans le développement économique

En 2007, l'Association des femmes autochtones du Canada (AFAC) faisait la recommandation suivante pour améliorer la condition économique des femmes autochtones :

Faire en sorte que les stratégies économiques prennent en compte toutes les conditions socioéconomiques nécessaires pour créer un contexte propice dans lequel les femmes autochtones pourront participer à la vie économique. Par exemple, des services de garderie, du logement adéquat, des stratégies de lutte contre le sexisme et des mesures garantissant le droit de vivre sans violence : voilà autant de facteurs à faire entrer en ligne de compte. Les inégalités que subissent les femmes autochtones doivent être éliminées dans tous les secteurs⁹⁶.

91 *Ibid.*, p. 35.

92 *Ibid.*, p. 38.

93 *Ibid.*, p. 38.

94 Chambre des communes, Comité permanent de la condition féminine, *Un cri dans la nuit : un aperçu de la violence faite aux femmes autochtones*, 3^e session, 40^e législature, mars 2011, <http://www.parl.gc.ca/HousePublications/Publication.aspx?DocId=5056509&Mode=1&Parl=40&Ses=3&Language=F>.

95 Chambre des communes, Comité permanent de la condition féminine, 1^{re} session, 41^e législature, décembre 2011, *Mettre fin à la violence contre les filles et les femmes autochtones — Un nouveau départ grâce à l'autonomisation*, <http://www.parl.gc.ca/HousePublications/Publication.aspx?DocId=5322860&Mode=1&Parl=41&Ses=1&Language=F>.

96 Association des femmes autochtones du Canada, « Culturally Relevant Gender Based Analysis: An Issue Paper », produit pour le Sommet national des femmes autochtones, juin 2007, p. 10, <http://www.laa.gov.nl.ca/laa/naws/pdf/nwac-gba.pdf>. [TRADUCTION]

Au cours des audiences consacrées à la présente étude, le Comité a appris qu'une analyse du cadre fédéral pour le développement autochtone effectuée par l'AFAC avait révélé que les débouchés économiques se concentrent dans des secteurs qui avantagent les hommes, et qu'on avait discuté, dans le cadre d'ateliers avec des ministères et organismes fédéraux, de la façon dont les investissements du gouvernement fédéral pourraient contribuer à accroître la participation des femmes autochtones à la vie économique⁹⁷. Claudette Dumont-Smith, directrice générale, AFAC, a exhorté le gouvernement fédéral à :

[...] effectuer une analyse, adaptée aux différences culturelles et comparative entre les sexes, des actifs des communautés et du financement du développement à l'échelon fédéral pour évaluer l'accès au financement et les résultats du financement; mettre en œuvre ou augmenter les possibilités de financement équitable pour les femmes autochtones dans les programmes comme celui du développement des entreprises autochtones et la stratégie d'approvisionnement auprès des Autochtones; mesurer l'équité entre les sexes toujours de la même façon et analyser les données réparties d'après les groupes d'âge et les sexes à l'aide d'une méthode d'analyse comparative entre les sexes⁹⁸.

Recommandation : Le Comité recommande que Condition féminine Canada continue à collaborer avec les ministères et organismes fédéraux concernés pour inciter à procéder à l'analyse comparative entre les sexes des programmes de développement économique, en particulier de ceux visant les Autochtones et leurs collectivités.

d. Protection de l'enfance

Le Comité a appris que les enfants autochtones sont fortement surreprésentés dans le système de placement en famille d'accueil⁹⁹. Selon l'Étude canadienne sur l'incidence des signalements de cas de violence et de négligence envers les enfants réalisée en 2008, le taux d'enquêtes sur les cas corroborés de maltraitance des enfants était quatre fois plus élevé chez les enfants autochtones que chez les enfants non autochtones¹⁰⁰. Des rapports révèlent que le nombre d'enfants des Premières Nations placés sous la garde du système de protection de l'enfance est aujourd'hui plus élevé qu'à l'apogée du système des pensionnats indiens¹⁰¹.

97 Claudette Dumont-Smith, directrice générale, Association des femmes autochtones du Canada, *Témoignages*, 2 mai 2012, 1535.

98 *Ibid.*, 1540.

99 Cindy Blackstock, directrice générale, Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières Nations du Canada, *Témoignages*, 2 mai 2012, 1545; Mary Ellen Turpel-Lafond, représentante, Colombie-Britannique, Representative for Children and Youth, *Témoignages*, 28 mai 2012, 1555.

100 Agence de la santé publique du Canada, *Étude canadienne sur l'incidence des signalements de cas de violence et de négligence envers les enfants 2008*, 2008, <http://www.phac-aspc.gc.ca/cm-vee/csca-ecve/2008/fs-am/index-fra.php>.

101 CBC, *First Nations children still taken from parents*, 2 août 2011, <http://www.cbc.ca/news/politics/story/2011/08/02/pol-first-nations-kids.html>.

La violence et la négligence, de même qu'une prise en charge par le système de protection de l'enfance, peuvent se répercuter directement sur l'éducation de l'enfant et ses chances futures de réussite économique. Des rapports révèlent l'existence d'un lien entre l'environnement familial de l'enfant et son rendement et sa réussite scolaires¹⁰². Selon une étude menée par l'Association ontarienne des sociétés de l'aide à l'enfance, les enfants ontariens pris en charge ont un taux de diplomation secondaire de 44 %, contre 81 % pour leurs pairs¹⁰³.

Un autre rapport souligne les graves conséquences subies par les enfants qui proviennent de foyers où ils ont souffert de violence ou de négligence¹⁰⁴ :

- troubles comme celui de la personnalité multiple ou celui du syndrome de stress post-traumatique;
- retards du développement, anomalies neurologiques, déficits cognitifs ou intellectuels, atteintes linguistiques;
- mauvais rendement scolaire, manque d'initiative et de motivation, mauvaise performance scolaire;
- moindre probabilité de diplomation secondaire.

e. Justice pénale

Par ailleurs, les Autochtones demeurent surreprésentés dans les établissements correctionnels, et c'est le cas des adolescentes autochtones : un rapport de Statistique Canada signale qu'en 2008/2009, « parmi les neuf provinces et territoires déclarants, les adolescentes autochtones représentaient 44 % des adolescentes placées sous garde en milieu ouvert ou fermé, 34 % de celles admises en détention provisoire et 31 % de celles admises en probation¹⁰⁵ ».

De plus, cette étude souligne qu'il existe un lien important entre la détention des jeunes et la restriction de leurs perspectives économiques. Les jeunes femmes qui entrent en détention sont moins susceptibles d'avoir terminé leurs études secondaires et plus susceptibles d'être sans emploi que l'ensemble des femmes de la population canadienne¹⁰⁶.

102 Statistique Canada, « Étude : La disposition à apprendre à l'école pour les jeunes de cinq ans », *Le Quotidien*, 27 novembre 2006, <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/061127/dq061127b-fra.htm>.

103 Sociétés de l'aide à l'enfance de l'Ontario, *Le bien-être des enfants : la perspective ontarienne — Rapport des sociétés de l'aide à l'enfance 2011*, 2011, p. 8, <http://www.oacasgroups.org/uploads/cwr/11childwelfarereportfr.pdf>.

104 Audra Bowlus et coll., *Coûts et conséquences économiques des sévices infligés aux enfants au Canada — Rapport à la Commission du droit du Canada*, mars 2003, http://publications.gc.ca/collections/collection_2007/lcc-cdc/JL2-39-2003F.pdf.

105 Hotton Mahony (2011), p. 39.

106 *Ibid.*, p. 34.

Selon une étude de l'Université de Waterloo sur les femmes qui sortent de prison et réintègrent leur collectivité, l'emploi est un facteur clé de réinsertion. L'étude souligne le sentiment de marginalisation et de stigmatisation qu'éprouvent les femmes au sortir de prison, et l'impact que ce sentiment peut exercer sur leur confiance et leur motivation. L'étude indiquait également que bon nombre de ces femmes n'avaient aucune occasion d'emploi, et décrivait « leur urgent besoin de dénicher un emploi ». Pour les femmes, « la disponibilité d'un emploi leur permettant de gagner leur vie jouerait un rôle déterminant dans la prévention d'un retour à la toxicomanie et à d'autres formes de comportements criminels¹⁰⁷ ».

Des témoins ont mis en relief bon nombre de ces enjeux : les filles autochtones doivent composer avec de faibles taux de diplomation, une prévalence beaucoup plus grande de grossesses précoces et du nombre de mères adolescentes¹⁰⁸, des démêlés plus fréquents avec le système de justice pénale¹⁰⁹ et un taux de pauvreté supérieur à celui qu'on retrouve chez les non-Autochtones, ce qui compromet l'avenir économique de ces jeunes filles. Au nombre des recommandations formulées pour venir à bout de ces problèmes figurent des propositions visant à faire davantage de campagnes de sensibilisation contre la violence¹¹⁰ dans les communautés autochtones et à favoriser l'accès aux services de santé des filles autochtones dans les réserves¹¹¹.

f. Réinstallation pour poursuivre sa scolarité

Par ailleurs, des témoins ont fait savoir que même les étudiantes autochtones qui obtiennent leur diplôme d'études secondaires ne sont pas outillées pour suivre des études postsecondaires. Paige Isaac, coordonnatrice, Maison des peuples autochtones à l'Université McGill, a expliqué au Comité que les programmes de transition proposés par certaines universités pour les étudiants autochtones ne sont peut-être d'aucune utilité parce que certains étudiants, « même s'ils ont terminé leur douzième année, n'ont pas les connaissances nécessaires pour entrer à l'université¹¹² ». Face à ce problème, des témoins ont demandé un accroissement des possibilités de scolarisation des filles autochtones vivant dans les réserves. Voici ce qu'Elyse Allan a dit au Comité : « Ces collectivités [les collectivités éloignées] sont en première ligne du développement des ressources, mais leurs habitants ne peuvent souvent pas y prendre part faute de compétences, de formation et d'infrastructure de base¹¹³. » Andrée Côté, agente au

107 Alison Pedlar et coll., *Uncertain Futures: Women Leaving Prison and Re-entering Community*, Université de Waterloo, 2008, <http://www.ahs.uwaterloo.ca/uncertainfutures/uncertainfutures2008.pdf>. [TRADUCTION]

108 Angelina Weenie, directrice de département, Programmes professionnels, First Nations University of Canada, *Témoignages*, 30 avril 2012, 1650.

109 Jocelyne Wasacase-Merasty, directrice régionale, Région des Prairies, Centre national pour la gouvernance des Premières nations, *Témoignages*, 4 avril 2012, 1620.

110 Ashley Julian, membre, Conseil de la jeunesse, Assemblée des Premières Nations, *Témoignages*, 30 mai 2012, 1645.

111 Andrée Côté, agente au Programme des femmes et des droits de la personne, Section des programmes nationaux, Alliance de la fonction publique du Canada, *Témoignages*, 16 mai 2012, 1545.

112 Paige Isaac, coordonnatrice, Maison des peuples autochtones, *Témoignages*, 4 avril 2012, 1630.

113 Elyse Allan, présidente et directrice générale, GE Canada, *Témoignages*, 30 mai 2012, 1545.

Programme des femmes et des droits de la personne, Section des programmes nationaux, Alliance de la fonction publique du Canada, a réitéré l'importance d'améliorer les résultats scolaires dans les réserves¹¹⁴.

De même, Paige Isaac a plaidé en faveur d'« un meilleur programme d'enseignement obligatoire destiné aux jeunes Autochtones de la maternelle à la douzième année¹¹⁵ ».

M^{me} Allan a ensuite exprimé son appui aux recommandations en faveur d'un financement fédéral des infrastructures scolaires des réserves équivalent à celui accordé aux écoles hors réserves¹¹⁶.

Angelina Weenie, directrice de département, Programmes professionnels, First Nations University of Canada, a elle aussi souligné les disparités entre le financement des écoles de bandes et celui des écoles hors réserves¹¹⁷.

De même, M^{me} Isaac a insisté sur la nécessité d'offrir un soutien financier suffisant aux programmes d'aide actuels destinés aux étudiants autochtones vivant loin de chez eux. Elle a recommandé que des fonds supplémentaires soient dégagés pour pouvoir offrir des services de counselling culturellement adaptés à leurs besoins¹¹⁸. Selon elle, il est prioritaire « d'appuyer les projets d'approche. Il faut établir le contact avec les jeunes Autochtones dès l'enfance et conserver ce contact tout au long de leur cheminement vers l'obtention d'un emploi¹¹⁹ ».

Claudette Dumont-Smith a insisté sur le rôle important joué par les centres d'amitié dans les agglomérations urbaines et a recommandé qu'un meilleur soutien financier leur soit accordé¹²⁰.

Le Comité reconnaît que bon nombre de ces suggestions ne relèvent pas du mandat de Condition féminine Canada.

114 Andrée Côté, agente au Programme des femmes et des droits de la personne, Section des programmes nationaux, Alliance de la fonction publique du Canada, *Témoignages*, 16 mai 2012, 1545.

115 Paige Isaac, coordonnatrice, Maison des peuples autochtones, *Témoignages*, 4 avril 2012, 1630.

116 Elyse Allan, présidente et directrice générale, GE Canada, *Témoignages*, 30 mai 2012, 1545.

117 Angelina Weenie, directrice de département, Programmes professionnels, First Nations University of Canada, *Témoignages*, 30 avril 2012, 1700; Elyse Allan, présidente et directrice générale, GE Canada, *Témoignages*, 30 mai 2012, 1545; Cindy Blackstock, directrice générale, Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières Nations du Canada, *Témoignages*, 2 mai 2012, 1555.

118 Paige Isaac, coordonnatrice, Maison des peuples autochtones, *Témoignages*, 4 avril 2012, 1630.

119 *Ibid.*, 1645,

120 Claudette Dumont-Smith, directrice générale, Association des femmes autochtones du Canada, *Témoignages*, 2 mai 2012, 1625.

Recommandation : Le Comité recommande que Condition féminine Canada continue d'encourager le développement de la capacité des filles autochtones et envisage d'orienter son programme de financement sur l'amélioration de leur accès aux programmes scolaires et de formation existants.

Le Comité a de plus appris que les filles et les jeunes femmes autochtones sont souvent aux prises avec des problèmes de logements inadéquats¹²¹.

Des témoins ont également fait état d'une amélioration récente de la situation. Outre la ministre de la Condition féminine, qui a indiqué qu'elle accordait la priorité aux filles et aux femmes autochtones¹²², des témoins ont signalé que les femmes autochtones titulaires d'un baccalauréat ès arts avaient des revenus supérieurs à leurs homologues non autochtones¹²³.

Le présent rapport présente plus loin d'autres témoignages et propositions détaillés sur le leadership des femmes autochtones.

4. Filles et femmes nouvellement arrivées au Canada

Selon Statistique Canada, en 2005, 20 % des filles et des femmes immigrantes appartenant à une famille économique vivaient sous le seuil de faible revenu avant impôt de Statistique Canada contre 10 % pour les filles et les femmes nées au Canada¹²⁴. Ce sont les filles de moins de 15 ans qui affichaient le taux de faible revenu le plus élevé (40 %), ce qui s'explique probablement par « les conditions difficiles rencontrées par leurs parents sur le marché du travail¹²⁵ ».

D'après une publication de la Fondation filles d'action, les filles immigrantes doivent relever des défis particuliers sur le plan :

- de leur développement et de leur identité, en ce qui concerne « l'individu, les groupes de pairs, la famille, les communautés d'origine et d'accueil, et le sentiment d'appartenance nationale »;
- de la langue et de la culture, ce qui comprend en particulier « les effets de devoir quitter une langue et une culture connues pour en adopter de

121 Angelina Weenie, directrice de département, Programmes professionnels, First Nations University of Canada, *Témoignages*, 30 avril 2012, 1645; Cindy Blackstock, directrice générale, Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières Nations du Canada, *Témoignages*, 2 mai 2012, 1545; Claudette Dumont-Smith, directrice générale, Association des femmes autochtones du Canada, *Témoignages*, 2 mai 2012, 1625;

122 L'honorable Rona Ambrose, ministre de la Condition féminine, *Témoignages*, 14 mars 2012, 1540.

123 Paulette Senior, chef de la direction générale, YWCA Canada, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1540.

124 Tina Chui, *Femmes au Canada : Rapport statistique fondé sur le sexe — Les femmes immigrantes*, Statistique Canada, juillet 2011, p. 32, <http://www.statcan.gc.ca/pub/89-503-x/2010001/article/11528-fra.pdf>.

125 *Ibid.*

nouvelles; les obstacles linguistiques; les effets complexes de devoir se frayer un chemin parmi les rôles de genre, les questions d'intégration, la xénophobie, l'isolement, la ghettoïsation, les nouveaux médias et la culture populaire, les valeurs et les traditions »;

- de l'éducation et de l'emploi, en raison surtout de facteurs comme « le manque de services adéquats et viables pour le soutien pédagogique et d'aide à l'emploi, la xénophobie et le racisme dans les écoles, les pratiques d'embauche, ainsi que les rôles et les stéréotypes de genres »;
- de la violence dont elles sont victimes à divers niveaux, laquelle est exacerbée par « la marginalisation, l'isolement, la crainte d'être déportée, les barrières linguistiques, l'accès aux services, l'acculturation, les normes et politiques régulant l'immigration et le statut de réfugié¹²⁶ ».

Le Comité a entendu des témoignages portant précisément sur les filles de familles d'immigrants et de réfugiés au Canada, et sur les défis particuliers sur les plans culturel, linguistique et éducationnel qui les attendent dans leur préparation et leur participation à l'économie canadienne¹²⁷, notamment du fait de leur ignorance de leurs droits dans leur pays d'adoption¹²⁸. Les témoins ont affirmé que la satisfaction des besoins primaires d'une famille, comme un logement abordable, est un préalable à l'intégration des nouvelles arrivantes à l'économie canadienne¹²⁹.

Plus précisément, Bertha Mo, directrice, Programme de counselling, Organisme communautaire des services aux immigrants d'Ottawa, a recommandé que le gouvernement « [finance] davantage de travaux de recherche sur le fonctionnement du système d'éducation pour les nouveaux arrivants¹³⁰ », ainsi que « des services de soutien à l'intégration pour toute la famille... [et] de conseils en matière d'orientation professionnelle pour les filles¹³¹ ».

126 Fondation filles d'action, *Revue de recherche sur les filles et jeunes femmes immigrantes : Une compilation de recherche*, octobre 2010, p. 13 à 15, http://girlsactionfoundation.ca/files/Filles_immigrantes_RR_Web.pdf.

127 Bertha Mo, directrice, Programme de counselling, Organisme communautaire des services aux immigrants d'Ottawa, *Témoignages*, 30 mai 2012, 1645; Marilyn Ouellet, responsable du service d'accès à l'égalité, Action travail des femmes, *Témoignages*, 14 mai 2012, 1540; Siham Chakrouni, coordonnatrice provinciale, Services communautaires, Mouvement ontarien des femmes immigrantes francophones, *Témoignages*, 14 mai 2012, 1540; Coline Camier, adjointe à la coordination, Action travail des femmes, *Témoignages*, 14 mai 2012, 1555.

128 Siham Chakrouni, coordonnatrice provinciale, Services communautaires, Mouvement ontarien des femmes immigrantes francophones, *Témoignages*, 14 mai 2012, 1610.

129 Regine Cirondeye, membre du conseil d'administration, Mouvement ontarien des femmes immigrantes francophones, *Témoignages*, 14 mai 2012, 1600.

130 Bertha Mo, directrice, Programme de counselling, Organisme communautaire des services aux immigrants d'Ottawa, *Témoignages*, 30 mai 2012, 1705.

131 Bertha Mo, directrice, Programme de counselling, Organisme communautaire des services aux immigrants d'Ottawa, *Notes d'allocation*, 30 mai 2012, p. 4.

Les responsables de Condition féminine Canada ont décrit les soutiens offerts par leur organisation aux jeunes immigrants¹³², comme les initiatives impliquant les conseils scolaires ou autres fournisseurs de services au sein des collectivités de nouveaux arrivants¹³³.

Recommandation : Le Comité recommande que Condition féminine Canada appuie des organismes communautaires travaillant auprès des filles de familles nouvellement arrivées, pour ainsi évaluer comment optimiser leur intégration aux activités sociales et économiques du Canada, partager des pratiques prometteuses et encourager la reprise de projets qui se sont avérés fructueux.

5. Filles et femmes handicapées

Selon Statistique Canada, en 2006, 46 % des femmes handicapées occupaient un emploi comparativement à 65 % des femmes non handicapées¹³⁴. Un article de 2009 explique l'importance de la participation au marché du travail pour les personnes handicapées :

Les personnes handicapées font face à divers obstacles lorsque vient le temps de participer au marché du travail, même si maintenir un lien avec ce dernier est souvent crucial pour elles. Cela leur permet de répondre aux besoins de la vie courante, accroît leur estime d'elles-mêmes et donne un sentiment d'appartenance à la communauté¹³⁵.

Le Comité a appris que les filles et les femmes handicapées risquent davantage d'être victimes de violence, ont moins de chances de finir leurs études secondaires et se heurtent à des taux plus élevés de chômage, peu importe leurs compétences¹³⁶. Certes, l'écart du taux d'emploi entre les personnes handicapées et non handicapées détenant des diplômes d'études supérieures a diminué, ce qui est une bonne nouvelle, mais il y a un écart de six points de pourcentage¹³⁷.

132 Victoria Martino, analyste principale des programmes et des politiques, Section de l'analyse et élaboration du programme, Direction du programme de promotion de la femme et des opérations régionales, Condition féminine Canada, *Témoignages*, 29 février 2012, 1545.

133 Linda Savoie, directrice générale, Direction du programme de promotion de la femme et des opérations régionales, Condition féminine Canada, *Témoignages*, 29 février 2012, 1650.

134 Diane Galarneau et Marian Radulescu, *L'emploi chez les personnes ayant une incapacité*, Perspective, Statistique Canada, mai 2009, <http://www.statcan.gc.ca/pub/75-001-x/2009105/pdf/10865-fra.pdf>, p. 5.

135 *Ibid.*

136 Barbara Byers, vice-présidente exécutive, Congrès du travail du Canada, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1655; Bonnie Brayton, directrice exécutive nationale, Réseau d'action des femmes handicapées du Canada, *Témoignages*, 4 avril 2012, 1530.

137 Bonnie Brayton, directrice exécutive nationale, Réseau d'action des femmes handicapées du Canada, *Témoignages*, 4 avril 2012, 1530; Nancy Southern, présidente et directrice générale, ATCO Group, *Témoignages*, 30 mai 2012, 1530.

En ce qui a trait aux filles et aux femmes souffrant de handicaps, les témoins ont mentionné au Comité l'importance des données statistiques, qu'ils disent être moins disponibles¹³⁸.

Bonnie Brayton, directrice exécutive nationale, Réseau d'action des femmes handicapées du Canada, a recommandé d'améliorer les programmes de soutien du revenu destinés aux personnes handicapées pour les rendre plus souples et transférables et faciliter l'accès aux établissements postsecondaires et au logement¹³⁹. De façon plus générale, elle a déclaré au Comité que le gouvernement fédéral devrait agir pour « que les politiques publiques, les programmes et l'appui financier se traduisent par une promesse aux générations futures de femmes et de filles handicapées qu'elles pourront aspirer aux mêmes possibilités que leurs homologues non handicapées¹⁴⁰ ».

Recommandation : Le Comité recommande que Condition féminine Canada travaille de concert avec le Conseil du Trésor pour veiller à ce que l'analyse comparative entre les sexes tienne compte des besoins particuliers des filles et des jeunes femmes handicapées.

6. Pauvreté

Selon un rapport de Campagne 2000, le taux de pauvreté des enfants et des familles était de 9,5 % en 2009 (d'après les seuils de faible revenu après impôt de Statistique Canada)¹⁴¹ contre 11,9 % en 1989¹⁴². En 2009 donc, environ 639 000 enfants canadiens vivaient dans la pauvreté, soit environ 1 sur 10¹⁴³.

Il y a des enfants et des familles qui sont plus susceptibles de vivre dans la pauvreté, à savoir les enfants de mères seules, d'immigrants et d'Autochtones et les familles ayant un enfant handicapé¹⁴⁴. Les statistiques en font foi :

138 Bonnie Brayton, directrice exécutive nationale, Réseau d'action des femmes handicapées du Canada, *Témoignages*, 4 avril 2012, 1530.

139 Bonnie Brayton, directrice exécutive nationale, Réseau d'action des femmes handicapées du Canada, *Mémoire*, 31 mai 2012, p. 6.

140 *Ibid.*, p. 4.

141 Même s'il n'y a pas au Canada de « seuil de pauvreté » officiel, Statistique Canada publie des indicateurs de faible revenu dont le seuil de faible revenu (SFR). Le premier SFR est celui du revenu avant impôt, qui passe pour un bon indicateur de la suffisance du revenu familial. Le second SFR est celui du revenu après impôt, qui passe pour un bon indicateur de la suffisance du revenu disponible. En 2009, le SFR après impôt pour une famille monoparentale d'un enfant dans un grand centre urbain était de 22 420 \$.

142 Campagne 2000, *Réexaminer la sécurité des familles en cette période d'insécurité : Rapport 2011 sur la pauvreté des enfants et des familles au Canada*, 2011, p. 2, <http://www.campaign2000.ca/reportCards/national/2011FrenchReportCard.pdf>.

143 *Ibid.*

144 *Ibid.*, p. 7.

- plus de la moitié (52,1 %) des mères seules ayant des enfants de moins de six ans vivent dans la pauvreté¹⁴⁵;
- chez les Premières Nations, un enfant sur quatre grandit dans la pauvreté¹⁴⁶;
- le fait d'avoir un enfant handicapé influe sur la situation d'emploi des parents : 38,4 % des parents déclarent travailler moins d'heures et environ un parent sur quatre déclare avoir refusé un emploi pour s'occuper de l'enfant¹⁴⁷.

Selon une étude de Statistique Canada, il y a un lien entre le milieu familial de l'enfant et ses résultats scolaires, lesquels augurent de son futur succès économique¹⁴⁸. Selon l'étude, « le fait que les enfants des ménages à faible revenu soient moins susceptibles d'être soumis aux facteurs du milieu familial peut aider à comprendre l'écart entre la disposition à apprendre selon les niveaux de revenu¹⁴⁹ ».

Selon la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants, beaucoup d'enfants de familles à faible revenu :

[...] éprouvent une motivation moindre à apprendre; accusent un retard de développement cognitif; obtiennent des notes inférieures; participent moins aux activités parascolaires; ont des aspirations de carrière moins élevées; connaissent des interruptions dans la fréquentation scolaire; fréquentent moins les universités; courent un risque accru d'analphabétisme; présentent des taux de décrochage supérieurs¹⁵⁰.

Un autre rapport fait état des facteurs de pauvreté qui compromettent le développement de l'enfant en général et sa préparation à l'école, en particulier :

L'incidence de la pauvreté, sa profondeur, sa durée, le moment où elle sévit (c'est-à-dire l'âge de l'enfant), les caractéristiques du voisinage (p. ex., concentration de la pauvreté et de la criminalité, qualité des écoles) et l'impact de la pauvreté sur le réseau social de l'enfant (parents, parenté et voisins)¹⁵¹.

145 Institut Vanier de la famille, *La famille compte : Profil des familles canadiennes IV*, 4 octobre 2010, p. 171, http://30645.vws.magma.ca/media/node/389/attachments/La_famille_compte.pdf.

146 Campagne 2000 (2011), p. 2.

147 *Ibid.*, p. 7.

148 Statistique Canada, *Étude : La disposition à apprendre à l'école pour les jeunes de cinq ans*, 27 novembre 2006, <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/061127/dq061127b-fra.htm>.

149 *Ibid.*

150 Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants, *Appuyer l'éducation, c'est bâtir le Canada : La pauvreté des enfants et les écoles*, 2009, http://www.ctf-fce.ca/publications/Briefs/FINAL_Hilldayleavebehind_fre.pdf.

151 H.B. Ferguson, S. Bovaird et M.P. Mueller, « The impact of poverty on educational outcomes for children », *Paediatrics and Child Health*, vol. 12, n° 8, octobre 2007, p. 701 à 706, <http://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC2528798/>. [TRADUCTION]

Il y a lieu de croire aussi que la pauvreté nuit aux résultats scolaires des jeunes Canadiens et donc à leur réussite économique. Il y a une corrélation inverse entre le faible revenu et l'accès à l'éducation postsecondaire¹⁵² : une recherche réalisée en 2006 indiquait que seulement 58,5 % des 18 à 24 ans dont le revenu familial (avant impôt) était de 25 000 \$ ou moins s'inscrivaient à un établissement d'enseignement postsecondaire contre 81 % des 18 à 24 ans dont le revenu familial était de plus de 100 000 \$¹⁵³.

De plus, on a mis au jour de solides liens entre d'une part la faiblesse des revenus et d'autre part l'incapacité de satisfaire aux besoins essentiels (p. ex. logement et alimentation nutritive) et l'intervention des services de protection de l'enfance auprès des familles¹⁵⁴.

Comme l'a appris le Comité, la pauvreté, tant chez les filles de familles à faible revenu que chez les jeunes femmes en général, constitue un obstacle de taille à la participation économique, car elle entrave grandement l'accès à l'éducation, au logement, aux moyens de transport et à d'autres produits et services nécessaires à la venue sur le marché du travail.

La ministre de la Condition féminine, l'honorable Rona Ambrose, a souligné le chevauchement de la pauvreté avec d'autres obstacles lorsqu'elle a décrit l'augmentation des risques pour les femmes à faible revenu de connaître la violence, par suite de leurs choix limités de solutions¹⁵⁵. On a relevé encore d'autres chevauchements en liant la pauvreté au handicap¹⁵⁶, au manque d'estime de soi¹⁵⁷, au statut d'Autochtone¹⁵⁸, à la présence dans le système de protection de l'enfance¹⁵⁹ et au statut d'immigrant ou de réfugié¹⁶⁰.

152 Campagne 2000 (2011), p. 12.

153 Association canadienne des professeures et professeurs d'université, *Almanach de l'enseignement postsecondaire au Canada de l'ACPPU*, 2011-2012, p. 29, http://www.caut.ca/uploads/2011_CAUT_Almanac_fr.PDF.

154 Jennifer Clarke, « The challenges of child welfare involvement for Afro-Caribbean families in Toronto », *Children and Youth Services Review*, 2011, p. 276.

155 L'honorable Rona Ambrose, ministre de la Condition féminine, *Témoignages*, 14 mars 2012, 1600.

156 Bonnie Brayton, directrice exécutive nationale, Réseau d'action des femmes handicapées du Canada, *Témoignages*, 4 avril 2012, 1630.

157 Peggy Taillon, présidente et directrice générale, Conseil canadien de développement social, *Témoignages*, 4 avril 2012, 1555.

158 Jocelyne Wasacase-Merasty, directrice régionale, Région des Prairies, Centre national pour la gouvernance des Premières nations, *Témoignages*, 4 avril 2012, 1620.

159 Cindy Blackstock, directrice générale, Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières Nations du Canada, *Témoignages*, 2 mai 2012, 1605; Mary Ellen Turpel-Lafond, représentante, Colombie-Britannique, Representative for Children and Youth, *Témoignages*, 28 mai 2012, 1555.

160 Bertha Mo, directrice, Programme de counselling, Organisme communautaire des services aux immigrants d'Ottawa, *Témoignages*, 30 mai 2012, 1625.

Les mères seules sont particulièrement surreprésentées dans le segment des Canadiens à faible revenu¹⁶¹, ce qui affecte non seulement leurs possibilités propres, mais également celles de leurs enfants, notamment leurs filles. Dans les recommandations, on mettait l'accent sur la réduction de la pauvreté au sein de ces familles et de toutes les familles à faible revenu¹⁶², et dans certaines, on proposait même d'augmenter les allocations familiales¹⁶³.

B. Compétences fondamentales et littératie financière

Les témoins et les auteurs des différents mémoires ont défini des lacunes dans les aptitudes acquises par les filles qui ont une incidence négative sur leur participation à l'économie¹⁶⁴. Comme l'exprime Leanne Nicolle, c'est par leurs compétences fondamentales que les filles peuvent « rompre le cycle de la pauvreté et s'épanouir pleinement¹⁶⁵ ».

Une recommandation générale porte précisément sur la nécessité de soutenir les programmes d'acquisition de compétences essentielles et de cibler les Autochtones et autres groupes marginalisés en adaptant ces programmes à leurs besoins¹⁶⁶.

Plusieurs témoins ont mentionné le rôle important de la littératie financière dans la participation à l'économie et, même, dans le chemin vers la prospérité et le leadership¹⁶⁷. Comme l'a exprimé M^{me} Nicolle au Comité : « Pour assurer sa sécurité économique, il faut savoir gérer son argent¹⁶⁸ ».

Tracy Redies a déclaré au Comité :

Aujourd'hui, les femmes et les hommes devraient acquérir beaucoup plus tôt une littératie financière et comprendre les possibilités et les dangers des finances. Ils devraient comprendre les avantages d'épargner de bonne heure, de budgétiser et de bien utiliser le crédit. Des institutions financières et d'autres organismes méritoires, comme Jeunes entreprises, apportent un certain soutien, mais compte tenu de

161 Paulette Senior, chef de la direction générale, YWCA Canada, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1540; Laurel Rothman, coordonnatrice nationale, Campagne 2000, *Témoignages*, 25 avril 2012, 1700.

162 Mary Ellen Turpel-Lafond, représentante, Colombie-Britannique, Representative for Children and Youth, *Témoignages*, 28 mai 2012, 1625.

163 Laurel Rothman, coordonnatrice nationale, Campagne 2000, *Témoignages*, 25 avril 2012, 1705; Nancy Southern, présidente et directrice générale, ATCO Group, *Témoignages*, 30 mai 2012, 1535.

164 Saman Ahsan, directrice générale, Fondation filles d'action, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1535.

165 Leanne Nicolle, directrice, Engagement de la communauté, Plan International Canada Inc., *Témoignages*, 26 mars 2012, 1530.

166 *Ibid.*, 1530 et 1540.

167 Geneviève Latour, gestionnaire de la programmation, Fédération de la jeunesse franco-ontarienne, *Témoignages*, 2 avril 2012, 1715; Peggy Taillon, présidente et directrice générale, Conseil canadien de développement social, *Témoignages*, 4 avril 2012, 1555.

168 Leanne Nicolle, directrice, Engagement de la communauté, Plan International Canada Inc., *Témoignages*, 26 mars 2012, 1615.

l'endettement canadien et de notre préparation généralement insuffisante à la retraite, il me semble que nous n'enseignons pas la littératie financière suffisamment tôt¹⁶⁹.

M^{me} Redies a insisté sur l'importance de la littératie financière particulièrement chez les filles : « Comme les femmes continuent d'apporter généralement un revenu d'appoint, il est essentiel de leur apprendre très tôt à gérer leurs finances et à être financièrement indépendantes¹⁷⁰. » Saman Ahsan a également présenté une recommandation portant « sur la prestation de cours de littératie financière sexospécifique pour les jeunes femmes et les femmes¹⁷¹ ».

De façon encore plus précise, Jocelyne Wasacase-Merasty, directrice régionale, Région des Prairies, Centre national pour la gouvernance des Premières nations, a recommandé d'encourager l'indépendance économique chez les Autochtones en « [donnant] des connaissances financières de base aux femmes autochtones, [en formant] des gestionnaires solides, [en renforçant] les capacités des femmes autochtones et [en] leur [offrant] des possibilités de formation¹⁷² ».

Jocelyne Michelle Coulibaly a déclaré au Comité qu'au cours de toutes les consultations de la Fédération, « la jeunesse franco-ontarienne a réitéré la nécessité d'avoir des formations au sujet de la littératie financière en français¹⁷³ ».

Recommandation : Le Comité recommande que Condition féminine Canada soutienne les initiatives qui ciblent l'acquisition de littératie financière, notamment les projets destinés aux filles autochtones et à celles qui appartiennent à d'autres groupes marginalisés, y compris à des groupes de langue minoritaire.

C. Transition de l'école à la vie active

À niveaux de scolarité semblables, les jeunes femmes de moins de 25 ans réussissent mieux que les jeunes hommes. Ainsi, en 2009, 77,2 % des femmes de 15 à 24 ans ayant un certificat ou un diplôme postsecondaire non universitaire avaient un

169 Tracy Redies, présidente et directrice générale, Coast Capital Savings Credit Union, *Témoignages*, 2 avril 2012, 1535. Ce témoignage a été explicitement appuyé par Carol Stephenson, doyenne, Richard Ivey School of Business, University of Western Ontario, *Témoignages*, 25 avril 2012, 1655.

170 Tracy Redies, présidente et directrice générale, Coast Capital Savings Credit Union, *Témoignages*, 2 avril 2012, 1535.

171 Saman Ahsan, directrice générale, Fondation filles d'action, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1540.

172 Jocelyne Wasacase-Merasty, directrice régionale, Région des Prairies, Centre national pour la gouvernance des Premières nations, *Témoignages*, 4 avril 2012, 1640.

173 Jocelyne Michelle Coulibaly, représentante de la région d'Ottawa, Conseil de représentation, Fédération de la jeunesse franco-ontarienne, *Témoignages*, 2 avril 2012, 1645.

emploi, comparativement à 73,0 % des jeunes hommes¹⁷⁴. Malgré ces progrès dans la situation des jeunes femmes sur le marché du travail, certains problèmes subsistent :

- les jeunes femmes demeurent plus susceptibles de travailler à temps partiel : 54,8 % des femmes de 15 à 24 ans avaient un emploi à temps partiel en 2009 en opposition à 38,7 % des jeunes hommes¹⁷⁵;
- les jeunes femmes sont plus susceptibles que tout autre groupe d'occuper un poste temporaire, défini comme « un emploi qui a une date de fin déterminée à l'avance¹⁷⁶ »;
- les jeunes femmes ont le plus haut taux d'incidence des emplois multiples, avec 8,0 % des femmes de 15 à 24 ans qui ont plusieurs emplois, comparativement à 5,1 % des jeunes hommes¹⁷⁷.

Des témoins ont décrit les difficultés que doivent surmonter bon nombre de jeunes filles lorsqu'elles font la transition entre l'école (quel que soit le niveau scolaire) et le monde du travail. Là encore, ces difficultés coexistent avec d'autres situations, comme la présence dans le système de protection de l'enfance¹⁷⁸, le statut d'Autochtone¹⁷⁹, la pauvreté, et le statut d'immigrant¹⁸⁰. Après avoir décrit sa propre situation consécutive à l'obtention de son baccalauréat, Farrah Todosichuk, représentante, YWCA Canada, a déclaré au Comité : « Les jeunes femmes ont besoin d'aide pour acquérir ce genre de compétence, enrichir leur curriculum vitae et obtenir l'expérience nécessaire pour mieux assurer leur transition entre l'école et le monde du travail¹⁸¹. » Barbara Byers a dégagé le besoin de soutien lors des transitions, particulièrement pour les femmes adoptant des carrières dans le domaine des métiers et des technologies, et a suggéré que le gouvernement pourrait apporter son concours

en appuyant les programmes d'apprentissage destinés aux jeunes ainsi que les programmes d'insertion professionnelle; en finançant des programmes de formation à l'employabilité et des programmes de transition, ceux qui incitent les femmes à obtenir de

174 Association canadienne des professeures et professeurs d'université, *Almanach de l'enseignement postsecondaire au Canada de l'ACPPU*, 2011-2012, p. 29, http://www.caut.ca/uploads/2011_CAUT_Almanac_fr.pdf.

175 *Ibid.*, p. 13.

176 *Ibid.*, p. 17.

177 *Ibid.*, p. 18.

178 Mary Ellen Turpel-Lafond, représentante, Colombie-Britannique, Representative for Children and Youth, *Témoignages*, 28 mai 2012, 1555.

179 Ashley Julian, membre, Conseil de la jeunesse, Assemblée des Premières Nations, *Témoignages*, 30 mai 2012, 1645; Paige Isaac, coordonnatrice, Maison des peuples autochtones, *Témoignages*, 4 avril 2012, 1630.

180 Bertha Mo, directrice, Programme de counselling, Organisme communautaire des services aux immigrants d'Ottawa, *Témoignages*, 30 mai 2012, 1620.

181 Farrah Todosichuk, représentante, YWCA Canada, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1545.

la nouvelle formation dans le domaine des métiers et de la technologie; et en répondant aux besoins des femmes pendant leur formation ou leur apprentissage¹⁸².

De façon similaire, Laurel Rothman, coordonnatrice nationale, Campagne 2000, a demandé au gouvernement de « soutenir l'entrée sur le marché du travail [...] ou la possibilité de trouver un premier emploi¹⁸³ », alors que la YWCA recommandait d'« accroître le soutien aux programmes de transition des jeunes vers le premier poste de leur carrière¹⁸⁴ ».

Deux témoins ont recommandé plus précisément des stages pour faciliter cette transition. Tracy Redies a déclaré au Comité : « Nous pouvons faire davantage pour les aider par des stages créatifs et l'acquisition d'une expérience en gestion à un âge plus précoce pour qu'elles renforcent leur estime de soi et acquièrent des compétences¹⁸⁵. » Paige Isaac a fait valoir l'importance des stages pour les jeunes Autochtones lors de leur transition : « Il faut offrir des possibilités de stage intéressantes et essayer d'intégrer les Autochtones sur le marché du travail. Des étudiants m'ont dit que les stages leur ont vraiment donné les moyens de réussir¹⁸⁶. »

Recommandation : Le Comité recommande que Condition féminine Canada travaille de concert avec des partenaires du secteur privé pour promouvoir le mentorat et autres mécanismes permettant aux filles de connaître la prospérité économique.

PROSPÉRITÉ

Dans sa motion, le Comité a mentionné la prospérité économique parmi les buts à atteindre pour les jeunes femmes. Un certain nombre de témoins ont précisé les domaines dans lesquels celles-ci pourraient tisser et augmenter leur prospérité économique.

182 Barbara Byers, vice-présidente exécutive, Congrès du travail du Canada, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1655.

183 Laurel Rothman, coordonnatrice nationale, Campagne 2000, *Témoignages*, 25 avril 2012, 1725.

184 YWCA Canada, « Des filles aux femmes : Programmes et politiques pour accroître la prospérité économique », *Mémoire*, 23 mai 2012, p. 7.

185 Tracy Redies, présidente et directrice générale, Coast Capital Savings Credit Union, *Témoignages*, 2 avril 2012, 1530.

186 Paige Isaac, coordonnatrice, Maison des peuples autochtones, *Témoignages*, 4 avril 2012, 1645.

A. Emplois non traditionnels

En décembre 2010, le Comité de la condition féminine a terminé une étude sur les emplois non traditionnels et publié un rapport intitulé *La main-d'œuvre de demain : pour une présence accrue des femmes dans les emplois non traditionnels*¹⁸⁷ dans lequel on mentionne que les femmes sont nettement sous-représentées dans les emplois non traditionnels, notamment dans les métiers de la construction, le génie et le secteur de l'exploitation et de l'exploration minières¹⁸⁸.

Selon des témoins cités dans le rapport de 2010, dans leurs choix d'emploi, les femmes sont fortement influencées par des facteurs qui commencent à jouer à un âge précoce, comme la culture, la famille et l'école¹⁸⁹. Dès un jeune âge, certaines filles sont socialisées « à penser que certains emplois sont hors de leur portée¹⁹⁰ ». Les témoins ont relevé bon nombre de ces mêmes facteurs d'influence lors de leur récente étude. Les filles canadiennes sont nettement moins susceptibles que les garçons de s'engager dans des programmes de formation professionnelle et d'occuper un poste dans un secteur non traditionnel. Selon une étude, le Canada s'est classé à l'avant-dernier rang en ce qui concerne les taux d'obtention de diplôme des filles dans des programmes de formation professionnelle et d'apprentissage, sur 32 pays membres de l'OCDE¹⁹¹.

Le Comité s'est fait dire qu'il serait possible d'améliorer la prospérité économique future des jeunes femmes en encourageant ces dernières à adopter des carrières dans des domaines non traditionnels, où le taux d'embauche est élevé, et la situation relativement aux salaires et aux avantages sociaux est favorable¹⁹². Les témoins ont indiqué que dans les domaines non traditionnels, on retrouvait des carrières dans des

187 Chambre des communes, Comité permanent de la condition féminine, *La main-d'œuvre de demain : pour une présence accrue des femmes dans les emplois non traditionnels*, 3^e session, 40^e législature, décembre 2010, <http://www.parl.gc.ca/HousePublications/Publication.aspx?DocId=4819341&Language=F&Mode=1&Parl=40&Ses=3>.

188 *Ibid.*, p. 6.

189 Wendy Cukier, « More Than Just Numbers, Revisited : An Integrated, Ecological Strategy to Promote and Retain Women in Technology », mémoire, The Diversity Institute for Management and Technology, 2010, p. 5.

190 Chambre des communes, Comité permanent de la condition féminine, *La main-d'œuvre de demain : pour une présence accrue des femmes dans les emplois non traditionnels*, 3^e session, 40^e législature, décembre 2010, p. 1.

191 OCDE, *Equally Prepared for Life? How 15-year-old Boys and Girls Perform in School*, 2009, p. 11, <http://www.oecd.org/dataoecd/59/50/42843625.pdf>.

192 Barbara Byers, vice-présidente exécutive, Congrès du travail du Canada, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1650; Margaret-Ann Armour, présidente du conseil, Canadian Centre for Women in Science, Engineering, Trades and Technology, *Témoignages*, 7 mai 2012, 1545.

métiers spécialisés, en technologie, en génie et en mathématiques¹⁹³. Les postes en gestion et de cadres supérieurs feront l'objet de la prochaine section sur le leadership.

Bon nombre de témoins ont fait état des pénuries de main-d'œuvre actuelles ou prévues, et de la possibilité de former les femmes pour qu'elles occupent ce type de postes¹⁹⁴. Un témoin, directrice générale d'une entreprise dans le domaine des marchés mondiaux des véhicules et de l'équipement industriel mobile, a exprimé la frustration de son entreprise qui veut bien augmenter son pourcentage de main-d'œuvre féminine, mais qui se heurte au nombre insuffisant de femmes qui reçoivent une formation dans ce domaine¹⁹⁵. De la même façon, on a fait valoir au Comité, durant son étude de 2010, que beaucoup de secteurs professionnels sont aux prises avec des pénuries de main-d'œuvre qualifiée, ce qui offre des possibilités d'emploi importantes. Par conséquent, l'activité accrue des filles dans les secteurs non traditionnels joue un rôle important dans la participation des filles à la vie économique¹⁹⁶.

On a énoncé un certain nombre de raisons pour lesquelles les jeunes femmes ne tendent pas à se tourner vers des carrières non traditionnelles, notamment les stéréotypes entourant ce type d'emplois, qui teintent leur perception¹⁹⁷, une culture dominée par les hommes dans la majorité de ces lieux de travail, ce qui donne lieu à l'exclusion et au harcèlement des femmes¹⁹⁸, et les horaires exigeants, qui nuisent à la conciliation travail-famille¹⁹⁹.

193 Cara Coté, première vice-présidente, Fédération canadienne des Clubs de femmes de carrières commerciales et professionnelles, *Témoignages*, 26 mars 2012, 1540; Linda Hasenfratz, directrice générale, Linamar Corporation, *Témoignages*, 14 mai 2012, 1645; Jennifer Flanagan, présidente et directrice générale, Actua, *Témoignages*, 28 mai 2012, 1605; Elyse Allan, présidente et directrice générale, GE Canada, *Témoignages*, 30 mai 2012, 1545; Margaret-Ann Armour, présidente du conseil, Canadian Centre for Women in Science, Engineering, Trades and Technology, *Témoignages*, 7 mai 2012, 1545.

194 Coline Camier, adjointe à la coordination, Action travail des femmes, *Témoignages*, 14 mai 2012, 1535; Elyse Allan, présidente et directrice générale, GE Canada, *Témoignages*, 30 mai 2012, 1540; Cara Coté, première vice-présidente, Fédération canadienne des Clubs de femmes de carrières commerciales et professionnelles, *Témoignages*, 26 mars 2012, 1600.

195 Linda Hasenfratz, directrice générale, Linamar Corporation, *Témoignages*, 14 mai 2012, 1645.

196 Chambre des communes, Comité permanent de la condition féminine, *La main-d'œuvre de demain : pour une présence accrue des femmes dans les emplois non traditionnels*, 3^e session, 40^e législature, décembre 2010, p. 8.

197 Carol Stephenson, doyenne, Richard Ivey School of Business, University of Western Ontario, *Témoignages*, 25 avril 2012, 1710; Coline Camier, adjointe à la coordination, Action travail des femmes, *Témoignages*, 14 mai 2012, 1550.

198 Nancy Southern, présidente et directrice générale, ATCO Group, *Témoignages*, 30 mai 2012, 1550; Andrée Côté, agente au Programme des femmes et des droits de la personne, Section des programmes nationaux, Alliance de la fonction publique du Canada, *Témoignages*, 16 mai 2012, 1635; Cara Coté, première vice-présidente, Fédération canadienne des Clubs de femmes de carrières commerciales et professionnelles, *Témoignages*, 26 mars 2012, 1540; Margaret-Ann Armour, présidente du conseil, Canadian Centre for Women in Science, Engineering, Trades and Technology, *Témoignages*, 7 mai 2012, 1550.

199 Andrée Côté, agente au Programme des femmes et des droits de la personne, Section des programmes nationaux, Alliance de la fonction publique du Canada, *Témoignages*, 16 mai 2012, 1630 et 1635.

Dans le cadre de cette étude, les témoins ont également mis en cause la baisse du niveau de confiance qu'éprouvent les filles à l'école primaire, particulièrement dans les domaines reliés à des emplois non traditionnels²⁰⁰; la question du niveau de confiance sera abordée dans une section suivante. Il a été souligné que les filles possèdent une vaste gamme de talents et de compétences, dont certains contribueraient à leur succès plus marqué dans des domaines non traditionnels, et qu'il faudrait orienter ces filles dans cette direction²⁰¹.

Certains témoins ont indiqué que la dynamique des rapports entre hommes et femmes au sein de la main-d'œuvre devrait se modifier, qu'il devrait y avoir un plus grand respect et une meilleure rémunération du travail traditionnellement dominé par les femmes²⁰², et un changement vers une plus grande participation des femmes dans les emplois non traditionnels, pour que ces emplois deviennent tout simplement « des emplois pour tous²⁰³ ». Les témoins ont mentionné les avantages à diversifier la main-d'œuvre dans le secteur non traditionnel, et déclaré que des équipes diversifiées qui intègrent des femmes contribuent à améliorer tant la productivité et la résolution de problèmes que la concurrentialité²⁰⁴. Ils ont également fait remarquer que les syndicats ont activement encouragé la participation des femmes aux domaines non traditionnels, comme les métiers spécialisés ou la construction²⁰⁵.

Le Comité a reçu des recommandations générales visant à élaborer des stratégies et à offrir des programmes aux jeunes femmes dans le but de réduire l'écart entre les sexes dans les secteurs non traditionnels²⁰⁶. Des témoins ont aussi présenté des recommandations précises, notamment l'élaboration de campagnes de sensibilisation auprès des filles²⁰⁷, un investissement dans un programme de promotion des sciences, de la technologie, du génie et des mathématiques, dans le but d'accroître la littératie

200 Elyse Allan, présidente et directrice générale, GE Canada, *Témoignages*, 30 mai 2012, 1540.

201 Anne-Marie Gammon, présidente, Femmes Équité Atlantique, *Témoignages*, 30 avril 2012, 1640.

202 Shellie Bird, membre du conseil d'administration, Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance, *Témoignages*, 14 mai 2012, 1655.

203 Andrée Côté, agente au Programme des femmes et des droits de la personne, Section des programmes nationaux, Alliance de la fonction publique du Canada, *Témoignages*, 16 mai 2012, 1605.

204 Coline Camier, adjointe à la coordination, Action travail des femmes, *Témoignages*, 14 mai 2012, 1535; Tracy Redies, présidente et directrice générale, Coast Capital Savings Credit Union, *Témoignages*, 2 avril 2012, 1615.

205 Barbara Byers, vice-présidente exécutive, Congrès du travail du Canada, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1715; Tricia Robertson, directrice générale, Techsploration, *Témoignages*, 7 mai 2012, 1535.

206 Jennifer Flanagan, présidente et directrice générale, Actua, *Témoignages*, 28 mai 2012, 1610; Alliance de la fonction publique du Canada, *Présentation*, 9 mai 2012, p. 5.

207 Marilyn Ouellet, responsable du service d'accès à l'égalité, Action travail des femmes, *Témoignages*, 14 mai 2012, 1540; Linda Hasenfratz, directrice générale, Linamar Corporation, *Témoignages*, 14 mai 2012, 1650.

scientifique chez les jeunes filles²⁰⁸, et la constitution d'une stratégie nationale en matière d'éducation aux sciences, de la maternelle à la 12^e année²⁰⁹.

Jennifer Flanagan, présidente et directrice générale d'Actua, a parlé de la nécessité d'investir dans des programmes pour les filles dans des domaines non traditionnels.

Ces programmes jouent un rôle important dans l'accroissement de la résilience des filles et des jeunes femmes et dans leur accession à l'autonomie financière. Cela constituera une importante contribution à la prospérité économique globale et à l'indispensable diversification de la main-d'œuvre²¹⁰.

Elyse Allan a exploré l'idée d'une stratégie nationale de la façon suivante :

Le pays pourrait en faire plus pour encourager les jeunes, surtout les filles, à étudier les sciences et les mathématiques dans la période déterminante située entre la maternelle et la fin du secondaire. Les provinces auront naturellement un rôle prépondérant à jouer en la matière, mais l'aide fédérale aux études postsecondaires peut aussi être utile²¹¹.

Pour accroître la présence des femmes dans les domaines non traditionnels, les témoins ont recommandé d'accorder une attention particulière à l'inscription et à la diplomation des jeunes femmes dans les programmes pertinents²¹², tout en adoptant une approche de collaboration avec les universités et les collèges²¹³, ainsi qu'avec les partenaires de l'industrie²¹⁴.

Linda Hasenfratz a recommandé que les universités et les collèges travaillent en collaboration, dans le but de

[...] devenir les meilleurs du monde pour ce qui est du calibre, du nombre et du taux de réussite d'ingénieurs et de scientifiques que le Canada produit, en augmentant plus spécifiquement le pourcentage de femmes dans ce domaine²¹⁵.

Les témoins ont également recommandé que le gouvernement fédéral participe au soutien et au financement de stages, de programmes de transition école-travail et d'autres programmes de formation à l'employabilité pour les jeunes²¹⁶.

208 Jennifer Flanagan, présidente et directrice générale, Actua, *Témoignages*, 28 mai 2012, 1610.

209 Elyse Allan, présidente et directrice générale, GE Canada, *Témoignages*, 30 mai 2012, 1545.

210 Jennifer Flanagan, présidente et directrice générale, Actua, *Témoignages*, 28 mai 2012, 1610.

211 Elyse Allan, présidente et directrice générale, GE Canada, *Témoignages*, 30 mai 2012, 1545.

212 *Ibid.*, 1540.

213 Linda Hasenfratz, directrice générale, Linamar Corporation, *Témoignages*, 14 mai 2012, 1650.

214 Elyse Allan, présidente et directrice générale, GE Canada, *Témoignages*, 30 mai 2012, 1540.

215 Linda Hasenfratz, directrice générale, Linamar Corporation, *Témoignages*, 14 mai 2012, 1650.

216 Barbara Byers, vice-présidente exécutive, Congrès du travail du Canada, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1655; Cara Côté, première vice-présidente, Fédération canadienne des Clubs de femmes de carrières commerciales et professionnelles, *Témoignages*, 26 mars 2012, 1540.

Recommandation : Pour soutenir et encourager la participation accrue des filles aux secteurs non traditionnels, le Comité recommande que Condition féminine Canada

- appuie l'élaboration de campagnes de sensibilisation aux carrières non traditionnelles ciblant précisément les jeunes femmes; et
- investisse dans des programmes de promotion des sciences, de la technologie, du génie et des mathématiques, dans le but d'accroître la littératie et l'intérêt scientifiques chez les filles à un jeune âge.

Des représentantes de Condition féminine Canada ont dit au Comité que le programme de promotion de la femme avait lancé un appel de propositions en février 2011, et que trois des thèmes visés touchaient la prospérité économique par le truchement des emplois non traditionnels : « Le premier [thème] était d'accroître le recrutement des femmes dans des professions traditionnellement réservées aux hommes. Le deuxième était d'accroître leur maintien en poste dans ces professions, car [on a] constaté que, parfois, certains employeurs réussissaient à recruter des femmes, mais pas à les maintenir en poste [...] Le troisième [...] visait à offrir des débouchés financiers et des possibilités de croissance aux femmes chefs d'entreprises²¹⁷. »

B. Modèles de rôle dans les secteurs professionnels non traditionnels

Des témoins ont dit qu'en règle générale, l'absence de femmes dans les métiers, les technologies, les affaires et dans d'autres secteurs professionnels non traditionnels faisait que les filles avaient du mal à s'imaginer étudier et faire carrière dans ces domaines, même si elles y trouvaient un certain intérêt²¹⁸. L'augmentation récente du nombre de femmes dans ces secteurs amène les filles à s'imaginer plus facilement dans de telles professions et à prendre ces femmes comme modèles²¹⁹. Des femmes ont témoigné de la grande influence qu'avaient eue ces modèles pour elles-mêmes²²⁰.

217 Linda Savoie, directrice générale, Direction du programme de promotion de la femme et des opérations régionales, Condition féminine Canada, *Témoignages*, 29 février 2012, 1555.

218 Jennifer Flanagan, présidente et directrice générale, Actua, *Témoignages*, 28 mai 2012, 1605; Tricia Robertson, directrice générale, Techsploration, *Témoignages*, 7 mai 2012, 1600; Cara Coté, première vice-présidente, Fédération canadienne des Clubs de femmes de carrières commerciales et professionnelles, *Témoignages*, 26 mars 2012, 1600; Margaret-Ann Armour, présidente du conseil, Canadian Centre for Women in Science, Engineering, Trades and Technology, *Témoignages*, 7 mai 2012, 1545.

219 Cara Coté, première vice-présidente, Fédération canadienne des Clubs de femmes de carrières commerciales et professionnelles, *Témoignages*, 26 mars 2012, 1600; Peggy Taillon, présidente et directrice générale, Conseil canadien de développement social, *Témoignages*, 4 avril 2012, 1555.

220 Laurel Rothman, coordonnatrice nationale, Campagne 2000, *Témoignages*, 25 avril 2012, 1700; Carol Stephenson, doyenne, Richard Ivey School of Business, University of Western Ontario, *Témoignages*, 25 avril 2012, 1650.

Des témoins ont dit au Comité que la plupart des programmes qui cherchent à intéresser les filles aux secteurs professionnels non traditionnels utilisent le principe du modèle à suivre, et en ont confirmé l'efficacité²²¹. Quand les femmes qui jouent ce rôle de modèle viennent en personne rencontrer les filles, elles peuvent répondre aux questions sur leur travail et donner aux filles le goût de poursuivre leurs études²²².

Les témoins ont recommandé que cette approche du modèle à suivre soit généralisée, surtout dans les secteurs d'emploi non traditionnels, afin que les jeunes filles y trouvent de l'inspiration²²³. Un témoin a proposé de créer et de subventionner des programmes de mentorat « pour permettre aux jeunes filles de faire connaissance avec des femmes scientifiques et ingénieures qui peuvent partager leur vécu et contribuer à dissiper les stéréotypes persistants²²⁴ ». Les recommandations portant sur les modèles à suivre sont énoncées dans une section ultérieure centrée sur ce concept et sur le leadership.

Un autre témoin a recommandé que le gouvernement fédéral donne à ses propres employés, notamment les ingénieurs, l'occasion de se rendre dans les établissements d'enseignement et de participer à des programmes²²⁵.

C. Entrepreneurship

On peut favoriser la prospérité économique des filles en encourageant l'entrepreneurship, et en faisant valoir l'indépendance financière associée au fait de posséder sa propre entreprise²²⁶. On a signalé qu'un nombre accru de femmes se lancent aujourd'hui en affaires et créent leur propre PME²²⁷.

Les témoins ont recommandé des moyens d'aider les femmes dans le secteur de l'entrepreneuriat durable : que du soutien soit accordé à l'entreprise sociale²²⁸ et que le gouvernement fédéral mette à la disposition des femmes et des communautés des

221 Tricia Robertson, directrice générale, Techsploration, *Témoignages*, 7 mai 2012, 1535; Jennifer Flanagan, présidente et directrice générale, Actua, *Témoignages*, 28 mai 2012, 1615; Linda Hasenfratz, directrice générale, Linamar Corporation, *Témoignages*, 14 mai 2012, 1640.

222 Elyse Allan, présidente et directrice générale, GE Canada, *Témoignages*, 30 mai 2012, 1545; Linda Hasenfratz, directrice générale, Linamar Corporation, *Témoignages*, 14 mai 2012, 1700.

223 Tricia Robertson, directrice générale, Techsploration, *Témoignages*, 7 mai 2012, 1540; Margaret-Ann Armour, présidente du conseil, Canadian Centre for Women in Science, Engineering, Trades and Technology, *Témoignages*, 7 mai 2012, 1555.

224 Jennifer Flanagan, présidente et directrice générale, Actua, *Témoignages*, 28 mai 2012, 1610.

225 Tricia Robertson, directrice générale, Techsploration, *Témoignages*, 7 mai 2012, 1600.

226 Jocelyne Wasacase-Merasty, directrice régionale, Région des Prairies, Centre national pour la gouvernance des Premières nations, *Témoignages*, 4 avril 2012, 1640.

227 Anne-Marie Gammon, présidente, Femmes Équité Atlantique, *Témoignages*, 30 avril 2012, 1640.

228 Bonnie Brayton, directrice exécutive nationale, Réseau d'action des femmes handicapées du Canada, *Témoignages*, 4 avril 2012, 1535.

solutions de microcrédit et de soutien à la création d'entreprises²²⁹. Un des témoins a aussi recommandé que soient mises en place « des pratiques permettant d'autonomiser les femmes au niveau du développement des entreprises, de la chaîne logistique et du marketing²³⁰ ».

D. Rémunération et écart salarial

Selon Statistique Canada, le revenu moyen total des femmes est inférieur à celui des hommes, bien que l'écart salarial soit fonction d'une variété de facteurs, comme la province de résidence²³¹ et le niveau de scolarité²³². Dans chaque groupe d'âge, le revenu moyen total des femmes est inférieur à celui des hommes, mais l'écart se réduit chez les jeunes femmes de 16 à 19 ans, dont le revenu représente environ 90 % du revenu des jeunes hommes. Dans la fourchette de 20 à 24 ans, le revenu des femmes représente environ 75 % du revenu des hommes²³³.

229 Claudette Dumont-Smith, directrice générale, Association des femmes autochtones du Canada, *Témoignages*, 2 mai 2012, 1540.

230 Cara Coté, première vice-présidente, Fédération canadienne des Clubs de femmes de carrières commerciales et professionnelles, *Témoignages*, 26 mars 2012, 1540.

231 Cara Williams, « Bien-être économique », dans *Femmes au Canada : rapport statistique fondé sur le sexe*, sixième édition, Statistique Canada et Condition féminine Canada, décembre 2010, p. 7, <http://www.statcan.gc.ca/pub/89-503-x/2010001/article/11388-fra.pdf>.

232 *Ibid.*, p. 15.

233 *Ibid.*, p. 8.

Tableau 1 – Gains annuels moyens des femmes et des hommes travaillant à temps plein toute l’année, selon le niveau de scolarité, 2008

Niveau de scolarité	Gains des femmes (en dollars)	Gain des hommes (en dollars)	Ratio des gains (pourcentage)
Inférieur à la 9 ^e année	20 800	40 400	51,5
Études secondaires partielles	28 600	43 600	65,6
Diplôme d’études secondaires	35 400	50 300	70,4
Études postsecondaires partielles	36 400	50 100	72,6
Diplôme ou certificat d’études postsecondaires	41 100	57 700	71,2
Diplôme universitaire	62 800	91 800	68,3
TOTAL	44 700	62 600	71,3

Source : Cara Williams, « Bien-être économique », dans *Femmes au Canada : rapport statistique fondé sur le sexe*, sixième édition, Statistique Canada et Condition féminine Canada, décembre 2010, p. 15, <http://www.statcan.gc.ca/pub/89-503-x/2010001/article/11388-fra.pdf>.

Dans son rapport, Statistique Canada déclare que « les femmes continuent à obtenir des gains d’emploi en moyenne moins élevés que ceux des hommes, et ce, même si elles ont un niveau de scolarité équivalent²³⁴ ».

Les témoins s’entendaient largement sur le fait qu’il existe au Canada un écart marqué entre la rémunération des hommes et celle des femmes, et qu’il est essentiel de réduire cet écart et, en bout de piste, de l’éliminer²³⁵. En ce qui concerne les femmes autochtones, les femmes handicapées et les femmes appartenant à des groupes ethniciés, les témoins ont dit que l’écart était encore plus considérable²³⁶.

Les témoins ont aussi dit que les femmes qui optent pour des emplois traditionnels se retrouvent souvent dans le secteur des soins et des services humains, auquel sont associés de faibles salaires. Parmi les recommandations faites à cet égard, on a parlé de revaloriser le travail traditionnel des femmes, notamment par la collaboration avec le

234 Martin Turcotte, « Les femmes et l’éducation », *Femmes au Canada : rapport statistique fondé sur le sexe*, Statistique Canada, décembre 2011, p. 5, <http://www.statcan.gc.ca/pub/89-503-x/2010001/article/11542-fra.pdf>.

235 Juniper Glass, directrice du développement, Fondation filles d’action, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1530; Barbara Byers, vice-présidente exécutive, Congrès du travail du Canada, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1650; Cara Coté, première vice-présidente, Fédération canadienne des Clubs de femmes de carrières commerciales et professionnelles, *Témoignages*, 26 mars 2012, 1540; Coline Camier, adjointe à la coordination, Action travail des femmes, *Témoignages*, 14 mai 2012, 1530; Linda Savoie, directrice générale, Direction du programme de promotion de la femme et des opérations régionales, Condition féminine Canada, *Témoignages*, 29 février 2012, 1535.

236 Barbara Byers, vice-présidente exécutive, Congrès du travail du Canada, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1650.

secteur public et le secteur privé, et d'élaborer, de surveiller et d'améliorer les politiques en matière de conditions de travail et d'équité salariale dans la fonction publique fédérale.

Un certain nombre de témoins ont dit que les jeunes femmes étaient souvent confinées dans des emplois à temps partiel, des emplois précaires ou des emplois temporaires²³⁷. Ce type d'emploi entraîne forcément des conditions de travail moins intéressantes : bas salaires, peu d'avantages sociaux, aucun régime de retraite d'entreprise, et peu de chance de se qualifier pour l'assurance-emploi²³⁸. L'un des témoins a dit au Comité que ce type d'emploi limite sérieusement les chances de prospérité économique des jeunes femmes, et risque en fait de les piéger pour toujours dans le cercle vicieux de la pauvreté²³⁹. Un autre a recommandé que le gouvernement intervienne pour corriger le problème de la précarité d'emploi et du sous-emploi, car les jeunes femmes sont parmi les plus susceptibles de subir de telles conditions de travail²⁴⁰.

Les témoins ont développé l'idée de resserrer l'écart salarial entre les hommes et les femmes en appliquant les recommandations du Groupe de travail du gouvernement fédéral sur l'équité salariale²⁴¹ ou en adoptant des lois ayant pour but de repérer, de quantifier et d'éliminer les écarts salariaux²⁴².

Un témoin a parlé des avantages de la syndicalisation pour les femmes, notamment sur le plan des régimes de retraite et des avantages sociaux²⁴³. Selon les données de Statistique Canada, le taux de syndicalisation des Canadiens qui ont un emploi a augmenté chez les femmes, passant de 22,3 % en 1978 à 32,6 % en 2009, alors que le taux chez les hommes diminuait pendant cette même période²⁴⁴. Le Congrès du travail du Canada souligne que les femmes syndiquées gagnent 5 \$ de l'heure de plus que les femmes non syndiquées et que « en moyenne, 95 % des travailleuses syndiquées

237 Coline Camier, adjointe à la coordination, Action travail des femmes, *Témoignages*, 14 mai 2012, 1530; Barbara Byers, vice-présidente exécutive, Congrès du travail du Canada, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1650; Andrée Côté, agente au Programme des femmes et des droits de la personne, Section des programmes nationaux, Alliance de la fonction publique du Canada, *Témoignages*, 16 mai 2012, 1540.

238 Barbara Byers, vice-présidente exécutive, Congrès du travail du Canada, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1650.

239 Coline Camier, adjointe à la coordination, Action travail des femmes, *Témoignages*, 14 mai 2012, 1530.

240 Barbara Byers, vice-présidente exécutive, Congrès du travail du Canada, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1650.

241 Barbara Byers, vice-présidente exécutive, Congrès du travail du Canada, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1650; YWCA Canada, « Des filles aux femmes : Programmes et politiques pour accroître la prospérité économique », *Mémoire*, 23 mai 2012, p. 7.

242 Francine Richer, Centrale des syndicats démocratiques, *Mémoire*, p. 5.

243 Andrée Côté, agente au Programme des femmes et des droits de la personne, Section des programmes nationaux, Alliance de la fonction publique du Canada, *Témoignages*, 16 mai 2012, 1550.

244 Vincent Farrao, « Travail rémunéré » dans *Femmes au Canada : rapport statistique fondé sur le sexe*, sixième édition, Statistique Canada et Condition féminine Canada, décembre 2010, p. 20, <http://www.statcan.gc.ca/pub/89-503-x/2010001/article/11387-fra.pdf>.

à temps plein gagnent le même taux horaire que leurs homologues masculins et les syndiquées à temps partiel gagnent davantage²⁴⁵ ».

E. Négociation du salaire

Les témoins ont fait part au Comité que la réussite économique future des filles est directement liée à leur salaire de départ et à leur capacité de négocier ce salaire²⁴⁶. Cara Côté, vice-présidente de la Fédération canadienne des Clubs de femmes de carrières commerciales et professionnelles, a expliqué qu'un bas salaire initial les suivra tout le reste de leur vie professionnelle et contribuera à l'écart qui les séparera des jeunes hommes du même âge qui auront pu se négocier un meilleur salaire initial²⁴⁷. Selon elle,

[...] je considère qu[e les jeunes femmes] ont de la difficulté à négocier un salaire décent. La confiance entre également en ligne de compte. Juste au cours des 10 dernières années pendant lesquelles je me suis occupée de l'embauche et de la gestion d'employés, j'ai remarqué qu'elles ne négocient pour ainsi dire pas leur salaire de départ. Or, c'est quelque chose qui les hantera toute leur carrière. Si elles commencent avec un salaire inférieur, à chaque augmentation, elles continueront de recevoir un salaire moins élevé qu'un homme occupant le même poste. C'est un boulet qu'elles traînent pratiquement jusqu'à leur retraite²⁴⁸.

La difficulté de négocier son salaire tient, notamment au manque de confiance en soi des jeunes femmes²⁴⁹ et au haut taux de chômage et de sous-emploi auquel les jeunes femmes sont confrontées; comme le disait l'un des témoins : « Il est [...] difficile pour un jeune de penser à négocier un salaire lorsqu'il s'estime déjà chanceux d'avoir un emploi²⁵⁰. »

Un témoin a recommandé que des techniques de négociation salariale soient intégrées au programme d'études des jeunes, surtout au niveau des études secondaires²⁵¹.

Recommandation : Le Comité recommande que Condition féminine Canada préconise l'élaboration d'un programme visant à enseigner aux jeunes filles les techniques de négociation de salaire.

245 Congrès du travail du Canada, *Les syndicats peuvent faire une différence!*, <http://www.congresdutravail.ca/droits-humains-et-galit/les-syndicats-peuvent-faire-une-diff-rence>.

246 Cara Coté, première vice-présidente, Fédération canadienne des Clubs de femmes de carrières commerciales et professionnelles, *Témoignages*, 26 mars 2012, 1540; Leanne Nicolle, directrice, Engagement de la communauté, Plan International Canada Inc., *Témoignages*, 26 mars 2012, 1615.

247 *Ibid.*

248 Cara Coté, première vice-présidente, Fédération canadienne des Clubs de femmes de carrières commerciales et professionnelles, *Témoignages*, 26 mars 2012, 1555.

249 *Ibid.*

250 *Ibid.*, 1540.

251 *Ibid.*

LEADERSHIP

Le leadership économique était inscrit dans la motion du Comité comme étant un objectif à atteindre pour les filles et les jeunes femmes. Plusieurs témoins ont parlé des secteurs dans lesquels les chances des femmes d'occuper des postes de leadership étaient plutôt faibles, et des stratégies à mettre en place pour que les filles aient plus de chances d'accéder plus tard au leadership économique.

A. Présence des femmes à des postes décisionnels

Le déséquilibre entre les sexes perdure dans de nombreux postes décisionnels, en particulier dans le monde politique et celui des affaires au Canada. Voici des exemples :

- Les hommes occupent près de 94 % des postes de chef des 500 sociétés les plus importantes au Canada et détiennent 86 % des postes aux conseils d'administration²⁵².
- Dans la 41^e législature, à la suite de l'élection de 2011, un total de 76 femmes ont été élues à la Chambre des communes, ce qui représente 24,8 % des sièges²⁵³.
- Les femmes canadiennes sont bien représentées à la plupart des échelons dans les médias, mais un examen des postes de direction clés dans les médias montre que les femmes n'occupent que 26,3 % des postes de gouvernance et 39,4 % des postes de cadres de direction²⁵⁴.

On a dit au Comité que les filles avaient besoin de voir des femmes en exercice de pouvoir pour les prendre comme modèles. Elles devaient les voir « au gouvernement, dans des rôles proéminents qui exigent la prise de décisions, à la tête des dirigeants²⁵⁵ ». L'un des témoins a recommandé que le gouvernement donne aux femmes les moyens matériels et financiers de « développer leur potentiel de leadership et acquérir les compétences dont [elles ont] besoin dans [leurs] communautés, [leurs] carrières et [leurs] vies personnelles²⁵⁶ ».

252 Catalyst, *Canadian Women in Business*, février 2012, <http://www.catalyst.org/publication/198/canadian-women-in-business>.

253 Parlement du Canada, *Position des partis à la Chambre des communes*, 2012, <http://www.parl.gc.ca/parlinfo/lists/PartyStandings.aspx?Section=03d93c58-f843-49b3-9653-84275c23f3fb&Gender=F&Language=F>.

254 Carolyn M. Byerly, International Women's Media Foundation, *Global Report on the Status of Women in the News Media*, 2011, <http://iwmf.org/pdfs/IWMF-Global-Report.pdf>.

255 Peggy Taillon, présidente et directrice générale, Conseil canadien de développement social, *Témoignages*, 4 avril 2012, 1615.

256 Brigitte Ginn, membre du conseil d'administration, Institut canadien de recherches sur les femmes, *Témoignages*, 28 mars 2012, 1530.

Des représentants de Condition féminine Canada ont dit au Comité que l'une des priorités du Programme de promotion de la femme est d'encourager les filles et les femmes à accepter des rôles de leadership et de décision²⁵⁷.

Dans sa promotion pour la Journée internationale des filles, Condition féminine Canada reconnaît que la valeur de cette journée réside dans sa capacité à « promouvoir les filles au rang de citoyennes à part entière, de dirigeantes et d'agentes de changement efficaces²⁵⁸ ».

1. Présence des femmes à la haute direction et parmi les cadres supérieurs

Des témoins ont dit que les femmes continuent d'être sous-représentées parmi les cadres supérieurs²⁵⁹ et à la haute direction des grandes entreprises²⁶⁰ malgré qu'un plus grand nombre de femmes fassent aujourd'hui des études poussées dans le secteur des affaires et de la gestion²⁶¹. Les femmes comptaient pour 47 % de la population active canadienne en 2011²⁶², mais dans le monde des affaires, elles se heurtent à des obstacles en matière d'égalité d'accès à l'avancement et de représentation dans les postes de décision.

Au Canada, les femmes décrochent 34,5 % des maîtrises en administration des affaires, pourcentage resté à peu près le même au cours de la dernière décennie (voir la figure 2)²⁶³.

257 Suzanne Clément, coordonnatrice et chef d'organisme, Bureau de la coordonnatrice, Condition féminine Canada, *Témoignages*, 7 mars 2012.

258 Condition féminine Canada, *La ministre Ambrose à la tête d'une délégation qui appuiera la cause des femmes rurales sur la scène internationale*, communiqué, 27 février 2012, <http://www.swc-cfc.gc.ca/med/news-nouvelles/2012/0227-fra.html>.

259 Barbara Byers, vice-présidente exécutive, Congrès du travail du Canada, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1650; Cara Coté, première vice-présidente, Fédération canadienne des Clubs de femmes de carrières commerciales et professionnelles, *Témoignages*, 26 mars 2012, 1540; Jennifer Flanagan, présidente et directrice générale, Actua, *Témoignages*, 28 mai 2012, 1605.

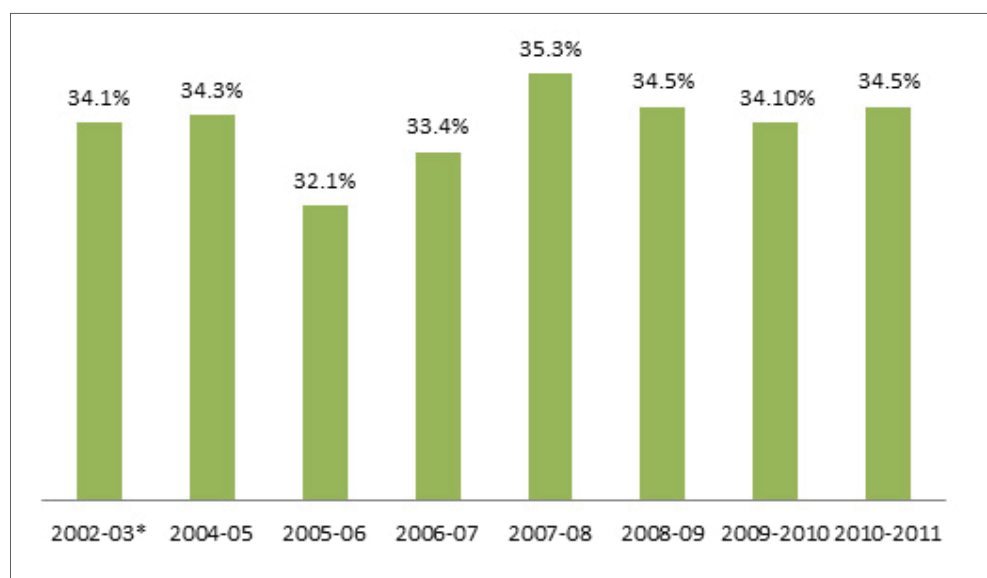
260 Tracy Redies, présidente et directrice générale, Coast Capital Savings Credit Union, *Témoignages*, 2 avril 2012, 1535 et 1600; Leanne Nicolle, directrice, Engagement de la communauté, Plan International Canada Inc., *Témoignages*, 26 mars 2012, 1530.

261 Ellen Moore, présidente du conseil, présidente-directrice générale, Chubb Insurance Company of Canada, *Témoignages*, 2 avril 2012, 1545.

262 Statistique Canada, *Population active et taux d'activité selon le sexe et l'âge*, 6 janvier 2012, <http://www.statcan.gc.ca/tables-tableaux/sum-som/l02/cst01/labor05-fra.htm>.

263 Catalyst, *Women MBAs*, août 2011, <http://www.catalyst.org/publication/250/women-mbas>.

Figure 2 – Pourcentage des maîtrises en administration des affaires obtenues par des femmes au Canada



Source : Catalyst, *Women MBAs*, août 2011, <http://www.catalyst.org/publication/250/women-mbas>.

Au Canada, la représentation des femmes parmi les dirigeants d'entreprise ne correspond pas au nombre relativement élevé de femmes inscrites à la maîtrise en administration des affaires. Les femmes comptent pour 5,8 % seulement des chefs des 500 premières sociétés canadiennes et n'occupent que 14,5 % des postes du conseil d'administration²⁶⁴.

Un sondage mené en 2010 auprès des titulaires de maîtrise en administration des affaires révèle que « les hommes tendaient à occuper un poste plus élevé que les femmes peu importe l'expérience totale, le temps écoulé depuis la maîtrise, le niveau du poste obtenu après la maîtrise, l'industrie et la région du monde ». Selon le même sondage, les femmes tendaient à occuper des postes de cadre de premier échelon alors que les hommes étaient deux fois plus susceptibles qu'elles d'occuper des postes de chef de direction ou de cadre supérieur²⁶⁵.

Un rapport récent fait cependant état de progrès : les femmes comptaient pour 21 % des administrateurs nouvellement nommés des 100 premières sociétés canadiennes entre 2006 et 2008 contre 14 % entre 2002 et 2005²⁶⁶.

264 Catalyst, *Canadian Women in Business*, mars 2012, <http://www.catalyst.org/publication/198/canadian-women-in-business>.

265 Nancy M. Carter et Christine Silva, *Pipeline's Broken Promise*, Catalyst, 2010, p. 4, http://www.catalyst.org/file/340/pipeline's_broken_promise_final_021710.pdf.

266 Spencer Stuart, *2011 Spencer Stuart Board Index*, 2011, p. 6, http://content.spencerstuart.com/sswebsite/pdf/lib/SSBI_2011_final.pdf.

Le budget de 2012 a annoncé la mise sur pied d'un conseil consultatif chargé de promouvoir la participation des femmes aux conseils d'administration des entreprises. En collaboration avec des chefs de file des secteurs privé et public, la ministre de la Condition féminine « reliera les entreprises à un réseau de femmes possédant des compétences et de l'expérience professionnelles²⁶⁷ ».

Des témoins ont fait valoir l'atout de la diversification des conseils de direction et d'administration, en ajoutant qu'un milieu de travail inclusif est perçu comme innovateur, compétitif et rentable²⁶⁸.

Un certain nombre de témoins ont dit qu'il était important pour les grandes entreprises de viser la parité hommes-femmes dans leur milieu de travail²⁶⁹. Plusieurs femmes occupant des postes de PDG d'entreprise qui ont comparu devant le Comité ont parlé des efforts de leur entreprise pour accroître la représentation des femmes aux plus hauts échelons du pouvoir²⁷⁰. Certaines entreprises ont été saluées par Catalyst, organisme à but non lucratif qui milite en faveur d'une meilleure représentation des femmes dans le secteur des affaires²⁷¹. Un des témoins a parlé de l'initiative lancée par son entreprise : « Reach Up, Reach Out, and Reach Down », qui vise à améliorer la participation des femmes à tous les niveaux : au sein de la compagnie, dans son secteur d'activité et au sein des collectivités qu'elle dessert²⁷².

Bien des PDG ont dit qu'il y avait encore du chemin à faire, et un témoin a recommandé que le gouvernement mette en valeur les entreprises et les secteurs d'activité qui réussissent à embaucher et à nommer des femmes à des postes de haut niveau²⁷³.

Tracy Redies a recommandé que le gouvernement et l'entreprise soutiennent des programmes de stages pour les jeunes qui leur donneraient la possibilité de faire l'expérience du leadership, ce qui aiderait les jeunes femmes « à acquérir des compétences dans les domaines du leadership, du travail en équipe, du réseautage et des

267 Gouvernement du Canada, *Emploi, croissance et prospérité à long terme : Plan d'action économique de 2012*, 2012, <http://www.budget.gc.ca/2012/plan/pdf/Plan2012-fra.pdf>.

268 Tracy Redies présidente et directrice générale, Coast Capital Savings Credit Union, *Témoignages*, 2 avril 2012, 1530; Juniper Glass, directrice du développement, Fondation filles d'action, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1530; Ellen Moore, présidente du conseil, présidente-directrice générale, Chubb Insurance Company of Canada, *Témoignages*, 2 avril 2012, 1530.

269 Peggy Taillon, présidente et directrice générale, Conseil canadien de développement social, *Témoignages*, 4 avril 2012, 1615; Tracy Redies, présidente et directrice générale, Coast Capital Savings Credit Union, *Témoignages*, 2 avril 2012, 1600.

270 Tracy Redies, présidente et directrice générale, Coast Capital Savings Credit Union, *Témoignages*, 2 avril 2012, 1530; Ellen Moore, présidente du conseil, présidente-directrice générale, Chubb Insurance Company of Canada, *Témoignages*, 2 avril 2012, 1540.

271 *Ibid.*

272 Ellen Moore, présidente du conseil, présidente-directrice générale, Chubb Insurance Company of Canada, *Témoignages*, 2 avril 2012, 1540.

273 *Ibid.*, 1620.

interventions en public », autant de compétences essentielles à leur réussite économique future²⁷⁴. De plus, Carol Stephenson a proposé que le gouvernement offre des bourses aux jeunes, et a fait part de son expérience à l'université :

[La Richard Ivey School of Business a] des donateurs privés qui ont offert des bourses pour les femmes à l'école commerciale. Je crois qu'il s'agit d'un excellent incitatif pour les femmes — et surtout pour celles qui n'ont pas nécessairement les moyens — qui veulent entreprendre une carrière dans le domaine des affaires²⁷⁵.

Recommandation : Le Comité recommande que Condition féminine Canada continue à offrir du soutien pour des projets propres à encourager l'acquisition de compétences qui permettront aux jeunes femmes d'occuper des postes de leadership sur le marché du travail.

2. Présence des femmes parmi les représentants élus

Des témoins ont signalé que les femmes étaient sous-représentées parmi les élus canadiens, à tous les paliers de gouvernement — fédéral, provincial et municipal²⁷⁶. L'un des témoins a dit aux députés qu'en leur qualité de représentants élus de la population canadienne, ils étaient d'excellents modèles à suivre et les a encouragés

[...] à tout faire pour inciter les jeunes femmes à suivre vos traces, parce qu'en vous regardant, elles voient le rôle de leadership que vous jouez au gouvernement²⁷⁷.

B. Femmes autochtones et leadership

Des témoins ont parlé au Comité des efforts accomplis pour redonner aux femmes autochtones le rôle traditionnel de leadership qui était le leur dans la communauté²⁷⁸ ainsi que de la participation des femmes autochtones à leurs collectivités à titre de représentantes élues ou dans le cadre d'autres structures décisionnelles comme les conseils²⁷⁹.

274 Tracy Redies, présidente et directrice générale, Coast Capital Savings Credit Union, *Témoignages*, 2 avril 2012, 1535; appuyée par Carol Stephenson, doyenne, Richard Ivey School of Business, University of Western Ontario, *Témoignages*, 25 avril 2012, 1655.

275 Carol Stephenson, doyenne, Richard Ivey School of Business, University of Western Ontario, *Témoignages*, 25 avril 2012, 1655.

276 Marilyn Ouellet, responsable du service d'accès à l'égalité, Action travail des femmes, *Témoignages*, 14 mai 2012, 1540; Leanne Nicolle, directrice, Engagement de la communauté, Plan International Canada Inc., *Témoignages*, 26 mars 2012, 1530.

277 Carol Stephenson, doyenne, Richard Ivey School of Business, University of Western Ontario, *Témoignages*, 25 avril 2012, 1725.

278 Jocelyne Wasacase-Merasty, directrice régionale, Région des Prairies, Centre national pour la gouvernance des Premières nations, *Témoignages*, 4 avril 2012, 1650; Claudette Dumont-Smith, directrice générale, Association des femmes autochtones du Canada, *Témoignages*, 2 mai 2012, 1540.

279 Jocelyne Wasacase-Merasty, directrice régionale, Région des Prairies, Centre national pour la gouvernance des Premières nations, *Témoignages*, 4 avril 2012, 1640.

Jocelyne Wasacase-Merasty a parlé des obstacles qui se dressent devant les femmes autochtones dans leurs efforts pour se tisser un rôle dans les structures de prise de décision :

Je pense que nous devons vraiment nous efforcer de mieux faire entendre la voix des femmes autochtones. Nous devons vraiment leur donner des moyens de participer. Il règne beaucoup de crainte dans les collectivités des Premières nations, car les femmes ont souvent été victimes de réactions très négatives. Quand elles entreprennent des démarches en vue de participer au processus global, de prendre part aux décisions ou même de briguer les suffrages, il y a parfois de telles réactions. Les femmes dans nos collectivités éprouvent beaucoup de crainte simplement à l'idée de trouver leur voix, de participer à ce que nous devons commencer à créer de nouveau. Voilà pourquoi je pense que le fait de parler de la colonisation et de ses effets sur notre population — sur nos femmes — constitue un bon point de départ. Nous devons vraiment comprendre comment ces problèmes surviennent, comment ils apparaissent et quelle forme ils prennent de nos jours²⁸⁰.

Un autre témoin, Angelina Weenie a fait valoir la nature habilitante de l'éducation pour les jeunes femmes autochtones, grâce à laquelle bon nombre d'entre elles peuvent assumer des rôles de leadership.

Je pense que la plupart [des finissants qui proviennent de collectivités autochtones] assument des rôles de leadership au sein de leur collectivité. Ils deviennent des administrateurs. Un grand nombre de nos diplômés deviennent directeurs ou directeurs adjoints de leur école locale. Certains ont des aspirations politiques et se dirigent dans cette voie. Ils deviennent des chefs de file locaux²⁸¹.

On a aussi mis en relief le rôle décisionnel des Autochtones dans le développement économique de leurs collectivités. Claudette Dumont-Smith a recommandé que le gouvernement et l'entreprise privée s'engagent à mobiliser les femmes et à les faire participer activement aux rôles de direction et de décision ainsi qu'à la promotion du développement économique afin d'obtenir des résultats économiques durables pour tous les membres des communautés autochtones²⁸².

En outre, il a été recommandé qu'on donne aux femmes autochtones les moyens matériels et financiers pour développer leur potentiel de leadership et acquérir les compétences nécessaires pour prendre en main leurs collectivités, leur carrière et leur vie personnelle²⁸³. Brigitte Ginn, de l'Institut canadien de recherches sur les femmes, en a expliqué les raisons :

[Les femmes autochtones] reconnaiss[ent] que nous devons revitaliser notre façon de vivre traditionnelle que nous avons perdue à cause de la colonisation. Pour améliorer le

280 *Ibid.*, 1650.

281 Angelina Weenie, directrice de département, Programmes professionnels, First Nations University of Canada, *Témoignages*, 30 avril 2012, 1700.

282 Claudette Dumont-Smith, directrice générale, Association des femmes autochtones du Canada, *Témoignages*, 2 mai 2012, 1540.

283 Brigitte Ginn, membre du conseil d'administration, Institut canadien de recherches sur les femmes, *Témoignages*, 28 mars 2012, 1530.

sort de notre peuple et de nos communautés et pour rétablir notre équilibre, notre gouvernement doit accorder aux femmes les moyens et l'argent nécessaires pour développer leur potentiel de leadership et acquérir les compétences dont nous avons besoin dans nos communautés, nos carrières et nos vies personnelles. Il faut promouvoir la participation de ces femmes à la vie économique, sociale et culturelle dans l'ensemble du pays. Notre avenir en dépend, car les femmes sont au cœur de la communauté. Si vous voulez un Canada prospère et plus fort, il faut la pleine participation des jeunes femmes²⁸⁴.

Recommandation : Le Comité recommande que Condition féminine Canada soutienne les organismes autochtones dans la création de moyens d'aider les jeunes femmes autochtones à acquérir et à exercer des compétences en leadership.

C. Confiance en soi

On a dit au Comité que c'est le manque de confiance en elles-mêmes qui empêchait les jeunes filles d'occuper des postes de leadership ou de prise de décision²⁸⁵. Un témoin a dit : « Je leur dis de ne pas seulement faire partie d'un comité, mais de le diriger²⁸⁶. » Un autre a expliqué que son organisme vise à rendre les jeunes Canadiennes plus sûres d'elles en les invitant à être fières de leur intelligence. L'initiative est née des résultats d'une étude dans laquelle une majorité de jeunes filles disait préférer se faire traiter de « stupide » plutôt que de « grosse »²⁸⁷.

Anne-Marie Gammon, présidente de Femmes Équité Atlantique, a commenté le rôle de Condition féminine Canada auprès du Comité :

Les femmes représentent 50 [%] de la population, mais je ne vois pas 50 [%] des femmes à ces postes. Il faut continuer à encourager le travail que fait Condition féminine Canada pour développer chez les jeunes femmes le désir de participer, d'avoir assez confiance en elles et une bonne estime de soi pour se dire qu'elles sont capables d'apporter leur contribution et de changer les choses²⁸⁸.

Dans les sections suivantes, il sera question des moyens à prendre pour améliorer cette confiance en soi, notamment la création de lieux sécuritaires pour les jeunes filles, la promotion du succès chez les filles et les femmes, et l'exposition précoce à des programmes utiles et à du mentorat.

284 *Ibid.*

285 Carol Stephenson, doyenne, Richard Ivey School of Business, University of Western Ontario, *Témoignages*, 25 avril 2012, 1710; Bailey Reid, présidente, Comité de l'intéressement du public, Coalition d'Ottawa contre la violence faite aux femmes, *Témoignages*, 16 mai 2012, 1650; Jennifer Flanagan, présidente et directrice générale, Actua, *Témoignages*, 28 mai 2012, 1605; Nancy Southern, présidente et directrice générale, ATCO Group, *Témoignages*, 30 mai 2012, 1605.

286 Carol Stephenson, doyenne, Richard Ivey School of Business, University of Western Ontario, *Témoignages*, 25 avril 2012, 1710.

287 Leanne Nicolle, directrice, Engagement de la communauté, Plan International Canada Inc., *Témoignages*, 26 mars 2012, 1625.

288 Anne-Marie Gammon, présidente, Femmes Équité Atlantique, *Témoignages*, 30 avril 2012, 1625.

1. Des lieux sécuritaires pour les filles

Il y a un large consensus parmi les témoins sur la nécessité de créer et d'entretenir des lieux dans lesquels les filles seront en sécurité²⁸⁹. En plus de mentionner leur importance dans la prévention de la violence sexiste, sujet abordé dans des sections antérieures du présent rapport, Paulette Senior, chef de la direction générale, YWCA Canada, a rappelé que les programmes à l'intention des jeunes filles et femmes

[...] leur offrent la possibilité de faire fond sur leur estime de soi, leur autonomie, leur indépendance et leurs capacités de chefs de file dans un environnement sécuritaire à l'abri des critiques. Le fait d'inculquer le sens du leadership et de l'autonomie aux participantes des programmes leur permet de développer des compétences qui les aideront à passer au travers de leur adolescence et à atteindre la maturité sans heurts²⁹⁰.

Un grand nombre de témoins ont recommandé de continuer à soutenir les programmes pour les filles et les femmes et à conserver des lieux sécuritaires pour les filles²⁹¹.

Recommandation : Le Comité recommande que Condition féminine Canada continue à soutenir les initiatives et les projets visant à offrir des lieux sécuritaires pour les filles où elles peuvent améliorer leur estime de soi et leur confiance en soi.

2. Promotion du succès

Un certain nombre de témoins ont dit qu'il était possible de donner aux filles le goût de viser haut en mettant en valeur et en faisant apprécier les réalisations et le leadership d'autres femmes²⁹², et l'un d'entre eux a recommandé que le gouvernement intervienne pour donner aux filles plus de confiance en elles en célébrant les succès remportés par

289 Paulette Senior, chef de la direction générale, YWCA Canada, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1540; Saman Ahsan, directrice générale, Fondation filles d'action, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1550; Leanne Nicolle, directrice, Engagement de la communauté, Plan International Canada Inc., *Témoignages*, 26 mars 2012, 1535; Claire Crooks, membre du conseil d'administration, Fondation canadienne des femmes, *Témoignages*, 28 mars 2012, 1540; Jocelyne Michelle Coulibaly, représentante de la région d'Ottawa, Conseil de représentation, Fédération de la jeunesse franco-ontarienne, *Témoignages*, 2 avril 2012, 1645; Geneviève Latour, gestionnaire de la programmation, Fédération de la jeunesse franco-ontarienne, *Témoignages*, 2 avril 2012, 1650; Jennifer Flanagan, présidente et directrice générale, Actua, *Témoignages*, 28 mai 2012, 1605.

290 Paulette Senior, chef de la direction générale, YWCA Canada, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1540.

291 Saman Ahsan, directrice générale, Fondation filles d'action, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1535; Paulette Senior, chef de la direction générale, YWCA Canada, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1550; Jocelyne Michelle Coulibaly, représentante de la région d'Ottawa, Conseil de représentation, Fédération de la jeunesse franco-ontarienne, *Témoignages*, 2 avril 2012, 1645.

292 Jocelyne Wasacase-Merasty, directrice régionale, Région des Prairies, Centre national pour la gouvernance des Premières nations, *Témoignages*, 4 avril 2012, 1620; Paige Isaac, coordonnatrice, Maison des peuples autochtones, *Témoignages*, 4 avril 2012, 1640; Nancy Southern, présidente et directrice générale, ATCO Group, *Témoignages*, 30 mai 2012, 1530.

des filles et des femmes²⁹³. Les témoins ont aussi dit qu'en célébrant les réalisations des femmes dans des secteurs professionnels non traditionnels, on pourrait contribuer à faire tomber les stéréotypes sexistes qui ont encore cours dans le monde du travail²⁹⁴. Anne-Marie Gammon a expliqué que les collectivités, et surtout les garçons et les jeunes hommes, devraient aussi offrir du soutien et des encouragements²⁹⁵.

Nancy Southern, présidente et directrice générale, ATCO Group, a développé l'idée de rompre les stéréotypes sexistes dès le jeune âge :

Nous avons réussi à sensibiliser le public aux risques du tabagisme sur la santé, une connaissance bien ancrée qui est désormais une seconde nature. De façon similaire, il faut renoncer à la généralisation des rôles stéréotypés des hommes et des femmes, et applaudir la reconnaissance des femmes dans toutes les sphères de notre société et dans tous les secteurs d'emploi. Ce sera possible grâce à la sensibilisation de la maternelle à la fin du secondaire au sein des écoles publiques et privées²⁹⁶.

D'autres témoins ont souligné l'importance d'un tel soutien dans les collectivités autochtones; les jeunes filles autochtones trouveraient de la force dans la reconnaissance publique des réalisations accomplies par des femmes autochtones²⁹⁷ et dans le fait de rappeler le rôle central que jouaient les femmes dans la société, les cérémonies et le gouvernement traditionnels autochtones²⁹⁸. Les témoins ont recommandé que le récit des réalisations et des succès des femmes autochtones connaisse une large diffusion²⁹⁹ et soit accompagné d'une analyse des compétences et aptitudes qu'elles ont acquises³⁰⁰.

Paige Isaac a déclaré au Comité qu'il était nécessaire de mettre fin aux stéréotypes négatifs sur les peuples autochtones :

Vous savez, on nous associe toujours à [d]es statistiques déplorables. On ne reconnaît pas suffisamment que la situation des Autochtones au pays est des plus diversifiées. Certains stéréotypes persistent en raison de ce genre de statistiques. Nous pourrions mettre davantage l'accent sur nos réussites et nos réalisations. Il y a des Autochtones qui sont médecins, avocats et PDG. Ces choses doivent être visibles³⁰¹.

293 Carol Stephenson, doyenne, Richard Ivey School of Business, University of Western Ontario, *Témoignages*, 25 avril 2012, 1655.

294 Nancy Southern, présidente et directrice générale, ATCO Group, *Témoignages*, 30 mai 2012, 1530 et 1550.

295 Anne-Marie Gammon, présidente, Femmes Équité Atlantique, *Témoignages*, 30 avril 2012, 1625.

296 Nancy Southern, présidente et directrice générale, ATCO Group, *Témoignages*, 30 mai 2012, 1530.

297 Jocelyne Wasacase-Merasty, directrice régionale, Région des Prairies, Centre national pour la gouvernance des Premières nations, *Témoignages*, 4 avril 2012, 1620; Paige Isaac, coordonnatrice, Maison des peuples autochtones, *Témoignages*, 4 avril 2012, 1635.

298 Jocelyne Wasacase-Merasty, directrice régionale, Région des Prairies, Centre national pour la gouvernance des Premières nations, *Témoignages*, 4 avril 2012, 1620.

299 Paige Isaac, coordonnatrice, Maison des peuples autochtones, *Témoignages*, 4 avril 2012, 1640.

300 Jocelyne Wasacase-Merasty, directrice régionale, Région des Prairies, Centre national pour la gouvernance des Premières nations, *Témoignages*, 4 avril 2012, 1655.

301 Paige Isaac, coordonnatrice, Maison des peuples autochtones, *Témoignages*, 4 avril 2012, 1635.

Recommandation : Le Comité recommande que Condition féminine Canada trouve des façons de faire connaître les réussites de certaines femmes ainsi que les compétences qui ont valu à ces dernières leur succès économique.

3. Exposition précoce

Tous les témoins s'entendent pour dire que pour un effet maximum, il faut que les jeunes filles soient exposées très tôt à des programmes favorisant leur autonomie³⁰². Des témoins ont parlé de l'effet considérable et souvent néfaste du milieu social et du milieu scolaire sur les filles, et plus particulièrement de l'effet des médias, d'Internet et de l'entourage³⁰³. Une bonne programmation offerte à un jeune âge peut fortifier la confiance en soi, créer de nouveaux champs d'intérêt, construire une solide base de connaissances et rendre les filles plus résilientes³⁰⁴.

L'information est la clé de l'autonomisation des filles et doit être au cœur des programmes précoces qui leur sont destinés; une jeune fille avisée saura quelles occasions s'offrent à elle, aura une meilleure compréhension des choix que la vie lui propose, et pourra prendre des décisions plus éclairées³⁰⁵. La ministre, l'honorable Rona Ambrose a fait valoir l'importance du savoir et a dit que « lorsque les filles connaissent leurs droits à un très jeune âge, elles sont plus enclines à les faire valoir³⁰⁶ ».

Les recommandations insistaient sur l'importance de l'éducation et de l'information fournies très tôt. Un témoin a recommandé de mettre les jeunes filles au courant de toutes

302 Juniper Glass, directrice du développement, Fondation filles d'action, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1530; Leanne Nicolle, directrice, Engagement de la communauté, Plan International Canada Inc., *Témoignages*, 26 mars 2012, 1535; Angelina Weenie, directrice de département, Programmes professionnels, First Nations University of Canada, *Témoignages*, 30 avril 2012, 1650; Cindy Blackstock, directrice générale, Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières Nations du Canada, *Témoignages*, 2 mai 2012, 1540; Tricia Robertson, directrice générale, Techsploration, *Témoignages*, 7 mai 2012, 1610; Linda Hasenfratz, directrice générale, Linamar Corporation, *Témoignages*, 14 mai 2012, 1635; Jennifer Flanagan, présidente et directrice générale, Actua, *Témoignages*, 28 mai 2012, 1605; Elyse Allan, présidente et directrice générale, GE Canada, *Témoignages*, 30 mai 2012, 1545.

303 Juniper Glass, directrice du développement, Fondation filles d'action, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1530; Leanne Nicolle, directrice, Engagement de la communauté, Plan International Canada Inc., *Témoignages*, 26 mars 2012, 1535.

304 Juniper Glass, directrice du développement, Fondation filles d'action, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1530; Leanne Nicolle, directrice, Engagement de la communauté, Plan International Canada Inc., *Témoignages*, 26 mars 2012, 1535; Claire Crooks, membre du conseil d'administration, Fondation canadienne des femmes, *Témoignages*, 28 mars 2012, 1540; Tricia Robertson, directrice générale, Techsploration, *Témoignages*, 7 mai 2012, 1610; Linda Hasenfratz, directrice générale, Linamar Corporation, *Témoignages*, 14 mai 2012, 1635; Jennifer Flanagan, présidente et directrice générale, Actua, *Témoignages*, 28 mai 2012, 1605.

305 Tricia Robertson, directrice générale, Techsploration, *Témoignages*, 7 mai 2012, 1530; Margaret-Ann Armour, présidente du conseil, Canadian Centre for Women in Science, Engineering, Trades and Technology, *Témoignages*, 7 mai 2012, 1625; Coline Camier, adjointe à la coordination, Action travail des femmes, *Témoignages*, 14 mai 2012, 1550; Leanne Nicolle, directrice, Engagement de la communauté, Plan International Canada Inc., *Témoignages*, 26 mars 2012, 1535.

306 L'honorable Rona Ambrose, ministre de la Condition féminine, *Témoignages*, 14 mars 2012, 1540.

les possibilités économiques qui s'offrent à elles³⁰⁷. Un autre a recommandé d'investir dans des programmes d'initiation précoce à la science, à la technologie, au génie et aux mathématiques destinés aux filles³⁰⁸. D'autres témoins ont recommandé d'offrir des mesures de soutien et des ressources aux adultes qui ont pour tâche de guider les filles — parents, éducateurs, gardiens, mentors et groupes communautaires — afin qu'ils puissent leur donner très tôt les compétences dont elles auront besoin pour accéder à l'autonomie fonctionnelle³⁰⁹.

Jennifer Flanagan a soutenu qu'il était important que les programmes mobilisent « les enfants à un jeune âge, avant qu'ils commencent à faire des choix de carrière et à déterminer leur avenir et les possibilités qui s'offrent à eux³¹⁰ ».

Les recommandations inhérentes à ces témoignages ont déjà été énoncées dans la section qui portait sur les secteurs d'emploi non traditionnels.

D. Mentorat et modèles de rôle

Les témoins s'entendent tous pour dire que les mentors et les modèles de rôle sont essentiels à l'acquisition du leadership et de l'ambition chez les filles³¹¹.

Pour que le mentor puisse jouer son rôle, les témoins insistent pour dire que la connexion doit être étroite et de bonne qualité : les filles qui ont un lien solide avec une femme qui leur sert de mentor ont un meilleur sentiment d'appartenance et se sentent plus en sécurité dans leur milieu social³¹². Et dans le cas des filles autochtones, le mentor peut aussi procurer un meilleur arrimage à tout l'univers culturel³¹³.

307 Claudette Dumont-Smith, directrice générale, Association des femmes autochtones du Canada, *Témoignages*, 2 mai 2012, 1555.

308 Jennifer Flanagan, présidente et directrice générale, Actua, *Témoignages*, 28 mai 2012, 1610.

309 Leanne Nicolle, directrice, Engagement de la communauté, Plan International Canada Inc., *Témoignages*, 26 mars 2012, 1535; Jennifer Flanagan, présidente et directrice générale, Actua, *Témoignages*, 28 mai 2012, 1610; Anne-Marie Gammon, présidente, Femmes Équité Atlantique, *Témoignages*, 30 avril 2012, 1635.

310 Jennifer Flanagan, présidente et directrice générale, Actua, *Témoignages*, 28 mai 2012, 1605.

311 Claire Crooks, membre du conseil d'administration, Fondation canadienne des femmes, *Témoignages*, 28 mars 2012, 1540; Tracy Redies, présidente et directrice générale, Coast Capital Savings Credit Union, *Témoignages*, 2 avril 2012, 1610; Peggy Taillon, présidente et directrice générale, Conseil canadien de développement social, *Témoignages*, 4 avril 2012, 1615; Jocelyne Wasacase-Merasty, directrice régionale, Région des Prairies, Centre national pour la gouvernance des Premières nations, *Témoignages*, 4 avril 2012, 1640; Carol Stephenson, doyenne, Richard Ivey School of Business, University of Western Ontario, *Témoignages*, 25 avril 2012, 1725; Anne-Marie Gammon, présidente, Femmes Équité Atlantique, *Témoignages*, 30 avril 2012, 1625; Linda Hasenfratz, directrice générale, Linamar Corporation, *Témoignages*, 14 mai 2012, 1705; Jennifer Flanagan, présidente et directrice générale, Actua, *Témoignages*, 28 mai 2012, 1610; Claudia Mitchell, professeure James McGill, Département d'études intégrées en éducation, Université McGill, *Témoignages*, 28 mai 2012, 1730.

312 Claire Crooks, membre du conseil d'administration, Fondation canadienne des femmes, *Témoignages*, 28 mars 2012, 1545.

313 *Ibid.*, 1540.

Claire Crooks, membre du conseil d'administration, Fondation canadienne des femmes, a qualifié ainsi les liens sociaux, notamment le fait d'avoir un mentor :

[...] l'un des plus puissants facteurs de protection contre toute une série de résultats négatifs. Les filles qui ont établi des liens ont des taux plus faibles de grossesses précoces, de consommation de drogue et de toxicomanie, de comportements suicidaires et de violence dans les fréquentations, des problèmes qui nuisent tous de manière importante au succès futur dans leurs études et sur le marché du travail³¹⁴.

Les témoins ont recommandé que soient soutenus les programmes de mentorat, perçus comme la clé de la prospérité économique des filles³¹⁵, en particulier les programmes visant une exposition précoce³¹⁶ et où le mentor est actif dans le champ d'intérêt de la fille³¹⁷. Les programmes de mentorat sont jugés particulièrement utiles pour les jeunes filles autochtones, car ils leur permettent de mieux surmonter certaines des difficultés supplémentaires auxquelles elles doivent faire face³¹⁸.

314 *Ibid.*, 1545.

315 Paige Isaac, coordonnatrice, Maison des peuples autochtones, *Témoignages*, 4 avril 2012, 1640; Saman Ahsan, directrice générale, Fondation filles d'action, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1535; Jocelyne Michelle Coulibaly, représentante de la région d'Ottawa, Conseil de représentation, Fédération de la jeunesse franco-ontarienne, *Témoignages*, 2 avril 2012, 1645.

316 Cara Coté, première vice-présidente, Fédération canadienne des Clubs de femmes de carrières commerciales et professionnelles, *Témoignages*, 26 mars 2012, 1540.

317 Cindy Blackstock, directrice générale, Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières Nations du Canada, *Témoignages*, 2 mai 2012, 1555.

318 Jocelyne Wasacase-Merasty, directrice régionale, Région des Prairies, Centre national pour la gouvernance des Premières nations, *Témoignages*, 4 avril 2012, 1640.

LISTE DES RECOMMANDATIONS

Recommandation : Le Comité recommande que Condition féminine Canada, par le biais de ses relations fédérales/provinciales/territoriales, encourage les autorités provinciales et territoriales responsables de l'éducation à poursuivre leurs efforts afin que les programmes tiennent compte des réalités économiques mondiales actuelles et émergentes..... 5

Recommandation : Le Comité recommande que Condition féminine Canada continue à contribuer à des projets destinés à venir en aide aux filles et aux jeunes femmes défavorisées sur de multiples plans et cherche des façons d'augmenter le nombre de ce type de projets. 11

Recommandation : Le Comité recommande que Condition féminine Canada continue à soutenir les programmes visant à créer des endroits sûrs pour les filles, en particulier en ce qui concerne la recherche de solutions pour prévenir la violence dont elles sont victimes à l'école et au travail et y remédier. 14

Recommandation : Le Comité recommande que Condition féminine Canada contribue à la sécurité des filles grâce au : 15

- **travail qu'elle accomplit auprès de ses partenaires interministériels et intergouvernementaux afin d'assurer une plus grande coordination des politiques relatives à la violence fondée sur le sexe; 15**
- **financement de projets, auxquels peuvent participer des hommes et des garçons, qui visent l'établissement de saines relations;..... 15**
- **soutien du financement des programmes destinés à mieux sensibiliser la population aux droits de la personne des filles et à en stimuler l'exercice. 15**

Recommandation : Le Comité recommande que Condition féminine Canada collabore avec le Conseil du Trésor afin que l'analyse comparative entre les sexes au sein des ministères et organismes tienne compte des effets de la politique sur les femmes et les filles des collectivités éloignées et isolées. 17

Recommandation : Le Comité recommande que Condition féminine Canada continue à collaborer avec les ministères et organismes fédéraux concernés pour inciter à procéder à l'analyse comparative entre les sexes des programmes de développement économique, en particulier de ceux visant les Autochtones et leurs collectivités..... 20

Recommandation : Le Comité recommande que Condition féminine Canada continue d’encourager le développement de la capacité des filles autochtones et envisage d’orienter son programme de financement sur l’amélioration de leur accès aux programmes scolaires et de formation existants.....	24
Recommandation : Le Comité recommande que Condition féminine Canada appuie des organismes communautaires travaillant auprès des filles de familles nouvellement arrivées, pour ainsi évaluer comment optimiser leur intégration aux activités sociales et économiques du Canada, partager des pratiques prometteuses et encourager la reprise de projets qui se sont avérés fructueux.....	26
Recommandation : Le Comité recommande que Condition féminine Canada travaille de concert avec le Conseil du Trésor pour veiller à ce que l’analyse comparative entre les sexes tienne compte des besoins particuliers des filles et des jeunes femmes handicapées.	27
Recommandation : Le Comité recommande que Condition féminine Canada soutienne les initiatives qui ciblent l’acquisition de littératie financière, notamment les projets destinés aux filles autochtones et à celles qui appartiennent à d’autres groupes marginalisés, y compris à des groupes de langue minoritaire.....	31
Recommandation : Le Comité recommande que Condition féminine Canada travaille de concert avec des partenaires du secteur privé pour promouvoir le mentorat et autres mécanismes permettant aux filles de connaître la prospérité économique.....	33
Recommandation : Pour soutenir et encourager la participation accrue des filles aux secteurs non traditionnels, le Comité recommande que Condition féminine Canada.....	38
• appuie l’élaboration de campagnes de sensibilisation aux carrières non traditionnelles ciblant précisément les jeunes femmes; et.....	38
• investisse dans des programmes de promotion des sciences, de la technologie, du génie et des mathématiques, dans le but d’accroître la littératie et l’intérêt scientifiques chez les filles à un jeune âge.	38
Recommandation : Le Comité recommande que Condition féminine Canada préconise l’élaboration d’un programme visant à enseigner aux jeunes filles les techniques de négociation de salaire.....	43

Recommandation : Le Comité recommande que Condition féminine Canada continue à offrir du soutien pour des projets propres à encourager l’acquisition de compétences qui permettront aux jeunes femmes d’occuper des postes de leadership sur le marché du travail. 48

Recommandation : Le Comité recommande que Condition féminine Canada soutienne les organismes autochtones dans la création de moyens d’aider les jeunes femmes autochtones à acquérir et à exercer des compétences en leadership. 50

Recommandation : Le Comité recommande que Condition féminine Canada continue à soutenir les initiatives et les projets visant à offrir des lieux sécuritaires pour les filles où elles peuvent améliorer leur estime de soi et leur confiance en soi..... 51

Recommandation : Le Comité recommande que Condition féminine Canada trouve des façons de faire connaître les réussites de certaines femmes ainsi que les compétences qui ont valu à ces dernières leur succès économique. 53

ANNEXE A

LISTE DES PROJETS FOURNIE PAR CONDITION FÉMININE CANADA

Ce tableau a été préparé pour le comité permanent de la Condition féminine par
Condition féminine Canada.

Women's Program Approved Funding Addressing the Needs of Girls across Canada 2009-10 to 2011-12 (as of March 2012)
Programme de promotion de la femme - Financement approuvé répondant aux besoins des filles de partout au Canada 2009-2010 à 2011-2012 (mars 2012)

Year Approved / Année d'approbation	Region / Région	Name of Organization / Nom de l'organisation	Project Title / Titre du projet	Project Description / Description du projet	Priority Area / Domaine prioritaire	Approved Funding / Financement approuvé
2009-2010	Québec	Corporation Wapikoni Mobile	Girls' nights: from private to shared [Soirées de filles : de l'intime au collectif]	<p>In partnership with local health and safety stakeholders, this 24 month project will directly affect girls aged 13 to 17 along with young women in 8 Aboriginal communities in the remote regions of Côte-Nord, Abitibi and Mauricie. Activities will include workshops, training and creation sessions, and intervention and follow-up workshops to target actions that the participants could undertake with local stakeholders. Each workshop will target girls and consist of a presentation and discussion on the topic of violence, and will also include a writing and personal thoughts session. This group logbook will serve as a starting point for eight short films that will be created by young Aboriginal women on the topic of violence. These films will be used as tools geared to the local cultural reality.</p> <p>En collaboration avec les ressources de santé et de sécurité locales, ce projet de 24 mois touchera directement des filles de 13 à 17 ans ainsi que des jeunes femmes dans 8 communautés autochtones dans les régions éloignées suivantes : le Côte Nord, l'Abitibi et la Mauricie. Les activités incluront des ateliers de sensibilisation, des sessions de formation/création, et des ateliers d'intervention et de suivi afin de cibler des actions que les participantes pourraient entreprendre avec des intervenantes des ressources d'aide locales à l'avenir. Chaque atelier de sensibilisation ciblera des filles et sera composé d'une présentation et d'une discussion du thème, ainsi qu'une séance d'écriture de réflexions personnelles. Ce journal de bord collectif servira de point de départ à des ateliers de création de courts métrages qui seront réalisés par des jeunes femmes autochtones autour du thème de la violence. Ces films deviendront des outils de sensibilisation adaptés à la réalité culturelle locale.</p>	Violence	\$159,983
2009-2010	National	Girls Action Foundation - Fondation Filles d'action	Young Women: Learning and Leading for Change [Jeune femme : apprendis à engendrer le changement]	<p>This 36 months project will promote the leadership and empowerment of young women and girls by engaging them in improving their economic security, contributing to ending violence and increasing their leadership and democratic participation. The participants will build skills through a series of workshops and activities aimed at addressing priority challenges in their communities. By engaging youth on women's issues, fostering meaningful dialogue and collaboration, and building the capacity of young women and girls to be leaders among their peers, families and communities, this project aims to empower and improve the situation of women and girls in their communities.</p> <p>Ce projet d'une durée de 36 mois favorisera le leadership et l'autonomie des jeunes femmes et des jeunes filles en les aidants à améliorer leur sécurité économique, en contribuant à mettre un terme à la violence et à améliorer leur leadership et leur participation à la vie démocratique. Les participantes pourront acquérir des compétences grâce à une série d'activités et d'ateliers axés sur les défis prioritaires au sein de leur collectivité. En amenant les jeunes à se pencher sur les problèmes auxquels font face les femmes, en favorisant un dialogue et une collaboration utiles et en renforçant la capacité des jeunes femmes et des jeunes filles de jouer le rôle de chefs de file auprès de leurs pairs, de leurs familles et de leurs collectivités, ce projet favorisera l'autonomie des femmes et des jeunes filles et leur permettra d'améliorer leur situation dans la collectivité.</p>	Leadership	\$407,262

1

2

Year Approved / Année d'approbation	Region / Région	Name of Organization / Nom de l'organisation	Project Title / Titre du projet	Project Description / Description du projet	Priority Area / Domaine prioritaire	Approved Funding / Financement approuvé
3	2009-2010	West Ka Ni Kanichihk Inc.	Aboriginal Women and Youth- Reclaiming Our Power Project [Les femmes et les jeunes filles autochtones – Recouvrer notre pouvoir]	<p>This 24-month project will assist Aboriginal women and young girls (aged 12 to 17 years) in Winnipeg's inner city to develop their skills and knowledge as well as a deeper understanding of the barriers that impact their participation in their families, schools, community and neighbourhoods. The project will provide: culturally appropriate violence prevention workshops; life skills training; leadership development workshops; a series of monthly open dialogue forums with social service agencies; and monthly talking circles. The skills they develop will assist them in identifying alternatives and increasing their resilience in order to live violence-free.</p> <p>Ce projet de 24 mois aidera les femmes et jeunes filles autochtones (âgées de 12 à 17 ans) vivant dans les quartiers défavorisés de Winnipeg à renforcer leurs capacités, à parfaire leurs connaissances, à mieux comprendre les obstacles à surmonter pour participer davantage à la vie de leur famille, de leurs écoles, de leurs collectivités et de leurs quartiers. Le projet donnera lieu à des ateliers sur la prévention de la violence adaptés à la culture, à des séances d'apprentissage de l'autonomie fonctionnelle et à des ateliers de développement des qualités de chef. Il donnera aussi lieu à une série de forums de dialogue libre avec des organismes de services sociaux et à des cercles de discussion mensuels. Les aptitudes acquises aideront les participantes à trouver des solutions de rechange et à accroître leur niveau de résilience pour qu'elles puissent vivre une vie exempte de violence.</p>	Violence	\$174,000
4	2009-2010	Ontario MUJER - Latin American Women's Organization	Empower Youth Latinas in Toronto [Autonomiser les Latino-Américaines de Toronto]	<p>This 36-month project will work with high risk, marginalized girls of Latin American descent in the Greater Toronto Area, who are facing violence in their lives. It aims to deal with the impact of violence and abuse in young girls aged 12 to 15 and to offer them the emotional and psychological support to deal with situations of abuse and violence. Through art therapy and creative expression, young women will be provided with the space and the tools to understand their trauma. They will also learn to overcome this trauma and to use their experience to become agents of change. The workshops will address the following topics: body image, self esteem, bullying, sexual assault, date rape, violence against women and strengthening ones' self. The project will also reach out to parents and the community via community sessions and a media campaign to demystify these issues and to create larger networks of support. A specialized professional will provide one-on-one emotional and psychological support to the participants, as well as advisory support to the facilitators of the project.</p> <p>Ce projet de 36 mois permettra de venir en aide à les jeunes filles marginalisées d'origine latino-américaine, présentant des risques élevés, qui vivent dans la région métropolitaine de Toronto et qui sont aux prises avec la violence dans leur vie. Il vise à contrer l'incidence de la violence et de l'abus chez les jeunes filles âgées de 12 à 15 ans et leur offrira un soutien affectif et psychologique pour faire face à l'abus et à la violence qu'elles subissent. La thérapie par l'art et l'expression créative permettront d'offrir aux jeunes femmes l'espace et les outils dont elles ont besoin pour comprendre le traumatisme qu'elles ont vécu. Elles apprendront également à surmonter ce traumatisme et à s'en servir pour devenir des agents de changement. Les ateliers porteront sur différents sujets, notamment : l'image corporelle, l'estime de soi, l'intimidation, les agressions sexuelles, les viols commis par un ami, la violence faite aux femmes et l'amélioration de la confiance en soi. Le projet permettra également de joindre les parents et la communauté par des séances communautaires et une campagne médiatique ayant pour but de démystifier ces questions et d'établir des réseaux de soutien plus vastes. Un professionnel spécialisé offrira des séances individuelles de soutien affectif et psychologique aux participantes et des services de consultation aux animateurs du projet.</p>	Violence	\$142,650

Year Approved / Année d'approbation	Region / Région	Name of Organization / Nom de l'organisation	Project Title / Titre du projet	Project Description / Description du projet	Priority Area / Domaine prioritaire	Approved Funding / Financement approuvé
5	2009-2010	Ontario Multicultural Council of Windsor and Essex County	Leadership 360	<p>This 14-month project supports all three priority areas through a structured program that will provide learning opportunities for young women aged 14 - 24 and their family (mothers, sisters, aunts etc.). Broken down into three modules, each priority will be addressed through informative workshops, guest speakers and experts in those areas. Through these workshops and group activities, young women will be supported in their journey through financial literacy and self employment, personal defense and awareness, employment readiness and advancement, an understanding of democratic participation (municipal, provincial and federal), leadership training and community mentorship. Participants will attend two workshops a month, the first of which will be geared towards youth participants, the second will be for youth and their female family members. This project will strengthen the family unit from within and create opportunities for increased participation of women in their communities. The program will be promoted to all newcomer young women, along with resident Canadians who could benefit from the training. The organization has identified a need to assist young women in becoming independent strong leaders in their community. The organization will partner with Leadership Windsor-Essex to provide effective knowledge transfer through the internet.</p> <p>Ce projet de 14 mois appuie les trois secteurs prioritaires grâce à un programme structuré offrant des possibilités d'apprentissage à les jeunes femmes âgées de 14 à 24 ans et à leur famille (mère, sœurs, tantes, etc.). Chaque secteur prioritaire est réparti en trois modules (chacun d'une durée de quatre mois) et donnera lieu à des ateliers d'information, des conférences et des interventions d'experts dans les domaines visés. Ces ateliers et activités collectives permettront de venir en aide aux jeunes femmes qui veulent parfaire leur éducation financière, travailler à leur compte, assurer leur autodéfense, accroître leur conscience de soi, augmenter leur préparation à l'emploi et à obtenir de l'avancement, comprendre la participation à la vie démocratique (à l'échelle municipale, provinciale et fédérale), recevoir une formation en leadership et obtenir du mentorat communautaire. Les participantes assisteront à deux ateliers par mois; le premier s'adressera aux jeunes, alors que le deuxième s'adressera aux jeunes et aux membres féminins de leur famille. Le projet renforcera l'unité familiale à partir de l'intérieur et permettra d'accroître la participation des femmes au sein de leur collectivité. La promotion du programme sera faite auprès des jeunes immigrantes et des Canadiennes qui pourraient bénéficier de la formation qui sera offerte. L'organisation a cerné un besoin d'aider les jeunes femmes à devenir des chefs de file fortes et indépendantes au sein de leur collectivité. Elle établira un partenariat avec Leadership Windsor-Essex en vue d'assurer la transmission efficace du savoir grâce à l'Internet.</p>	Economic	\$87,626
6	2009-2010	West / Ouest SWOVA Community Development and Research Society	Pass It On: Women and Girls Working Together for Health and Safety, Phase II [Faites-le savoir : des femmes et des filles travaillent ensemble à obtenir la santé et la sécurité, phase II]	<p>This 15 month project will build on a previous phase of Pass It On: Safety for Girls and Young Women. The organization will offer a supervised mentoring program to girls at risk in the rural and geographically isolated British Columbia communities of Valemount / McBride, Prince George, Kamloops, and Uluetlet. They will foster leadership among young women through training to act as mentors for younger girls and co-facilitators of violence prevention workshops. The organization will encourage women and girls to become project advisors, which will require them to use their leadership skills. The organization will also strive to build community partnerships to prevent violence against girls and young women.</p> <p>Ce projet de 15 mois misera sur les résultats de la première phase. L'organisation offrira un programme de mentorat supervisé aux jeunes filles à risque vivant des régions rurales et des régions isolées de la Colombie-Britannique comme Valemount / McBride, Prince George, Kamloops, Cowichan, Uluetlet et Southern Gulf Island. Elle favorisera le développement du leadership chez ces jeunes femmes en leur donnant une formation qui leur permettra de jouer le rôle de mentors auprès de jeunes filles et celui de coanimatrices d'ateliers sur la prévention de la violence. L'organisation encouragera les femmes et les jeunes filles à devenir conseillères de projet, ce qui les obligera à utiliser leurs compétences en leadership. L'organisation essaiera également d'établir des partenariats avec la collectivité afin de prévenir la violence faite aux filles et aux jeunes femmes.</p>	Violence	\$100,000

Year Approved / Année d'approbation	Region / Région	Name of Organization / Nom de l'organisation	Project Title / Titre du projet	Project Description / Description du projet	Priority Area / Domaine prioritaire	Approved Funding / Financement approuvé
2009-2010	National	Girl Guides of Canada Guides du Canada	Girls for Safer Communities [Des filles travaillent à bâtir des collectivités sûres].	<p>The project will focus on leadership development, community involvement and safety for women and girls. Girl Guides of Canada, in collaboration with METRAC (the Metropolitan Action Committee on Violence Against Women and Children), will develop an adaptable Community Safety Audit tool that can be used by girls aged 5 and over across Canada. Peer facilitators, trained in leadership and social organizing skills, will facilitate workshops on the Community Safety Audits through provincial affiliates in all parts of Canada (\$481,300). SUPPLEMENT: Leadership and civic participation activities taking place across the country in support of Girl Guides of Canada's 100th Anniversary. 45,000 girls and young women from all provinces will develop, organize and implement community based activities to celebrate the organization's "National Rally Day". Guides will develop service projects relating to this theme and will be encouraged to engage in discussions with their community leaders to develop a local strategy for eradicating hunger and poverty in their communities. (\$60,000)</p> <p>Le projet proposé mettra l'accent sur l'apprentissage du commandement, la participation communautaire et la sécurité des femmes et des filles. Les Guides du Canada, en collaboration avec METRAC (le comité d'action du Grand Toronto contre la violence envers les femmes et les enfants), mettront au point un outil souple d'étude de la sécurité communautaire, que pourront utiliser les filles de cinq ans et plus partout au Canada. Les sections affiliées dans toutes les provinces offriront des ateliers sur les études de sécurité, qui seront animés par des pairs ayant suivi une formation en direction et en organisation sociale. (481 300 \$) SUPPLEMENT: Des activités de leadership et de participation communautaire seront organisées à l'échelle du pays, dans le cadre du 100e anniversaire des Guides du Canada. Au total, 45 000 jeunes filles et jeunes femmes de toutes les provinces participeront à l'élaboration, à l'organisation et à la réalisation d'activités communautaires pour célébrer la Journée du rallye national. Les Guides élaboreront des projets de service portant sur ce thème et seront invitées à participer à des discussions avec leurs dirigeants communautaires en vue de l'élaboration d'une stratégie locale permettant d'enrayer la faim et la pauvreté dans leur collectivité. (60 000 \$)</p>	Leadership	\$541,300
2009-2010	Atlantic / Atlantique	Partners for Youth Inc.	Building Opportunity – Leadership Development for Young Women to Eliminate Relationship Violence [Créer des débouchés : faire des jeunes femmes des meneuses pour prévenir la violence amoureuse]	<p>This 24-month project will build on the success of a previous project administered by Making Waves/Vague par Vague to enhance young women's involvement in violence prevention strategies. This project will increase young women and men, will oversee the creation, development and delivery of a model approach in English and French communities and one chosen Aboriginal community. They will then create an opportunity for everyone involved to come together in a provincial conference to discuss best practices; build capacity and share information and results. Youth will create a sustainable framework for provincial youth-centered relationship violence prevention directed by community action teams and led by young women. This initiative will have a sustainable impact by contributing to a "zero tolerance" environment for dating violence.</p> <p>Ce projet d'une durée de 24 mois mettra à profit la réussite d'un projet antérieur administré par l'organisme Vague par Vague et conçu pour accroître la participation des jeunes femmes à l'élaboration de stratégies de prévention de la violence. Le projet permettra d'accroître les possibilités de leadership des jeunes femmes dans le cadre des stratégies d'intervention communautaire. Un cabinet formé de 12 jeunes femmes et jeunes hommes supervisera la conception, l'élaboration et la mise en œuvre d'une approche modèle au sein de collectivités francophones et anglophones et d'une collectivité autochtone. Tous les intervenants participeront ensuite à une conférence provinciale au cours de laquelle ils pourront discuter de pratiques exemplaires, assurer le renforcement des capacités et partager des renseignements et des résultats. Les jeunes élaboreront un cadre durable pour la prévention de la violence amoureuse chez les jeunes à l'échelle provinciale; ce cadre relèvera d'équipes d'intervention communautaire et sera dirigé par de jeunes femmes. Cette initiative aura une incidence durable puisqu'elle contribuera à l'établissement d'un environnement « tolérance zéro » en ce qui a trait à la violence amoureuse.</p>	Violence	\$106,866

7

8

Year Approved / Année d'approbation	Region / Région	Name of Organization / Nom de l'organisation	Project Title / Titre du projet	Project Description / Description du projet	Priority Area / Domaine prioritaire	Approved Funding / Financement approuvé
9	Ontario	Urban Alliance on Race Relations / Alliance urbaine sur les relations interraciales	Making Noise Media and Accountability Project [Projet de responsabilisation des médias « Faire grand bruit »]	<p>Young women from eight neighbourhoods across the city of Toronto will gain the tools to act as leaders, challenge gender violence and mentor their peers. Youth workers from across the city will learn to support participants, receiving specific training regarding gender-based violence and concrete skills to challenge it. Young women will become peer facilitators, bringing their knowledge of gender violence prevention to male peers. Ultimately, youth (male and female) will act as ambassadors to launch a campaign against gender violence, specifically street harassment. The project will culminate in a two-day community accountability event where youth and community leaders are challenged to take action against violence and share best practices for addressing gender violence.</p> <p>Les jeunes femmes provenant de huit quartiers de la ville de Toronto obtiendront les outils nécessaires pour jouer le rôle de leaders, contester la violence sexospécifique et servir de mentors auprès de leurs pairs. Quatre-vingts travailleurs des services à la jeunesse provenant de l'ensemble de la ville apprendront à venir en aide aux participantes en recevant une formation précise en matière de violence sexospécifique et en obtenant les aptitudes concrètes nécessaires pour y mettre fin. Les jeunes femmes deviendront des animatrices et transmettront leurs connaissances en matière de prévention de la violence sexospécifique à leurs pairs de sexe masculin. En fin de compte, les jeunes (hommes et femmes) joueront le rôle d'ambassadeurs en vue du lancement d'une campagne contre la violence sexospécifique et, plus particulièrement, contre le harcèlement sur la rue. Le point culminant du projet sera une activité de responsabilisation communautaire de deux jours au cours de laquelle les jeunes et les dirigeants communautaires seront mis au défi de prendre des mesures contre la violence et de partager des pratiques exemplaires pour combattre la violence sexospécifique.</p>	Violence	\$240,300
10	Atlantic / Atlantique	PEI Coalition for Women in Government Inc.	Supporting Democratic Participation of PEI's Women and Girls [Promouvoir la participation démocratique des femmes et des filles de l'Île-du-Prince-Édouard]	<p>This 36-month project will ensure that the diverse experiences of Prince Edward Island's women are considered in government decision-making. Taking a skills-building approach including various workshops, group discussions and a three-day forum with experienced leaders, this project will provide women and girls with knowledge on work-life balance and all the necessary support to run for elected office and/or take on other leadership roles in their communities. The group will also collaborate with the Girl Guides of Prince Edward Island to develop two "Girls Parliaments" to encourage girls to play a leading role in their communities. Women and girls will be empowered to fully participate in democratic life by bringing their experience and perspective to decision and policy-making tables.</p> <p>Ce projet de 36 mois permettra de faire en sorte que les processus décisionnels gouvernementaux tiennent compte des expériences variées des femmes de l'Île-du-Prince-Édouard. Ce projet sera axé sur l'acquisition des compétences par le biais de divers ateliers, groupes de discussion et un forum de trois jours avec des dirigeantes d'expérience. Les femmes et jeunes filles auront ainsi la possibilité d'acquies des connaissances sur la conciliation travail-famille et d'obtenir toute l'aide dont elles ont besoin pour se présenter aux élections ou jouer un rôle de chef de file au sein de leurs collectivités. Le groupe collaborera également avec les Guides de l'Île-du-Prince-Édouard pour organiser deux « parlements de jeunes filles » dont le but sera d'encourager les jeunes filles à jouer un rôle de chef de file au sein de leurs collectivités. Les femmes et les jeunes filles participantes seront outillées pour participer pleinement à la vie démocratique en mettant à profit leur expérience et leur point de vue dans les processus de prise de décisions et d'élaboration de politiques.</p>	Leadership	\$197,960

Year Approved / Année d'approbation	Region / Région	Name of Organization / Nom de l'organisation	Project Title / Titre du projet	Project Description / Description du projet	Priority Area / Domaine prioritaire	Approved Funding / Financement approuvé
11	Ontario	YWCA Cambridge	Girls Leadership Project (GLP) [Projet d'apprentissage de la responsabilité pour les adolescentes]	<p>This 24-month project will provide leadership opportunities for girls aged 12-18 years that are girl-led, strength-based and girl-focused. The first phase of the project will focus on the development of leadership skills and abilities for young women using local community women leaders as mentors and role models. The second phase of the project will see the participants using their voices to raise awareness in their community. Participants will develop, plan, and implement the project activities, based on the interests and needs of girls in the community.</p> <p>Ce projet de 24 mois offrira à des adolescentes de 12 à 18 ans des occasions d'acquies des compétences en animation dans le cadre d'activités animées par des adolescentes, fondées sur la force et axées sur les adolescentes. La première phase du projet cherchera avant tout à permettre aux participantes d'acquies diverses compétences grâce à l'exemple de femmes bien en vue dans la collectivité, qui joueront auprès d'elles le rôle de mentores. La deuxième phase leur permettra de s'exprimer pour sensibiliser leur milieu. Les participantes élaboreront, planifieront et réaliseront les activités du projet en fonction de leurs intérêts et des besoins des adolescentes de leur collectivité.</p>	Leadership	\$145,167
12	National	Plan Canada	Because I am a Girl Clubs [Clubs « Parce que je suis une fille »]	<p>The 36-month project aims to establish a network of girl-led clubs across Canada to empower girls and young women to assume leadership roles in their schools and communities. The project will provide an opportunity for girls between the ages of 12 and 18 to gain an increased understanding of the links between domestic and international girl-relevant issues and become global civic actors. Based on the knowledge and skills gained, the Club members will implement youth-led activities in their schools and communities to increase awareness of gender-based discrimination and barriers girls face nationally and internationally, and opportunities for change. Throughout the project, the organization will focus on building partnerships with school boards to encourage the integration of the project in support of building girls programming in schools across the country.</p> <p>Le projet de 36 mois vise à établir un réseau national de clubs dirigés par des filles afin de donner aux filles et aux jeunes femmes les moyens d'occuper des postes de responsabilité au sein de leurs écoles et collectivités. Le projet donnera à des filles de 12 à 18 ans l'occasion de mieux comprendre les liens entre les enjeux nationaux et internationaux se rapportant aux filles et de devenir des citoyennes du monde. Grâce aux connaissances et aux compétences acquises, les membres du club mettront en œuvre des activités dirigées par des jeunes dans leur école et leur collectivité, afin de faire mieux connaître la discrimination fondée sur le sexe et les obstacles que doivent surmonter les filles au pays et à l'étranger ainsi que les occasions de changement. Tout au long du projet, l'organisme axera ses efforts sur l'établissement de partenariats avec les conseils scolaires en vue d'encourager l'intégration du projet à l'appui de la mise en place de programmes destinés aux filles dans les écoles d'un bout à l'autre du pays.</p>	Leadership	482,110
13	National	Canadian Women's Foundation / Fondation canadienne des femmes	Building the Field of Teen Violence Prevention Programs [Renforcer les programmes de prévention de la violence et de promotion des relations saines qui s'adressent aux adolescentes et aux adolescents]	<p>This 24-month project will bring together youth and youth representatives from across Canada who have participated in projects funded by the Canadian Women's Foundation under its Healthy Relationships Program over the past five years, in order to share best practices in building healthy relationships and in changing attitudes towards women and girls. These identified best practices will be disseminated among the organizations present and thousands of youth served by them. Canadian Women's Foundation will then conduct a follow-up and evaluation to measure the impact of the knowledge transfer. Additionally, a special youth advisory council will be formed and will assist in the development of the national meeting, the lead-up and follow-up.</p> <p>Ce projet de 24 mois réunira des jeunes et des porte-parole des jeunes de partout au Canada qui ont participé, au cours des cinq dernières années, à des projets financés par la Fondation canadienne des femmes, dans le cadre de son programme Relations saines. On mettra en commun les pratiques exemplaires pour établir de saines relations et changer les mentalités à l'égard des femmes et des filles. Les pratiques exemplaires ayant été cernées seront communiquées aux organismes représentés et aux milliers de jeunes qui reçoivent leurs services. La Fondation canadienne des femmes effectuera ensuite une évaluation afin de mesurer l'incidence du transfert des connaissances. De plus, un conseil consultatif spécial, formé de jeunes, sera mis sur pied. Ce conseil participera à l'organisation de la réunion nationale ainsi qu'à l'avant-réunion et au suivi.</p>	Violence	558,800

Year Approved / Année d'approbation	Region / Région	Name of Organization / Nom de l'organisation	Project Title / Titre du projet	Project Description / Description du projet	Priority Area / Domaine prioritaire	Approved Funding / Financement approuvé
14	West / Ouest	Eva BC	Lions Share: Violence Against Women Education [Les Lions font leur part : Sensibilisation à la violence faite aux femmes]	<p>This 36-month project will seek to reduce violence against women and girls by joining with the BC Lions to increase the understanding of the impact of men's violence against women. The project will focus on educating bystanders, and more specifically youth from grades 8 to 12, about what they can do to take a stand to prevent and stop violence against women. Although this project will target both genders, a particular emphasis will be put on engaging boys and men, including football coaches and their teams, with a view of promoting greater understanding that violence against women is not solely a women's issue but also an issue of concern to men. The project will use a multi-prong approach to build awareness and positively impact behaviours, including the development and delivery of school-based interactive educational workshops about gender-based violence facilitated by BC Lions players, training presented to adult football coaches, a multimedia campaign featuring the BC Lions, the development and distribution of a film and viewer's guide directed at youth. The strategies will culminate in a symposium where learnings, tools, and other best practices will be shared with key stakeholders from across the province and with other jurisdictions.</p> <p>Ce projet de 36 mois cherchera à réduire la violence faite aux femmes et aux filles en partenariat avec l'équipe des Lions de la C.-B. afin de faire mieux comprendre l'incidence de la violence des hommes contre les femmes. Le projet visera principalement à sensibiliser les témoins de la violence, tout particulièrement les jeunes de la 8e à la 12e année, aux mesures qu'elles et ils peuvent prendre pour prévenir la violence envers les femmes et y mettre fin. Même si ce projet ciblera les deux sexes, on tâchera tout particulièrement de faire participer les garçons et les hommes, y compris les entraîneurs de football et leurs équipes, afin de leur faire mieux comprendre que la violence faite aux femmes n'est pas seulement un problème se rapportant aux femmes, mais un enjeu dont les hommes aussi doivent se préoccuper. Le projet reposera sur une démarche à volets multiples pour influencer positivement les comportements. À cette fin, on élaborera et organisera des ateliers éducatifs et interactifs sur la violence sexiste qui seront présentés dans les écoles par des joueurs des Lions de la C.-B. On donnera une formation sur cette question aux entraîneurs de football. On mènera une campagne multimédia qui mettra en vedette les Lions de la C.-B. Enfin, on produira et distribuera un film accompagné d'un guide d'écoute qui sera axé sur les jeunes. Le projet se terminera par un colloque où les connaissances acquises, des outils et d'autres pratiques exemplaires seront échangés avec les principales intervenantes et les principaux intervenants de la Colombie-Britannique et d'autres provinces ou territoires.</p>	Violence	541,900
15	Ontario	Women's Support Network of York Region	Blueprint Theme 5. Using gender-based analysis to improve community safety [Projet-modèle — Theme 5 : Améliorer la sécurité des collectivités grâce à l'analyse comparative entre les sexes]	<p>This 24 month project takes an innovative approach in the promotion of community safety by addressing the needs of young girls at risk of sexual exploitation and human trafficking in the York Region. The project will focus on the development of inter-agency protocols, guidelines and best practices to ensure appropriate responses by service providers to intra-regional trafficking of young girls and women. The project is undertaking innovative prevention work by targeting business owners across the region through workshops which help them recognize the signs of exploitation and human trafficking. Results will be shared with organizations working on similar issues.</p> <p>Ce projet de 24 mois utilise une approche novatrice pour promouvoir la sécurité communautaire, en répondant aux besoins des jeunes filles à risque d'exploitation sexuelle et de traite des personnes dans la région de York. Le projet mettra l'accent sur l'élaboration de protocoles interorganismes, de lignes directrices et de pratiques exemplaires pour s'assurer que les prestataires de services réagissent de manière appropriée à la traite intrarégionale des jeunes filles et des femmes. Le projet utilise des méthodes de prévention innovatrices en ciblant les propriétaires d'entreprises de la région par l'entremise d'ateliers qui les aident à reconnaître les signes d'exploitation et de traite des personnes. Les résultats seront communiqués à d'autres organismes qui traitent des enjeux.</p>	Violence	\$213,574

Year Approved / Année d'approbation	Region / Région	Name of Organization / Nom de l'organisation	Project Title / Titre du projet	Project Description / Description du projet	Priority Area / Domaine prioritaire	Approved Funding / Financement approuvé
16	West / Ouest	Antidote: Multiracial Girls and Women's Network	Blueprint Theme 6. Engaging youth in preventing violence against women and girls [Projet-modèle — Theme 6 : Impliquer les jeunes dans la prévention de la violence faite aux filles et aux femmes]	<p>This project will develop/adapt approaches to engaging youth in violence prevention in southern Vancouver Island. The main target population of the project will be women and girls, with at least one program for boys and young men. Working with these youth, the project will develop culturally sensitive, participatory, youth-led, arts-based and multi-media programs that empower youth to name the realities of violence in their own voice and to communicate this reality to others. Intergenerational and youth advisory committees will be established to guide the development and evaluation of the project. The organization will also partner with organizations serving immigrant and indigenous women/girls and youth in southern Vancouver Island.</p> <p>Dans le cadre de ce projet d'une durée de 24 mois, on concevra et adaptera des approches pour impliquer les jeunes dans la prévention de la violence dans le sud de l'île de Vancouver. Les femmes et les filles seront la principale population cible du projet; au moins un programme s'adressera aux garçons et aux jeunes hommes. Ce projet vise à élaborer avec ces jeunes des programmes participatifs, respectueux des différences culturelles, dirigés par des jeunes et fondés sur les arts et les médias, qui donneront aux jeunes les moyens d'exprimer la réalité de la violence dans leurs propres mots et de faire connaître cette réalité à d'autres. On créera des comités intergénérationnels et des comités consultatifs de jeunes pour orienter l'élaboration et l'évaluation du projet. L'organisme s'associera aussi à d'autres organismes au service des femmes et de la jeunesse des milieux immigrants et autochtones du sud de l'île de Vancouver.</p>	Violence	\$115,764
17	West / Ouest	Check Your Head: The Youth Global Education Network	Blueprint Theme 6. Engaging youth in preventing violence against women and girls [Projet-modèle — Theme 6 : Impliquer les jeunes dans la prévention de la violence faite aux filles et aux femmes]	<p>This 24 month project will develop/adapt approaches to engaging youth in violence prevention. Youth will identify issues of violence affecting girls and young women in their communities, expand their knowledge of these issues, develop leadership skills, and deliver innovative youth-led projects to address the issues within their communities. The specific target population for this project will be youth in communities in British Columbia, specifically in Aboriginal and northern communities. Peer facilitators and mentors, young women and men aged 18-25, will receive enhanced training in facilitation skills, gender-based analysis, and issue-based knowledge on violence against women in order to work effectively with youth in their communities.</p> <p>Dans le cadre de ce projet d'une durée de 24 mois, on concevra et adaptera des approches pour impliquer les jeunes dans la prévention de la violence. Des jeunes détermineront comment la violence touche les filles et les jeunes femmes dans leur collectivité, amélioreront leur connaissance du problème, feront l'acquisition de compétences d'animation et dirigeront des projets novateurs visant à éliminer cette violence dans leur collectivité. Les jeunes des collectivités de la Colombie-Britannique, particulièrement dans les collectivités autochtones et nordiques, constitueront la population cible de ce projet. Des femmes et des hommes de 18 à 25 ans offriront des services d'animation et de mentorat. Pour ce faire, ils recevront une formation poussée en animation et en analyse comparative entre les sexes, et acquerront des connaissances sur les enjeux relatifs à la violence faite aux femmes afin d'intervenir efficacement auprès des jeunes de leur collectivité.</p>	Violence	\$81,280
18	Atlantic / Atlantique	Collectivité ingénieuse de la Péninsule acadienne (CIPA) Inc.	Blueprint Theme 6. Engaging youth in preventing violence against women and girls [Projet-modèle — Theme 6 : Impliquer les jeunes dans la prévention de la violence faite aux filles et aux femmes]	<p>Dans le cadre de ce projet de 24 mois, on concevra et adaptera des approches de prévention de la violence. Des jeunes des collectivités acadiennes et francophones du Nouveau-Brunswick détermineront comment la violence touche les filles et les jeunes femmes dans leur collectivité, amélioreront leur connaissance du problème, feront l'acquisition de compétences d'animation et dirigeront des projets novateurs visant à éliminer cette violence dans leur collectivité. Le projet sera mené par des jeunes femmes de 14 à 21 ans qui utiliseront des technologies innovatrices pour communiquer et collaborer avec les jeunes de leur communauté.</p> <p>This 24-month project will develop or adapt violence prevention approaches. Young people from New Brunswick's Acadian and francophone communities will determine how violence affects girls and young women in their community, expand their understanding of the issue, develop leadership skills and run innovative projects for eliminating this violence in their communities. The project will be run by young women aged 14 to 21 who will use innovative technologies to communicate and work with the young people in their communities.</p>	Violence	\$195,644

Year Approved / Année d'approbation	Region / Région	Name of Organization / Nom de l'organisation	Project Title / Titre du projet	Project Description / Description du projet	Priority Area / Domaine prioritaire	Approved Funding / Financement approuvé
19	2010-2011	Québec Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle	Blueprint Theme 6. Engaging youth in preventing violence against women and girls [Projet-modèle — Thème 6 : Impliquer les jeunes dans la prévention de la violence faite aux filles et aux femmes]	<p>Ce projet de 24 mois prévoit la conception et l'adaptation de modèles d'implication des jeunes selon les réalités à partir d'outils s'adressant aux jeunes qui traitent de sujets tels que l'hypermésexualisation et l'exploitation sexuelle. Ce projet qui s'adresse aux jeunes, sera mis en œuvre par les jeunes. Il vise à accroître leurs connaissances de la problématique, acquérir des compétences pour animer des groupes et diriger des projets novateurs visant à éliminer la violence dans leur collectivité. Des filles issues de communautés minoritaires et racisées des quartiers les plus défavorisés de Montréal (St-Michel, Montréal-Nord et Parc-Extension) seront touchées par ce projet. Le groupe compte également rejoindre d'autres régions canadiennes, en particulier l'Ontario, où il existe un réseau francophone.</p> <p>This 24-month project plans to develop and adapt models for involving youth based on realities using tools intended for young people dealing with issues such as hypersexualization and sexual exploitation. This project, which is intended for young people, will be run by young people. It seeks to expand their knowledge of the issues, acquire skills for leading groups and running innovative projects for eliminating violence in their communities. Girls from minority and racialized communities in Montreal's most underprivileged neighbourhoods (St-Michel, Montréal-Nord and Parc-Extension) will be targeted by this project. The group also plans to reach other Canadian regions, especially Ontario, where there is a francophone network.</p>	Violence	\$270,348
20	2010-2011	West/Ouest Justice Education Society of BC	Blueprint Theme 6. Engaging youth in preventing violence against women and girls [Projet-modèle — Thème 6 : Impliquer les jeunes dans la prévention de la violence faite aux filles et aux femmes]	<p>This 24-month project will develop/adapt approaches to engaging youth in violence prevention. Youth who are active in social justice-related school projects and clubs will be trained and supported as community leaders. The target population will be both boys and girls in grades 6 to 12, including immigrant and Aboriginal youth in Greater Vancouver, Vancouver Island, Okanagan, and the Northern Region. The project will link in with an existing campaign, "We Can End All Violence Against Women BC Campaign", which actively employs gender-based analysis and community leadership for violence prevention. As the campaign is run by a coalition of organizations serving diverse communities, the project will benefit from the support of a pre-established network of partners which includes women's groups, teachers, service agencies and others. Youth will identify issues of violence affecting girls and young women in their communities, expand their knowledge of these issues, develop leadership skills, and deliver innovative youth-led project to address the issues within their communities.</p> <p>Dans le cadre de ce projet d'une durée de 24 mois, on concevra et adaptera des approches pour impliquer les jeunes dans la prévention de la violence. Des jeunes qui participent activement, en milieu scolaire, à des projets et à des clubs ayant trait à la justice sociale recevront une formation et du soutien pour devenir une force d'entraînement dans la collectivité. Le projet ciblera les élèves de la 6e à la 12e année, y compris les jeunes autochtones et les jeunes du milieu immigrant, dans la région métropolitaine de Vancouver, l'île de Vancouver, l'Okanagan et le nord de la province. Le projet établira des liens et avec la campagne « We Can End All Violence Against Women BC Campaign » [Nous pouvons mettre un terme à la violence contre les femmes], qui utilise activement l'analyse comparative entre les sexes et qui fait appel aux responsables locaux pour prévenir la violence. Puisque la campagne est menée par une coalition d'organismes au service de diverses communautés, le projet profitera de l'appui d'un réseau existant de partenaires, qui comprend entre autres des groupes de femmes, des enseignantes et des enseignants, et des organismes de services. Des jeunes détermineront comment la violence touche les filles et les jeunes femmes dans leur collectivité, amélioreront leur connaissance du problème, feront l'acquisition de compétences d'animation et dirigeront des projets novateurs visant à éliminer cette violence dans leur collectivité.</p>	Violence	\$200,000

Year Approved / Année d'approbation	Region / Région	Name of Organization / Nom de l'organisation	Project Title / Titre du projet	Project Description / Description du projet	Priority Area / Domaine prioritaire	Approved Funding / Financement approuvé
21	Ontario	Lanark County Interval House	<p>Blueprint Theme 6. Engaging youth in preventing violence against women and girls "My Webworld: Truth for Rural Youth"</p> <p>[Projet-modèle — Thème 6 : Impliquer les jeunes dans la prévention de la violence faite aux filles et aux femmes [Ma toile à moi : la vérité pour les jeunes en milieu rural]</p>	<p>This 24 month project will engage youth aged 12-18 in the communities of Perth, Smith Falls, Carleton Place, Mississippi Mills, and rural areas of Lanark County using web-based technology to raise awareness on the issue of violence against women and girls. Youth will identify topics of concern (such as cyber-safety, bullying, and sexualized violence) which will inform the development of an interactive website, discussion forum and other web resources. Workshops and training sessions will take place to further explore topics of concern. Partnerships with local resources providing free internet access are in place to ensure access to the tools and resources developed throughout the project.</p> <p>Ce projet de 24 mois intitulé « My Webworld: Truth for Rural Youth » [Ma toile à moi : la vérité pour les jeunes en milieu rural] mobilisera, au moyen de technologies en ligne, des jeunes de 12 à 18 ans des localités de Perth, Smith Falls, Carleton Place et Mississippi Mills ainsi que des régions rurales du comté de Lanark pour les sensibiliser au problème de la violence faite aux femmes et aux filles. Les jeunes cibleront des questions préoccupantes (telles que la cybersécurité, l'intimidation et la violence sexualisée) qui inspireront la production d'un site Web interactif, de forums de discussion et d'autres ressources en ligne. On organisera des ateliers et des séances de formation pour approfondir les questions préoccupantes. On a mis en place des partenariats avec des ressources locales pour offrir un accès gratuit à Internet afin de garantir la disponibilité des outils et des ressources élaborés tout au long du projet.</p>	Violence	\$200,000
22	Ontario	METRAC Metropolitan Action Committee	<p>Blueprint Theme 6. Engaging youth in preventing violence against women and girls [Projet-modèle — Thème 6 : Impliquer les jeunes dans la prévention de la violence faite aux filles et aux femmes]</p>	<p>This 24 month project will engage marginalized youth aged 15 to 18 years in the Greater Toronto Area in violence prevention. A needs assessment and gender based analysis will be conducted in order to identify issues of violence affecting girls and young women in the community. Training and mentorship will be provided to young women in order to lead the project. A recognized peer-to-peer approach will be used in order to influence and mentor other youth. Project results will be shared with other organizations working to address similar issues.</p> <p>Ce projet de 24 mois mobilisera des jeunes de 15 à 18 ans de la région du Grand Toronto en faveur de la prévention de la violence. On procédera à une évaluation des besoins et à une analyse comparative entre les sexes afin de cerner les problèmes de violence qui touchent les filles et les jeunes femmes de la collectivité. On offrira aux jeunes femmes une formation et du mentorat pour leur permettre d'animer le projet. On utilisera une approche éprouvée de travail entre pairs afin d'influencer et de mentorer d'autres jeunes. Les résultats du projet seront communiqués à d'autres organismes qui cherchent à régler des problèmes semblables.</p>	Violence	\$200,000

Year Approved / Année d'approbation	Region / Région	Name of Organization / Nom de l'organisation	Project Title / Titre du projet	Project Description / Description du projet	Priority Area / Domaine prioritaire	Approved Funding / Financement approuvé
23	Atlantic / Atlantique	Resource Centre for Youth (TRC) of Greater Saint John	Blueprint Theme 6. Engaging youth in preventing violence against women and girls [Projet-modèle — Thème 6 : Impliquer les jeunes dans la prévention de la violence faite aux filles et aux femmes]	<p>This 24-month project will develop/adapt approaches to engaging youth in violence prevention. The project will target the population of Saint John, New Brunswick, with a focus on five low-income neighbourhoods. Youth will identify the issues of violence affecting girls and young women in their communities, expand their knowledge of these issues, develop leadership skills, and deliver innovative youth-led projects to address the issues within their communities. This project will build on existing community youth engagement programs to empower young women and young men to become involved in their community and break the generational cycle of violence. Participants in this project will be able to transfer the acquired knowledge and skills to their families and communities. In partnership with Vibrant Communities Saint John, practices will be shared with other communities in an effort to expand the scope of impact.</p> <p>Dans le cadre de ce projet d'une durée de 24 mois, on concevra et adaptera des approches pour impliquer les jeunes dans la prévention de la violence. Le projet ciblera la population de Saint John, au Nouveau-Brunswick, particulièrement celle de cinq quartiers à faible revenu. Des jeunes détermineront comment la violence touche les filles et les jeunes femmes dans leur collectivité, amélioreront leur connaissance du problème, feront l'acquisition de compétences d'animation et dirigeront des projets novateurs visant à éliminer cette violence dans leur collectivité. Le projet fera fond sur les programmes de participation des jeunes existant dans la collectivité afin de donner aux jeunes femmes et aux jeunes hommes les moyens de s'engager dans leur collectivité et de rompre le cycle générationnel de la violence. Les participantes et les participants à ce projet seront en mesure de transférer les connaissances et les compétences acquises à leur famille et à leur collectivité. En partenariat avec Vibrant Communities Saint John, les pratiques seront communiquées à d'autres collectivités dans le but d'élargir la portée du projet.</p>	Violence	\$189,400
24	Ontario	Social Services Network for the York Region	Blueprint Theme 6. Engaging youth in preventing violence against women and girls [Projet-modèle — Thème 6 : Impliquer les jeunes dans la prévention de la violence faite aux filles et aux femmes]	<p>This 24-month project will engage South Asian youth in the York Region in addressing the issue of violence in their community. Youth will receive training in order to organize and facilitate workshops on the issue of violence against South Asian girls, teens, and young women. Potential topics could include: honour-based violence, silence associated with violence against women in South Asian communities, and forced marriage. Workshops will be delivered to other community youth and their families in places of worship, South Asian organizations, and other relevant local-level mainstream service sector organizations. Results will be shared with organizations working on similar issues.</p> <p>Ce projet de 24 mois engagera des jeunes Sud-Asiatiques de la région de York dans la lutte contre la violence au sein de leur communauté. Les jeunes recevront une formation afin d'organiser et d'animer des ateliers sur la violence contre les filles, les adolescentes et les jeunes femmes sud-asiatiques. On pourrait entre autres se pencher sur des questions telles que la violence perpétrée au nom de l'honneur, le silence associé à la violence faite aux femmes dans les communautés sud-asiatiques et le mariage forcé. Des ateliers seront offerts à d'autres jeunes de la communauté et à leur famille dans des lieux de culte, à des organismes sud-asiatiques et à d'autres organismes locaux pertinents du secteur des services. Les résultats seront communiqués à d'autres organismes qui traitent des enjeux similaires.</p>	Violence	\$200,000
25	National	The Students Commission of Canada / La Commission des étudiants du Canada	Blueprint Theme 6. Engaging youth in preventing violence against women and girls [Projet-modèle — Thème 6 : Impliquer les jeunes dans la prévention de la violence faite aux filles et aux femmes]	<p>This 24-month project will develop/adapt approaches to engaging youth in violence prevention. Youth will identify the issues of violence affecting girls and young women in their communities, expand their knowledge of these issues, develop leadership skills, and deliver innovative youth-led projects to address the issues within their communities. The project will work with Aboriginal, newcomer and visible minority girls, boys, young women and young men in four communities: Toronto, Thunder Bay and the Summer Beaver Settlement in Ontario as well as Saskatoon, Saskatchewan.</p> <p>Dans le cadre de ce projet d'une durée de 24 mois, on concevra et adaptera des approches de prévention de la violence. Des jeunes détermineront comment la violence touche les filles et les jeunes femmes dans leur collectivité, amélioreront leur connaissance du problème, feront l'acquisition de compétences d'animation et dirigeront des projets novateurs visant à éliminer cette violence dans leur collectivité. Le projet interviendra auprès des filles, des garçons, des jeunes femmes et des jeunes hommes nouvellement arrivés, autochtones ou membres d'une minorité visible, dans quatre collectivités : Toronto, Thunder Bay et le Summer Beaver Settlement, en Ontario, et Saskatoon, en Saskatchewan.</p>	Violence	\$195,300

Year Approved / Année d'approbation	Region / Région	Name of Organization / Nom de l'organisation	Project Title / Titre du projet	Project Description / Description du projet	Priority Area / Domaine prioritaire	Approved Funding / Financement approuvé
26	Ontario	Victim Services Program of Toronto Inc.	Blueprint Theme 6. Engaging youth in preventing violence against women and girls [Projet-modèle — Thème 6 : Impliquer les jeunes dans la prévention de la violence faite aux filles et aux femmes]	<p>This 24-month project will develop and adapt approaches to engaging youth ages 12 – 18 from various ethnic populations in high-priority Toronto neighborhoods in violence prevention. Building on the success of Project T.E.A.R. (Teens Ending Abusive Relationships) which is currently delivered in Toronto area schools, the project will tailor workshops to specifically address the issue of violence against women and girls which will be culturally relevant for participants, as well as appropriate for youth with disabilities. Activities will include a youth leadership program incorporating youth-led working groups to analyze community concerns. Focus groups will be held in targeted areas to identify emerging issues such as culturally-motivated violence, gang violence, sexual abuse, and bullying which will be integrated into project workshops. Project results will be shared throughout the region.</p> <p>Ce projet de 24 mois permettra d'élaborer et d'adapter diverses approches pour engager dans des activités de prévention de la violence des jeunes de 12 à 18 ans appartenant à diverses populations ethniques de quartiers prioritaires à Toronto. Le projet, qui fera fond sur la réussite du Projet T.E.A.R. (Teens Ending Abusive Relationships), actuellement offert dans des écoles torontoises, vise à présenter des ateliers conçus expressément pour prévenir la violence envers les femmes et les filles; ces ateliers seront adaptés à la culture des élèves et pourront être suivis par des élèves ayant un handicap. Les activités comprendront un programme de formation comportant des groupes de travail animés par des jeunes pour analyser les préoccupations de la collectivité. On organisera des groupes de discussion dans certains secteurs ciblés pour repérer les problèmes émergents tels que la violence commise pour des motifs culturels, la violence attribuable aux gangs de rue, les agressions sexuelles et l'intimidation. On intégrera les constatations aux ateliers du projet. Les résultats du projet seront diffusés à l'échelle de la région.</p>	Violence	\$168,000
27	Québec	Women In Cities International / « Femmes et villes internationales »	Blueprint Theme 6. Engaging youth in preventing violence against women and girls [Projet-modèle — Thème 6 : Impliquer les jeunes dans la prévention de la violence faite aux filles et aux femmes]	<p>Ce projet de 24 mois prévoit la conception et l'adaptation d'approches de prévention de la violence en lien avec le mouvement 'safe cities for women'. Le projet rejoindra des filles entre 13 et 17 ans, surtout dans les quartiers défavorisés de Montréal. Différents outils de communications seront utilisés afin que des membres de la communauté, les jeunes et d'autres organismes prennent part au projet. Le mentorat et les échanges avec les paires permettront aux jeunes d'être sensibilisés aux facteurs liés à la violence faite aux femmes ainsi qu'aux moyens de les prévenir. Le groupe va évaluer sa méthode afin de l'adapter à d'autres villes canadiennes.</p> <p>This 24-month project is intended to develop and adapt violence prevention approaches in connection with the 'safe cities for women' movement. The project will reach girls between 13 and 17 years of age, especially in Montreal's underprivileged neighbourhoods. Various communication tools will be used in order to engage community members, young people and other organizations. Mentoring and discussions with peers will educate young people about the factors connected with violence against women and the ways to prevent it. The group will evaluate its method in order to adapt it to other Canadian cities.</p>	Violence	\$199,070
28	Ontario	Women's Multicultural Resource and Counselling Centre of Durham	Blueprint Theme 6. Engaging youth in preventing violence against women and girls [Projet-modèle — Thème 6 : Impliquer les jeunes dans la prévention de la violence faite aux filles et aux femmes]	<p>This 24-month project will engage youth from diverse cultural backgrounds in the Durham region to address the issue of systemic violence in their region. A gender based analysis and needs assessment will be conducted in order to inform the project development. A number of youth will be trained as leaders to deliver a series of workshop presentations throughout the community, as well as organize community events with service providers and other relevant resource centres. Participants will gain a greater understanding of gender-based violence, will develop leadership skills, and will actively contribute to reducing incidences of violence in their community. Project tools and results will be shared throughout the region.</p> <p>Ce projet de 24 mois fera appel à des jeunes de divers horizons culturels de la région de Durham pour s'attaquer au problème de la violence systémique dans leur région. On réalisera une analyse comparative entre les sexes et une évaluation des besoins afin d'éclairer l'élaboration du projet. Un certain nombre de jeunes recevront une afin de pouvoir animer une série d'ateliers dans la collectivité et d'organiser des activités communautaires avec des prestataires de services et d'autres centres de ressources compétents. Ces jeunes apprendront à mieux connaître la violence sexiste, acquerront des compétences en animation et contribueront activement à la réduction de la violence au sein de leur collectivité. Les outils et les résultats du projet seront diffusés dans toute la région.</p>	Violence	\$75,000

Year Approved / Année d'approbation	Region / Région	Name of Organization / Nom de l'organisation	Project Title / Titre du projet	Project Description / Description du projet	Priority Area / Domaine prioritaire	Approved Funding / Financement approuvé
2010-11	Ontario	YWCA of Hamilton / YWCA de Hamilton	Blueprint Theme 6. Engaging youth in preventing violence against women and girls [Projet-modèle — Thème 6 : Impliquer les jeunes dans la prévention de la violence faite aux filles et aux femmes]	In this 24 month project, YWCA Hamilton will pilot a youth-led education, outreach and community-based model. Partnering with the White Ribbon Campaign, youth will identify the issues of violence affecting girls and young women in their communities, expand their knowledge of these issues, develop leadership skills, and address these issues within their communities. Results and lessons learned will be shared with partner organizations across Ontario and throughout Canada in support of programs that engage young men and women in violence prevention. La YWCA Hamilton fera l'essai, durant une période de 24 mois, d'un modèle jeunesse d'éducation communautaire et de prise de contact. De concert avec la Campagne du ruban blanc, des jeunes cerneront les problèmes de violence qui touchent les filles et les jeunes femmes de leur collectivité, approfondiront leur connaissance de ces problèmes, acquerront des compétences d'animation et s'attaqueront à ces problèmes au sein de leur collectivité. Les résultats et les enseignements du projet seront communiqués aux organismes partenaires en Ontario et ailleurs au Canada afin d'encourager la réalisation de programmes qui impliquent les jeunes des deux sexes dans la prévention de la violence.	Violence	\$199,974
2010-2011	Atlantic / Atlantique	Tri-County Women's Centre Society	Addressing Sexual Violence Prevention Through Civic Engagement and Resource Development	This 18-month project aims to reduce the incidence and impact of sexual violence in women and girls in the Tri-County area (South West Nova Scotia). Building on a previous project, the organization will engage young women and young men, as well as service providers and other community members, to develop resources and create opportunities to address sexual violence and hyper-sexualization. Participants increase their understanding of sexual violence and hyper-sexualization and its impact on the security of young women. A blueprint of services and programs that can be effective in the prevention and reduction of sexual violence against young women will be developed with a focus on a response protocol to help women in their communities who are victims of sexual assault. Ce projet de 18 mois vise à réduire l'incidence et les conséquences de la violence sexuelle faite aux femmes et aux filles dans le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse (région de Tri-County). Ce projet fait suite à un autre et a pour but d'impliquer jeunes femmes et jeunes hommes, ainsi que des prestataires de services et d'autres membres de la collectivité, afin de concevoir du matériel et de créer des occasions de parler de la violence sexuelle et de l'hypersexualisation. Les participantes et participants comprendront mieux la violence sexuelle et l'hypersexualisation ainsi que leurs conséquences pour la sécurité des jeunes femmes. On mettra au point un cadre de programmation et de service de nature à prévenir et à réduire efficacement la violence sexuelle contre les jeunes femmes; on s'attachera en particulier à implanter un protocole afin de pouvoir aider les victimes dans leur communauté.	Violence	\$109,593
2010-11	Atlantic / Atlantique	Antigonish Women's Resource Centre & Sexual Assault Services Association	Resisting Violence: Rural Women and Girls Take Action [Résister à la violence : les femmes et les filles des régions rurales passent à l'action]	This 27-month project will build the capacity of rural young women and young men in the Antigonish, Guysborough and Richmond counties. It will influence communities to take action against violence against women in a hyper-sexualized culture and, engage them in addressing issues such as sexual violence, cyber-violence, "sexting" and internet luring. Young women will be engaged to facilitate focus groups with adolescent girls and boys and coordinate participating youth in the development and delivery of violence prevention campaigns. Key communities will be engaged in developing comprehensive violence prevention and reduction action plans. In addition, workshops will be offered and key learnings will be shared through a provincial knowledge transfer forum. Ce projet de 27 mois renforcera les capacités des jeunes femmes et des jeunes hommes habitant en milieu rural dans les comtés d'Antigonish, de Guysborough et de Richmond. Il incitera les collectivités à agir contre la violence faite aux femmes dans une culture hypersexualisée et les mobilisera pour qu'elles luttent contre des problèmes tels que la violence sexuelle, la cyberviolence, les « sextos » et le lurre par Internet. On demandera à des jeunes femmes d'animer des groupes de discussion réunissant des adolescentes et des adoléscentes, et d'aider les jeunes participantes et participants à élaborer et à exécuter des campagnes de prévention de la violence. Des collectivités clés prendront part à la conception des plans d'action détaillés pour la prévention et la réduction de la violence. De plus, des ateliers seront offerts et les apprentissages clés seront communiqués dans une tribune provinciale de transfert des connaissances.	Violence	\$199,914

Year Approved / Année d'approbation	Region / Région	Name of Organization / Nom de l'organisation	Project Title / Titre du projet	Project Description / Description du projet	Priority Area / Domaine prioritaire	Approved Funding / Financement approuvé
2011-12	Atlantic / Atlantique	Bay St. George Status of Women Council	The GURL Project - Girls United and Ready to Lead [Le Projet des filles unies et prêtes à prendre l'initiative]	<p>The goal of the 24 month GURL project is to develop capacities among young girls and young women to become leaders in the Bay St. George area. This project will address the needs of rural girls and young women in the Bay St. region by enabling girls and women to develop leadership skills through a youth-led assessment, skills development workshops and personal action plans. The project will increase the girls' understanding of themselves, their strengths and their ability to contribute as youth leaders. Furthermore, participants will have the capacity to serve as peer supports for other youth and will have developed the abilities to lead and carry out youth initiatives in their own communities.</p> <p>Le but de ce projet de 24 mois est d'accroître les capacités d'animation en prévention de la violence chez les filles et les jeunes femmes de la région de Bay St. George, à Terre-Neuve-et-Labrador. Les filles et jeunes femmes participeront à une évaluation des besoins dirigée par des jeunes qui consiste en une série d'ateliers sur la planification, l'élaboration, la coordination et la réalisation d'initiatives pour les jeunes sur les problèmes de violence au sein de leur propre collectivité. Ces filles et jeunes femmes seront jumelées à des représentantes et représentants communautaires, puis deviendront des conseillères auprès d'autres jeunes. Elles pourront alors créer des projets dirigés par les jeunes et devenir les représentantes jeunes de divers comités communautaires où elles pourront faire valoir les problèmes prioritaires pour les jeunes. L'organisme diffusera les résultats d'évaluation, les modules des ateliers et les outils du projet aux partenaires des collectivités rurales.</p>	Leadership	\$146,200
2011-2012	West / Ouest	YWCA Vancouver	YWCA Leadership Program for Girls in Surrey [Programme d'apprentissage de la responsabilité pour les filles de Surrey, de la YWCA]	<p>The goal of this 36 month project is to empower Grade 7 girls from Surrey as they prepare to make the critical transition from elementary school to high school within the context of a city that presents many challenges and dangers for young women from this age group, particularly those from ethnic communities. The YWCA Vancouver will aim to reduce violence against young women and enhance protective factors by assisting young girls develop their leadership skills through the combined efforts of grassroots organizations in Surrey. This project uses a unique intergenerational and intercultural model of learning that turns girls' vulnerability into an opportunity for empowerment. The project includes intergenerational mentors, high school and post secondary student volunteers, timely education on girls' issues and community service learning and participation and the engagement of the parents throughout the process.</p> <p>Le but de ce projet de 36 mois est d'accroître l'autonomie des filles en septième année à Surrey, en C. B., qui se préparent à passer de l'école primaire à l'école secondaire dans un milieu urbain qui présente de nombreux défis et dangers pour les jeunes filles de ce groupe d'âge, particulièrement celles qui sont issues de communautés ethniques. Le YWCA de Vancouver travaillera à réduire la violence faite aux jeunes filles et à augmenter les facteurs de protection en aidant les jeunes filles à renforcer leur habiletés à gérer de façon autonome leur capacités de décision grâce aux efforts concertés d'organismes communautaires à Surrey. Ce projet s'appuiera sur un modèle d'apprentissage intergénérationnel et interculturel unique en son genre qui transforme la vulnérabilité des filles en occasions d'accroître leur autonomie. Le projet comprend des composantes de mentorat intergénérationnel, d'apprentissage communautaire et de service communautaire. Il fera appel à la participation de bénévoles des écoles secondaires et des établissements d'enseignement postsecondaires, afin d'éduquer en temps opportun les filles aux problèmes qui leur sont propres. Les parents seront impliqués du début à la fin du projet.</p>	Violence	\$259,550
2011-12	Québec	YWCA Montréal	J'y serai!	<p>This 36 month project focuses on the issue and various forms of violence facing girls in the transition from primary to secondary school in Montreal. It will include a high school based mentorship pilot project for girls, outreach to schools, development of a model and tools that could be replicated by schools, as well as training for school personnel to facilitate the program with both boys and girls.</p> <p>D'une durée de 36 mois, ce projet aborde la problématique de la violence — sous toutes ses formes — vécue par les filles quand elles entrent au secondaire à Montréal. Il comprendra : un projet-pilote de mentorat en milieu scolaire pour les filles, une prise de contact avec les écoles, la conception d'un modèle et d'outils qui pourront être reproduits par les écoles, ainsi que la formation de personnel scolaire afin qu'il puisse animer le programme pour les élèves des deux sexes.</p>	Violence	\$399,635

Year Approved / Année d'approbation	Region / Région	Name of Organization / Nom de l'organisation	Project Title / Titre du projet	Project Description / Description du projet	Priority Area / Domaine prioritaire	Approved Funding / Financement approuvé
2011-12	National	Girls Action Foundation / Fondation filles d'action.	Aboriginal Young Women's Leadership for Violence Prevention (Leadership de jeunes femmes autochtones pour la prévention de la violence)	<p>This 24-month project aims to strengthen Aboriginal women's leadership skills in order to address and reduce women's leadership skills in order to address and reduce violence. Through 10 youth-led projects, young Aboriginal women will develop and strengthen their leadership skills while addressing violence issues in their communities. Participants will be supported by local mentors, peers and elders in the implementation of these projects and will engage key community representatives to support the elimination of violence against women and girls. The project is based on the successful model developed by the organization which is proven to increase marginalized young women's leadership capacity and have positive impacts on their communities. The project represents a partnership between Girls Action Foundation, the Native Youth Sexual Health Network, and the Native Women's Association of Canada. These two partners who are national Aboriginal organizations, will bring extensive networks and expertise in working with Aboriginal youth to the project.</p> <p>Ce projet de 24 mois renforcera le leadership de jeunes femmes autochtones afin de les aider à répondre à la violence et à la réduire. Dans le cadre de dix projets dirigés par des jeunes dans les collectivités retenues par le Comité consultatif en début de projet, les participantes apprendront à mener et renforcer leur aptitude à ce faire pour mettre un terme aux problèmes de violence dans leur communauté. Les participantes recevront le soutien de mentores, de leurs semblables et d'aînées de leur communauté pendant la réalisation de ces projets et inciteront les représentantes et représentants communautaires clés à soutenir l'élimination de la violence faite aux femmes et aux filles. Le projet s'appuie sur un modèle éprouvé de l'organisme qui permet d'accroître les capacités des jeunes femmes marginalisées et d'avoir un effet positif sur le milieu. Ce projet se fonde sur un partenariat entre la Fondation filles d'action, le Native Youth Sexual Health Network et l'Association des femmes autochtones du Canada. Ces deux partenaires contribuent au projet le faisant profiter de leur vaste réseau national ainsi qu'une grande expérience du travail auprès des jeunes autochtones.</p>	Violence	\$159,250
2011-2012 Rural Call - Appel - Collectivités rurales	Québec	CALACS Abitibi	Reducing violence against women and girls in rural communities and small urban centres [Réduction de la violence faite aux femmes et aux filles dans les collectivités rurales et les petits centres urbains]	<p>This project will focus on young girls aged 12 to 17 from the regional county municipality of Abitibi, who are at risk of becoming victims of sexual exploitation or commercial sexual exploitation. A number of key community stakeholders will help the group develop a community plan to find solutions to combat violence against young girls in the area.</p> <p>Ce projet portera sur les jeunes filles de 12 à 17 ans de la Municipalité régionale de comté d'Abitibi, qui risquent d'être victimes d'exploitation sexuelle ou d'exploitation sexuelle commerciale. Plusieurs intervenantes et intervenants communautaires d'importance aideront le groupe à élaborer un plan communautaire pour trouver des solutions afin de remédier à la violence faite aux jeunes filles dans cette région.</p>	Violence	233,145 \$
2011-2012 Rural Call - Appel - Collectivités rurales	Atlantic / Atlantique	Partners for Youth Inc	Reducing violence against women and girls in rural communities and small urban centres [Réduction de la violence faite aux femmes et aux filles dans les collectivités rurales et les petits centres urbains]	<p>Partners for Youth, in collaboration with schools, communities and service providers, will coordinate a community response to gender-based violence in two rural areas of New Brunswick: Indian Island First Nation and Campobello Island. Young women under 18 years old will be engaged in order to understand and integrate cultural identity, increase their community engagement, and raise awareness in addressing violence against women and girls in their communities.</p> <p>Partners for Youth, en collaboration avec les écoles, les communautés et les fournisseurs de services, coordonnera une intervention communautaire contre la violence sexiste dans deux secteurs ruraux du Nouveau-Brunswick : la Première nation d'Indian Island et l'île Campobello. Nous ferons appel aux jeunes femmes de moins de 18 ans pour comprendre et intégrer l'identité culturelle, accroître leur participation communautaire et les sensibiliser à l'élimination de la violence faite aux femmes et aux filles dans leurs communautés.</p>	Violence	162,700 \$

Total: \$8,259,265

ANNEXE B

LISTE DES PROJETS MENTIONNÉS PAR LES TÉMOINS, DANS LEUR TÉMOIGNAGE, OU DANS LES MÉMOIRES

Pratiques prometteuses

Le Comité a entendu de nombreux exemples de réussite et les témoins lui ont décrit des programmes et des initiatives qu'ils jugent efficaces. Par souci de fidélité et pour illustrer l'aspect positif des résultats, nous avons reproduit textuellement, dans la mesure du possible, les descriptions données par les témoins.

PARTICIPATION

A. Obstacles à la participation féminine

- Fondation Filles d'action dirige le projet Young Women's Leadership in Rural Development, « en partenariat avec des organisations qui offrent des services aux filles et des collectivités rurales de partout au Canada. [...] Étant donné que les filles dans ces régions font face à des défis uniques et à des circonstances économiques plus difficiles, à moins de choix de carrière et d'éducation et à la nécessité de sortir de leur communauté pour obtenir une éducation postsecondaire, il leur est plus difficile d'accéder à du soutien si elles vivent dans la violence. Souvent, il y a des attentes traditionnelles fondées sur le sexe à l'égard des femmes, voulant qu'elles doivent seulement remplir leur rôle de mère, par exemple¹. » Fondation Filles d'action « travaill[e] également avec des Premières nations. S'il est vrai qu'elles font face à des défis semblables à ceux des communautés rurales, c'est-à-dire qu'elles sont isolées et dépendent des économies fondées sur les ressources, elles ont également des défis supplémentaires liés à l'histoire du colonialisme et à ses incidences sur leurs familles ainsi qu'aux difficultés causées — des obstacles à surmonter en ce qui concerne la réussite financière, le fait d'être parent, et ainsi de suite² ».
- « Le programme Power of Being a Girl [mis sur pied par le YWCA] est en fait une conférence sur la prévention de la violence qui est donnée dans plus de 25 collectivités et qui rejoint plus de 4 000 filles par année. Cette conférence met l'accent sur les questions comme des relations saines, l'image corporelle, la santé sexuelle, l'intimidation et la sécurité sur Internet³ ».
- « L'initiative Parce que je suis une fille a été lancée en 2009 pour attirer l'attention sur les défis qui attendent les filles et faire connaître leurs droits. [Le concept repose sur l'idée] qu'investir dans le développement des filles est le moyen le plus direct pour instaurer des changements sociaux à l'échelle planétaire⁴ ». Il s'agit d'« un programme d'acquisition de compétences de base qui offre aux enseignants, aux chefs de file étudiants et aux groupes communautaires un outil clé en main pour aider les filles à surmonter les obstacles se dressant sur la route de leur épanouissement. Les différents modules traitent des problèmes auxquels les filles sont confrontées et proposent des activités, des éléments de discussion, des ressources et des outils

1 Juniper Glass, directrice du développement, Fondation filles d'action, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1555.

2 *Ibid.*

3 Paulette Senior, chef de la direction générale, YWCA Canada, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1540.

4 Leanne Nicolle directrice, Engagement de la communauté, Plan International Canada Inc., *Témoignages*, 26 mars 2012, 1530.

pour appuyer les jeunes filles dans l'acquisition de chacune des compétences requises⁵ » Le projet s'appuie sur les commissions scolaires et mise sur un modèle « conçu de manière à permettre aux filles d'examiner ensemble, en toute sécurité, les sujets à l'étude de façon à s'appuyer l'une l'autre dans la quête de leur plein épanouissement⁶ ». Des modules ont été créés sur divers sujets en consultation avec le secteur privé. L'organisme a « ainsi par exemple fait appel à l'expertise de Visa pour les modules sur les connaissances financières; de Dove et Unilever pour le module sur l'amélioration de l'image de soi; d'IBM pour le module sur les technologies de l'information et la sécurité sur Internet; de Kraft Foods pour les questions touchant la nutrition; et de Coca-Cola pour le thème des femmes dans le monde des affaires. En plus de l'expertise ainsi harnachée, nous avons eu accès à des ressources financières additionnelles de telle sorte que le matériel a pu être fourni sans frais aux enseignants⁷ ».

- FemNorthNet, de l'ICREF, est « une alliance de recherche centrée sur trois communautés du Nord : La Loche, en Saskatchewan; Thompson, au Manitoba et Happy Valley-Goose Bay, au Labrador » ainsi que Labrador West⁸. « Le réseau comprend des autorités municipales, des organismes communautaires, des organismes nationaux et des chercheurs des universités des quatre coins du pays⁹. » [...] Les recherches réalisées « révèlent un besoin [...] d'investissement dans l'infrastructure sociale pour soutenir les jeunes femmes et améliorer leurs perspectives économiques, surtout dans ces communautés du Nord¹⁰ ».
- La Maison des peuples autochtones à l'Université McGill tient chaque année son « Eagle Spirit High Performance ». Celui-ci « se déroule durant une longue fin de semaine en mai, et, à cette occasion, de jeunes autochtones âgés de 13 à 17 ans de partout au pays viennent passer la fin de semaine à McGill pour se renseigner sur les carrières dans le domaine de la santé, entre autres domaines, et pour découvrir leur passion. Et les activités du camp sont beaucoup axées sur le sport, la forme physique et le bien-être global. [...] [La Maison des peuples autochtones constate] d'ailleurs que de plus en plus de participants au camp s'inscrivent à McGill¹¹ ».
- La Fédération de la jeunesse franco-ontarienne (FESFO) « a été approchée par l'ONU pour développer une série de guides dans le cadre du projet « Un monde de différence: la jeunesse en action! ». Ces guides traitent entre autres de la violence, du sexisme, du racisme, de la communication et de la résolution de conflit¹² ».
- La Coalition d'Ottawa contre la violence faite aux femmes a lancé un « programme intitulé 'D'homme à homme', qui incite les jeunes hommes à mettre fin à la violence contre les femmes en abordant des sujets comme la masculinité, la féminité, le sexisme et la violence sexuelle. C'est un programme qui éveille l'espoir et qui nous rappelle que ce ne sont pas tous les hommes qui sont violents¹³ ».

5 Leanne Nicolle, directrice, Engagement de la communauté, Plan International Canada Inc., *Témoignages*, 26 mars 2012, 1530.

6 *Ibid.*, 1535.

7 *Ibid.*

8 Jane Stinson, directrice, Projet FemNorthNet, Institut canadien de recherches sur les femmes, *Témoignages*, 28 mars 2012, 1535.

9 *Ibid.*

10 *Ibid.*

11 Paige Isaac, coordonnatrice, Maison des peuples autochtones, *Témoignages*, 4 avril 2012, 1630.

12 Jocelyne Michelle Coulibaly, représentante de la région d'Ottawa, Conseil de représentation, Fédération de la jeunesse franco-ontarienne, *Témoignages*, 2 avril 2012, 1635.

13 Stefanie Lomatski, directrice générale, Coalition d'Ottawa contre la violence faite aux femmes, *Témoignages*, 16 mai 2012, 1650.

- « La National Association of Indigenous Institutes of Higher Learning donne un excellent exemple de ces pratiques prometteuses. L'association a été créée ces dernières années pour répondre aux besoins de programmes postsecondaires mieux adaptés à une clientèle autochtone, et notamment de filles. Ces établissements d'enseignement supérieur sont une solution de rechange aux universités et aux collèges provinciaux. Leurs programmes s'inscrivent dans une perspective autochtone et portent notamment sur la connaissance de l'identité et de la langue. Nombre de ces instituts sont situés dans les collectivités des Premières nations, ce qui en facilite l'accès aux étudiants qui vivent dans les régions éloignées; mais on en trouve aussi dans les grands centres urbains¹⁴ ».
- L'Organisme communautaire des services aux immigrants d'Ottawa (OCISO) a mis sur pied le programme des jeunes immigrants et réfugiés dont l'objectif « consiste à aider les écoles et les fournisseurs de services à mieux protéger ces jeunes très vulnérables en leur offrant les moyens de s'intégrer sans heurt à la société canadienne et d'étudier à temps plein¹⁵. Le programme des jeunes immigrants et réfugiés vise les enfants de 13 à 18 ans fréquentant l'école¹⁶ ». « On recrée au sein du groupe l'ambiance qu'on retrouve dans un milieu de travail canadien. Un horaire est établi. Un des enfants a reçu la formation. Il convoque le groupe le moment venu. Il y a un chronométrateur et un facilitateur. On aborde diverses questions : horaire, gestion des conflits, rédaction de curriculum vitae et conseils pour se présenter à une entrevue d'emploi. Pendant ces 14 semaines, les membres de diverses professions s'adressent aux jeunes pour leur parler de leur milieu de travail¹⁷. »
- Dans le cadre du programme de mentorat professionnel de l'OCISO, des professionnels immigrants « diplômés à l'étranger sont jumelés avec des diplômés canadiens dans un domaine semblable. Ensemble, ils explorent le marché du travail canadien ». Le programme a récemment « reçu un petit montant pour mettre en place un programme semblable pour les jeunes »¹⁸. Le programme a été mis en œuvre il y a environ cinq ans et dispose de « 200 mentors canadiens jumel[és] avec des immigrants diplômés à l'étranger. [...] Le mentor donne les renseignements sur le marché du travail canadien, la culture du milieu, les occasions de réseautage et les stratégies de recherche d'emploi. Plus de 60 [%] des mentorés se trouvent un emploi dans leur domaine et 15 [%] suivent des cours de perfectionnement en vue de se trouver un emploi¹⁹. »

B. Compétences fondamentales et littératie financière

- La Fédération de la jeunesse franco-ontarienne a « un programme de littératie financière pour les filles et les garçons [qui porte sur] la façon de faire un bon budget, de gérer une ligne de crédit. [...] Ces cours de littératie financière doivent comporter un volet sexospécifique²⁰ ».

14 Ashley Julian, membre, Conseil de la jeunesse, Assemblée des Premières Nations, *Témoignages*, 30 mai 2012, 1645.

15 Bertha Mo, directrice, Programme de counselling, Organisme communautaire des services aux immigrants d'Ottawa, *Témoignages*, 30 mai 2012, 1630.

16 *Ibid.*, 1635.

17 *Ibid.*, 1635.

18 *Ibid.*, 1630.

19 *Ibid.*, 1630.

20 Geneviève Latour, gestionnaire de la programmation, Fédération de la jeunesse franco-ontarienne, *Témoignages*, 2 avril 2012, 1715.

- Chaque année, le programme de l'équipe des jeunes de Coast Capital Savings Credit Union « offre à 25 à 30 élèves de 11^e et 12^e années une formation sur les services financiers et une expérience en leadership. Dans le cadre du programme de l'équipe des jeunes de Coast, ces élèves sont formés et travaillent dans nos succursales, mais contribuent également à organiser les événements communautaires de Coast et y participent. Ils acquièrent ainsi non seulement des compétences professionnelles très utiles, mais également une expérience précoce en intervention en public et leadership [...] Plus de 300 élèves ont obtenu leur diplôme à la suite de ce programme. Plusieurs anciens sont maintenant des employés à temps plein de Coast dans divers postes, alors que d'autres occupent ailleurs des fonctions qui exigent de très bonnes compétences et connaissances dans le domaine financier²¹ ».
- Coast Capital Savings Credit Union a « un conseil consultatif des jeunes pour débattre des montants à donner à la collectivité et les allouer. [...] Le conseil des jeunes doit analyser avec soin les propositions pour s'assurer qu'elles correspondent [aux] objectifs de dons [de Coast]. À la faveur de ce programme, les participants acquièrent des connaissances sur la philanthropie institutionnelle et le rôle important qu'elle joue pour le développement des collectivités. Ils apprennent également à réfléchir et à analyser²² ».

C. Transition de l'école à la vie active

- Le programme Éco-stages jeunesse (PESJ) du YWCA offre aux jeunes sans emploi de 15 à 30 ans la possibilité de faire un stage rémunéré au sein du secteur canadien des services communautaires et sans but lucratif²³.
- Linamar Corporation travaille « avec les réseaux scolaires locaux pour parrainer l'apprentissage de jeunes femmes. [Elle s'est engagée] à former cinq femmes apprenties par année au cours des cinq prochaines années²⁴ ».

PROSPÉRITÉ

A. Emplois non traditionnels

- « Ainsi, Techsploration donne aux jeunes femmes de divers horizons, de la neuvième à la douzième année, l'occasion de se renseigner sur les carrières dans ces domaines. Cela les aide aussi à comprendre l'importance des mathématiques et des sciences au secondaire pour leurs carrières à venir et cela les aide à comprendre le rôle crucial du travail dans leur vie. Techsploration donne aux jeunes femmes la possibilité d'améliorer leurs aptitudes à parler en public, à faire des présentations et à rédiger des rapports. Elles apprennent également à communiquer, à faire preuve de leadership et à travailler en équipe – des compétences que recherchent tous les employeurs. Cela aide les participantes à avoir davantage confiance en elles, une meilleure estime de soi et une conscience culturelle, mais, plus important encore,

21 Tracy Redies, présidente et directrice générale, Coast Capital Savings Credit Union, *Témoignages*, 2 avril 2012, 1535.

22 *Ibid.*

23 YWCA, [Éco-stages jeunesse](#) (PESJ).

24 Linda Hasenfratz, directrice générale, Linamar Corporation, [Témoignages](#), 14 mai 2012, 1640.

Techsploration leur fournit de l'information. L'information, c'est habilitant et cela change complètement les vies²⁵. »

- Women in Scholarship, Engineering, Science & Technology offre un programme de recherche d'été dans le cadre duquel « des filles en onzième année [viennent] passer six semaines à travailler au sein d'un groupe de recherche à l'Université de l'Alberta, pendant l'été » et elles sont rémunérées. Les filles « rencontrent des femmes ingénieures et des femmes scientifiques et, à la fin des six semaines [...] Elles découvrent donc que c'est quelque chose qu'elles veulent faire et que c'est quelque chose de pertinent à leurs yeux²⁶. »
- Linamar Corporation offre « un camp d'été aux jeunes filles de 10 à 12 ans, [où] nous essayons [de les] éveiller à l'idée d'acquérir des compétences et de faire carrière dans un corps de métier²⁷ ».
- « Le programme national d'Actua pour les filles a été élaboré en 1999 pour répondre à une diminution notable de la participation des filles à nos camps [de science, d'ingénierie et de technologie] partout au pays²⁸ ». « Le modèle de programmes destinés exclusivement aux filles [...] permet de procurer à celles-ci un environnement sûr, exempt de jugements et divertissant où elles ont la possibilité d'explorer, de créer et d'entrer en interaction avec des personnes qui représentent, pour elles, des modèles positifs. » Ce modèle leur permet « d'acquérir des compétences essentielles dans leur vie personnelle et professionnelle, comme le travail d'équipe, la collaboration, la résolution de problèmes, la pensée critique, les connaissances financières et les aptitudes techniques²⁹ ».
- Le programme national pour Autochtones d'Actua « touche 30 000 jeunes Autochtones par année dans 200 collectivités de partout au pays. Il a une très grande portée géographique et s'adresse aussi à des collectivités rurales et éloignées. Il est important pour nous de joindre même les plus petites collectivités du pays, accessibles uniquement par avion ou par bateau³⁰. »
- Chez GE Canada, « nous avons mis en œuvre un programme pour nous aider à conserver notre effectif. Nous investissons davantage pour attirer plus de femmes par nos horaires souples³¹. »
- Linamar Corporation a « organisé plusieurs ateliers, où [on a] jumelé des élèves des écoles secondaires à des femmes qui exercent des métiers dans notre entreprise et ailleurs, pour que ces jeunes apprennent en quoi consistent ces carrières. [On a] aussi organisé plusieurs ateliers, où [on a] jumelé des élèves des écoles secondaires à des femmes qui exercent des métiers dans notre entreprise et ailleurs, pour que ces jeunes apprennent en quoi consistent ces carrières³². »

25 Tricia Robertson, directrice générale, Techsploration, *Témoignages*, 7 mai 2012, 1535.

26 Margaret-Ann Armour, présidente du conseil, Canadian Centre for Women in Science, Engineering, Trades and Technology, *Témoignages*, 7 mai 2012, 1545.

27 Linda Hasenfratz, directrice générale, Linamar Corporation, *Témoignages*, 14 mai 2012, 1635-1640.

28 Jennifer Flanagan, présidente et directrice générale, Actua, *Témoignages*, 28 mai 2012, 1605.

29 *Ibid.*

30 *Ibid.*, 1625.

31 Elyse Allan, présidente et directrice générale, GE Canada, *Témoignages*, 30 mai 2012, 1615.

32 Linda Hasenfratz, directrice générale, Linamar Corporation, *Témoignages*, 14 mai 2012, 1640.

LEADERSHIP

A. Présence des femmes à des postes décisionnels

- Le programme Y Act Up du YWCA « met l'accent sur les capacités de leadership et de prise de décision des jeunes filles et les incite à s'engager civiquement tout au long de leur vie dans leurs collectivités ». Il repose sur l'idée que « lorsque les filles sont éduquées et responsabilisées, elles deviennent des chefs de file à la maison, dans leurs collectivités et au-delà, de sorte qu'elles améliorent leur prospérité économique ainsi que celle des personnes qui les entourent³³ ».
- L'équipe de l'engagement, de la communication et de l'ouverture de l'Institut canadien de recherches sur les femmes est un « caucus de jeunes [formé] dans le but de rejoindre les autres jeunes femmes pour les encourager à participer³⁴ ».
- Chubb Insurance Company of Canada vise à « retenir, former et promouvoir les meilleurs éléments [du] secteur en créant des programmes de perfectionnement destinés spécialement aux femmes pour qu'elles soient aussi nombreuses que leurs collègues hommes à accéder aux postes de direction ». « La mission consiste à rejoindre les femmes à tous les niveaux et de travailler avec elles au sein de la compagnie, de notre secteur et des collectivités que nous desservons pour soutenir les femmes³⁵. »
- Le Mouvement ontarien des femmes immigrantes francophones (MOFIF) réalise un « projet intitulé "Viser haut" [...] Ce projet a pour but de susciter la participation des femmes aux postes décisionnels, notamment au sein des conseils d'administration [...] Les femmes ont été outillées, ont reçu une formation complète de deux jours sur la gouvernance, dont une sensibilisation préalable à la formation et une mise en situation à l'issue de cette formation³⁶. »

B. Confiance en soi

- Le Fonds pour les filles de la Fondation canadienne des femmes fournit une aide financière pour « des programmes de recherche afin de renforcer leurs facteurs de protection et de mobiliser leur corps, leur esprit et leur génie ». Ces programmes « créent un milieu positif entièrement féminin pour des filles de 9 à 13 ans afin de leur permettre d'explorer la science et la technologie, de nouer des relations saines avec des pairs et des adultes, d'être physiquement actives, d'acquérir une littératie financière et médiatique et surtout d'apprendre la pensée critique, d'assurer des rôles de leadership et de créer des liens sociaux solides³⁷ ». En ce qui concerne les programmes pour les filles autochtones, l'organisme fait aussi « la promotion des liens culturels et du renforcement des liens avec les aînées et les autres femmes de la

33 Paulette Senior, chef de la direction générale, YWCA Canada, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1540

34 Brigitte Ginn, membre du conseil d'administration, Institut canadien de recherches sur les femmes, *Témoignages*, 28 mars 2012, 1530.

35 Ellen Moore, présidente du conseil, présidente-directrice générale, Chubb Insurance Company of Canada, *Témoignages*, 2 avril 2012, 1540.

36 Siham Chakrouni, coordonnatrice provinciale, Services communautaires, Mouvement ontarien des femmes immigrantes francophones, *Témoignages*, 14 mai 2012, 1540.

37 Claire Crooks, membre du conseil d'administration, Fondation canadienne des femmes, *Témoignages*, 28 mars 2012, 1540.

communauté qui jouent le rôle de mentors et c'est vraiment un aspect essentiel des programmes s'adressant à ce groupe³⁸ ».

- YWCA GirlSpace « offre de la programmation de qualité tout en se penchant sur les questions sociales clés auxquelles les jeunes filles d'aujourd'hui doivent faire face et qui répondent à leurs besoins divergents³⁹ ».

C. Mentorat et modèles de rôle

- BPW Canada a un « programme de mentorat, au sein de [l'organisme] même, et dans les chapitres national, provinciaux et locaux⁴⁰ ».
- Coast Capital Savings Credit Union offre un programme de mentorat visant à identifier les « personnes à fort potentiel » [qui] sont susceptibles d'être autant des femmes que des hommes. Elles sont encadrées. On leur donne une formation en leadership et des affectations spéciales de leadership sur des projets importants pour l'organisation [...] Quand elles travaillent sur des projets importants et qu'elles les mènent à bien, elles se font connaître et tout le monde les veut dans leur équipe⁴¹. »
- « Le projet de l'organisme Femmes Équité Atlantique portait sur la rencontre des générations et l'équité socioéconomique pour les femmes francophones et acadiennes évoluant en situation minoritaire dans les provinces atlantiques. Le titre du projet était "La rencontre des générations". Dans le cadre de ce projet, des jeunes filles et des femmes de différents groupes d'âge ont participé aux rencontres. On y abordait quatre dimensions : la participation des jeunes filles, les compétences, l'estime de soi et la conscience critique⁴². »
- L'Association des femmes autochtones du Québec dispose d'un programme de mentorat exécuté « dans un cercle de leadership qui affecte des mentors aux jeunes filles. Mais, de façon plus précise, il ne suffit pas de mettre une femme en contact avec une fille, il faut également faire connaître à la fille un domaine d'intérêt, peut-être comme devenir députée, et la mettre en contact avec quelqu'un qui possède déjà un ascendant politique; ou si elle désire devenir avocate [...], avec une femme déjà membre du barreau. Cela pour qu'elles puissent discerner un cheminement particulier d'après leurs aptitudes et capacités et s'y exercer⁴³. »

38 Claire Crooks, membre du conseil d'administration, Fondation canadienne des femmes, *Témoignages*, 28 mars 2012, 1540.

39 Paulette Senior, chef de la direction générale, YWCA Canada, *Témoignages*, 12 mars 2012, 1540.

40 Cara Coté, première vice-présidente, Fédération canadienne des Clubs de femmes de carrières commerciales et professionnelles, *Témoignages*, 26 mars 2012, 1610.

41 Tracy Redies, présidente et directrice générale, Coast Capital Savings Credit Union, *Témoignages*, 2 avril 2012, 1610.

42 Anne-Marie Gammon, présidente, Femmes Équité Atlantique, *Témoignages*, 30 avril 2012, 1620.

43 Cindy Blackstock, directrice générale, Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières Nations du Canada, *Témoignages*, 2 mai 2012, 1555.

ANNEXE C

LISTE DES TÉMOINS

Organismes et individus	Date	Réunion
<p>Condition féminine Canada</p> <p>Victoria Martino, analyste principale des programmes et des politiques, Section de l'analyse et élaboration du programme, Direction du programme de promotion de la femme et des opérations régionales</p> <p>Pascale Robichaud, directrice, Partenariats stratégiques et opérations, Direction du programme de promotion de la femme et des opérations régionales</p> <p>Linda Savoie, directrice générale, Direction du programme de promotion de la femme et des opérations régionales</p>	2012/02/29	20
<p>Condition féminine Canada</p> <p>Suzanne Clément, coordonnatrice et chef d'organisme, Bureau de la Coordonnatrice</p> <p>Sébastien Goupil, directeur général, Politiques et relations extérieures</p> <p>Erin Leigh, analyste principale des politiques, Politiques et relations extérieures</p> <p>Nanci-Jean Waugh, directrice générale, Communications et affaires publiques</p>	2012/03/07	22
<p>À titre personnel</p> <p>Kathleen A. Lahey, professeure, Faculté de droit, Queen's University</p> <p>Congrès du travail du Canada</p> <p>Barbara Byers, vice-présidente exécutive</p> <p>Fondation filles d'action</p> <p>Saman Ahsan, directrice générale</p> <p>Juniper Glass, directrice du développement</p> <p>YWCA Canada</p> <p>Paulette Senior, chef de la direction générale</p> <p>Farrah Todosichuk, représentante</p>	2012/03/12	23
<p>Condition féminine Canada</p> <p>Suzanne Clément, coordonnatrice et chef d'organisme, Bureau de la Coordonnatrice</p>	2012/03/14	24

Organismes et individus	Date	Réunion
<p>Condition féminine Canada</p> <p>Sébastien Goupil, directeur général, Politiques et relations extérieures</p> <p>Linda Savoie, directrice générale, Direction du programme de promotion de la femme et des opérations régionales</p> <p>Nanci-Jean Waugh, directrice générale, Communications et affaires publiques</p>	2012/03/14	24
<p>Fédération canadienne des Clubs de femmes de carrières commerciales et professionnelles</p> <p>Cara Coté, première vice-présidente</p> <p>Plan International Canada Inc.</p> <p>Leanne Nicolle, directrice, Engagement de la communauté</p>	2012/03/26	25
<p>Institut canadien de recherches sur les femmes</p> <p>Brigitte Ginn, membre du conseil d'administration</p> <p>Jane Stinson, directrice, Projet FemNorthNet</p> <p>Fondation canadienne des femmes</p> <p>Claire Crooks, membre du conseil d'administration</p>	2012/03/28	26
<p>Chubb Insurance Company of Canada</p> <p>Ellen Moore, présidente du conseil, Présidente-directrice générale</p> <p>Coast Capital Savings Credit Union</p> <p>Tracy Redies, présidente et directrice générale</p> <p>Fédération de la jeunesse franco-ontarienne</p> <p>Jocelyne Michelle Coulibaly, représentante de la région d'Ottawa, Conseil de représentation</p> <p>Geneviève L. Latour, gestionnaire de la programmation</p>	2012/04/02	27
<p>Conseil canadien de développement social</p> <p>Peggy Taillon, présidente et directrice générale</p> <p>Réseau d'action des femmes handicapées du Canada</p> <p>Bonnie Brayton, directrice exécutive nationale</p> <p>Maison des peuples autochtones</p> <p>Paige Isaac, coordonnatrice</p>	2012/04/04	28

Organismes et individus	Date	Réunion
Centre national pour la gouvernance des Premières nations Jocelyne Wasacase-Merasty, directrice régionale, Région des Prairies	2012/04/04	28
Campagne 2000 Laurel Rothman, coordonnatrice nationale	2012/04/25	30
University of Western Ontario Carol Stephenson, doyenne, Richard Ivey School of Business		
Femmes Équité Atlantique Anne-Marie Gammon, présidente	2012/04/30	31
First Nations University of Canada Angelina Weenie, directrice de département, Programmes professionnels		
Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières Nations du Canada Cindy Blackstock, directrice générale	2012/05/02	32
Association des femmes autochtones du Canada Claudette Dumont-Smith, directrice générale		
Canadian Centre for Women in Science, Engineering, Trades and Technology Margaret-Ann Armour, présidente du conseil	2012/05/07	33
Techsploration Tricia Robertson, directrice générale		
Action travail des femmes Coline Camier, adjointe à la coordination Marilyn Ouellet, responsable du service d'accès à l'égalité	2012/05/14	34
Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance Katie Arnup, membre du conseil d'administration Shellie Bird, membre du conseil d'administration		
Linamar Corporation Linda Hasenfratz, directrice générale		
Mouvement ontarien des femmes immigrantes francophones Siham Chakrouni, coordonnatrice provinciale, Services communautaires Regine Cirondeye, membre du conseil d'administration		

Organismes et individus	Date	Réunion
Coalition d'Ottawa contre la violence faite aux femmes	2012/05/16	35
Stefanie Lomatski, directrice générale		
Bailey Reid, présidente, Comité de l'intéressement du public		
Alliance de la fonction publique du Canada		
Andrée Côté, agente au programme des femmes et des droits de la personne, Section des programmes nationaux		
École Rosalie-Jetté		
Ellen Dubé, conseillère pédagogique		
Actua	2012/05/28	36
Jennifer Flanagan, présidente et directrice générale		
McGill University		
Claudia Mitchell, professeure James McGill, Département d'études intégrées en éducation		
Native Youth Sexual Health Network		
Jessica Danforth, directrice générale		
Representative for Children and Youth		
Mary Ellen Turpel-Lafond, représentante, Colombie-Britannique		
Assemblée des Premières Nations	2012/05/30	37
Ashley Julian, membre, Conseil de la jeunesse		
ATCO Group		
Nancy Southern, présidente et directrice générale		
GE Canada		
Elyse Allan, présidente et directrice générale		
Organisme communautaire des services aux immigrants d'Ottawa		
Bertha Mo, directrice, Programme de counselling		

ANNEXE D

LISTE DES MÉMOIRES

Organismes et individus

Actua

Alliance de la fonction publique du Canada

Association de ventes directes du Canada

Fédération canadienne pour la santé sexuelle

Fondation filles d'action

Institut canadien de recherches sur les femmes

Lahey, Kathleen A.

Réseau d'action des femmes handicapées du Canada

Richer, Francine

Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières Nations du Canada

YWCA Canada

DEMANDE DE RÉPONSE DU GOUVERNEMENT

Conformément à l'article 109 du Règlement, le Comité demande au gouvernement de déposer une réponse globale au présent rapport.

Un exemplaire des procès-verbaux pertinents ([réunions n^{os} 20, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 40, 41, 42 et 43](#)) est déposé.

Respectueusement soumis,

La présidente,

Marie-Claude Morin, députée

Rapport complémentaire du Nouveau Parti démocratique

Selon les membres néo-démocrates du Comité permanent de la condition féminine, le rapport final intitulé *Amélioration des perspectives économiques des filles au Canada* ne reflète pas toute la diversité des opinions exprimées par les 40 témoins qui ont comparu. Ce qui les préoccupe également, c'est que l'étude elle-même était limitée aux changements que seul Condition féminine Canada pourrait apporter. Des témoins ont expliqué en quoi consistaient les obstacles répandus qui empêchent les femmes et les filles canadiennes de faire partie de la population active et ont formulé diverses recommandations visant à aider les femmes à réussir sur le plan économique.

Les néo-démocrates sont d'accord avec un certain nombre de recommandations présentées dans le rapport, mais estiment que d'autres ne reflètent pas exactement ce que des experts ont recommandé au Comité. En fait, les recommandations présentées dans le rapport ne tiennent aucun compte des directives formulées à l'intention du gouvernement fédéral pour que celui-ci prenne des mesures concrètes afin d'améliorer les perspectives économiques des jeunes Canadiennes.

Portée

Le Comité a limité son étude aux modifications que Condition féminine Canada pouvait effectuer. Pour les néo-démocrates, la promotion de l'égalité des femmes et des filles au Canada est la responsabilité de toutes les agences et tous les ministères fédéraux, et pas seulement de Condition féminine. En fait, dans son plan de 1995 pour l'égalité entre les sexes, le gouvernement du Canada reconnaissait le caractère multisectoriel des questions de sexospécificité et l'importance d'une collaboration horizontale entre ministères fédéraux. Par ailleurs, la capacité de Condition féminine Canada de faire avancer l'égalité des femmes au pays est limitée par les compressions budgétaires et les restrictions apportées au mandat de son Programme de promotion de la femme. L'étude aurait dû se fonder sur une approche plus vaste et reconnaître la responsabilité de tous les ministères fédéraux dans la promotion de l'égalité des sexes au Canada.

Partenariats

Le rapport comporte de nombreuses recommandations qui, tout en étant utiles, touchent d'autres ministères et visent la création de partenariats^[1]. Les néo-démocrates espèrent que d'autres ministères tiendront compte de ces recommandations.

Certaines recommandations que présente le rapport portent sur l'encouragement par Condition féminine Canada de partenariats et de programmes dans le but de promouvoir la prospérité économique des jeunes Canadiennes, ce qui constitue un rôle passif. Les néo-démocrates veulent que Condition féminine Canada joue un rôle actif et appuie les programmes et les partenaires.

Les néo-démocrates recommandent que Condition féminine Canada encourage et appuie les partenariats avec d'autres ministères et en crée de nouveaux dans le but d'améliorer les perspectives économiques des filles et des jeunes femmes canadiennes.

Utilité

Les membres néo-démocrates et d'autres membres du Comité avaient eu l'impression que l'étude aiderait à diriger le travail de Condition féminine Canada.

En juin 2012, Condition féminine Canada avait annoncé que, dans le cadre de son appel de propositions sur le thème « Préparer la réussite des filles et des jeunes femmes », elle recevrait des demandes de financement de projets visant à « améliorer les perspectives économiques des filles et des jeunes femmes ». La date limite pour soumettre sa proposition était le 10 août dernier^[ii], soit avant que le Comité permanent de la condition féminine ne finisse son examen de ce rapport.

Filles et jeunes femmes autochtones

Le Comité a appris de témoins que les filles et les jeunes femmes autochtones affichent, par rapport à leurs homologues non autochtones, des taux supérieurs et excessifs de violences, des taux inférieurs d'achèvement des études secondaires et des taux plus élevés de grossesses et de naissances vivantes chez les adolescentes, ainsi que des taux supérieurs d'implication dans le système judiciaire et de pauvreté. Ces obstacles entravent la réussite économique des filles et les femmes autochtones.

Pour de nombreux témoins entendus, de meilleures possibilités de scolarisation pour les filles autochtones fréquentant des écoles dans les réserves aideraient à améliorer les perspectives économiques. L'éducation peut donner aux filles les outils nécessaires pour entrer sur le marché du travail.

Ont été exclues du rapport final les recommandations visant à renforcer le mode d'éducation des filles qui fréquentent des écoles dans les réserves, notamment par un financement des écoles des réserves égal, par étudiant, à ce que reçoivent les écoles de la province ou du territoire et par une amélioration du programme scolaire de la maternelle à la douzième année^[iii].

Les néo-démocrates recommandent que, par la voie de négociations avec les organismes et communautés autochtones et de consultations avec ces derniers, le gouvernement fédéral améliore l'instruction des filles et des jeunes femmes autochtones en augmentant le financement des écoles dans les réserves.

D'autres témoins ont proposé de mettre sur pied des appuis adaptés aux particularités culturelles des Autochtones à l'intention des jeunes filles quittant leurs réserves pour

poursuivre leurs études ou travailler, notamment sous forme d'aide aux centres d'amitié, ainsi que d'appui et de formation permanente pendant toute la durée de leur carrière^[iv]. Les femmes autochtones en particulier connaissent des difficultés lorsqu'elles s'installent dans des centres urbains, car elles ne disposent pas du même système de soutien que lorsqu'elles étaient dans leur communauté.

Les néo-démocrates recommandent que Condition féminine Canada travaille avec le ministère des Affaires autochtones et Développement du Nord Canada, en consultation avec les organismes et les communautés autochtones, dans le but d'appuyer les centres d'amitié et, tout particulièrement, de fournir des soutiens adaptés aux particularités culturelles des filles et des jeunes femmes autochtones qui s'installent dans des centres urbains pour y poursuivre des études ou travailler.

Santé sexuelle

Les néo-démocrates ont reçu des témoignages portant sur l'importance des investissements dans l'éducation générale en matière de santé sexuelle^[v]. Si l'on enseigne aux femmes leurs droits en matière de reproduction, les filles et les jeunes femmes ont les connaissances dont elles ont besoin pour être maîtresses de leur destinée.

Un témoin a déclaré :

Cela est particulièrement important pour l'étude, car nous ne pouvons pas nous pencher sur le développement et les perspectives économiques des femmes et des filles canadiennes sans comprendre qu'il n'y aura jamais une véritable justice économique ni aucune perspective connexe si elles n'ont aucun contrôle sur leur santé reproductive, leur propre corps et leurs choix. Il est impossible de se concentrer sur la planification familiale ou la fin d'une relation de violence ou d'abus et de tenter du même coup de planifier les perspectives économiques dont nous voulons tirer profit^[vi].

Les néo-démocrates recommandent que Condition féminine Canada et Santé Canada, en consultation avec les provinces et les territoires, financent des projets qui ciblent le développement de relations saines, ce qui comprend la santé de la reproduction et l'éducation sexuelle.

Obstacles à la participation au marché du travail

Pauvreté

Des témoins ont expliqué que, pour les filles et les jeunes femmes, la pauvreté est un obstacle à la participation économique et à la prospérité. En effet, il est plus difficile de

faire des études, d'avoir un logement, de se déplacer et de bénéficier d'autres biens et services nécessaires sur le marché du travail lorsque l'on vit dans la pauvreté.

Un certain nombre de témoins ont expliqué que les jeunes femmes sont plus susceptibles d'avoir un emploi à temps partiel, un emploi précaire ou temporaire. Souvent, ces emplois sont moins rémunérés, s'accompagnent d'avantages sociaux moindres, et leurs titulaires n'ont pas droit à l'indemnisation des travailleurs ni à l'assurance-emploi.

Un témoin a recommandé que le gouvernement se penche sur le problème du sous-emploi et du travail précaire, car les jeunes femmes sont les plus susceptibles de vivre ces situations^[vii].

Garde d'enfants

Les témoins ont expliqué au Comité que, pour beaucoup, la garde d'enfants et les aides connexes sont nécessaires pour permettre et encourager la participation économique et la prospérité des jeunes mères^[viii].

Les néo-démocrates recommandent de collaborer avec les provinces et les territoires à l'établissement et au financement d'un programme d'apprentissage et de garde des jeunes enfants s'étendant à l'ensemble du Canada qui permettrait à un nombre plus grand de jeunes mères d'entrer sur le marché du travail.

Logement

Des témoins ont déclaré que le manque d'accès au logement empêche les femmes d'entrer sur le marché du travail. Cela est particulièrement vrai de toutes celles qui quittent les régions rurales pour s'installer dans des villes et des filles autochtones qui quittent les réserves.

Les néo-démocrates reprennent les recommandations proposées par les témoins selon lesquelles il faut appuyer davantage les jeunes femmes et les filles qui doivent déménager pour poursuivre des études ou se trouver un emploi, ce qui comprend une aide au logement^[ix].

Les néo-démocrates recommandent que le gouvernement collabore avec les provinces et les territoires à l'établissement d'une stratégie nationale du logement afin d'assurer un logement sûr, décent, accessible et abordable à tous les Canadiens.

Encouragement et modèles

Plusieurs témoins ont recommandé que le gouvernement fédéral crée des partenariats dans le but de mettre sur pied des programmes visant à encourager les filles et les jeunes femmes à poursuivre des carrières non traditionnelles^[x].

Selon un témoin :

Ces programmes jouent un rôle important dans l'accroissement de la résilience des filles et des jeunes femmes et dans leur accession à l'autonomie financière. Cela constituera une importante contribution à la prospérité économique globale et à l'indispensable diversification de la main-d'œuvre^[xi].

Le rapport final passe sous silence les recommandations qui portent sur la tenue d'une réunion avec des partenaires dans le but d'édifier une stratégie nationale sur les études scientifiques de la maternelle à la douzième année, sur la collaboration avec les universités et les collèges afin d'accroître les inscriptions de jeunes femmes dans des programmes d'études non traditionnelles et leur réussite dans ces études, sur l'établissement de partenariats entre les secteurs économiques et les établissements d'enseignement et sur la définition du rôle du gouvernement fédéral dans le financement des stages d'apprentissage pour les jeunes, des programmes de transition entre les études et le marché du travail et d'autres programmes d'employabilité.

Des témoins ont expliqué que l'absence de modèles féminins dans des emplois non traditionnels, comme le génie ou les métiers spécialisés, signifie que les filles ne peuvent s'imaginer entrer dans ce type de carrières. Pour plusieurs témoins, ces modèles encourageraient les jeunes femmes à s'orienter vers ce type de carrières.

De nombreux témoins ont recommandé d'encourager sur large échelle des modèles dans le but d'inspirer les jeunes filles à entrer sur le marché du travail, surtout dans des emplois non traditionnels^[xii].

Les modèles que peuvent incarner certaines femmes peuvent disparaître avec le temps si ces dernières veulent consacrer davantage de temps à leur vie personnelle. En effet les femmes quittent souvent le marché du travail, ou choisissent de travailler à temps partiel ou quelques jours par semaine du fait qu'elles sont principalement responsables de leurs familles. Si l'on s'attaque aux obstacles qui empêchent les femmes d'entrer sur le marché du travail, on fait en sorte que les filles disposent de modèles dans diverses carrières.

^[i] Par exemple, voir Paige Isaac, coordonnatrice, Maison des peuples autochtones, *Témoignage*, 4 avril 2012

^[ii] Les renseignements sur cette annonce proviennent de Condition féminine Canada, « Le gouvernement du Canada prépare la réussite et l'accès au pouvoir des filles », communiqué, 5 juin 2012

^[iii] Paige Isaac, coordonnatrice, Maison des peuples autochtones, *Témoignage*, 4 avril 2012

-
- [iv] Claudette Dumont-Smith, directrice générale, Association des femmes autochtones du Canada, *Témoignage*, 2 mai 2012
- [v] Jolanta Scott-Parker, directrice générale, Fédération canadienne pour la santé sexuelle, mémoire, 18 mai 2012, p. 5
- [vi] Jessica Danforth, directrice générale, Native Youth Sexual Health Network, *Témoignage*, 28 mai 2012, 1715
- [vii] Barbara Byers, vice-présidente exécutive, Congrès du travail du Canada, *Témoignage*, 12 mars 2012, 1650
- [viii] Paulette Senior, chef de la direction générale, YWCA Canada, *Témoignage*, 12 mars 2012, 1540; Laurel Rothman, coordonnatrice nationale, Campagne 2000, *Témoignage*, 25 avril 2012, 1700; Margaret-Ann Armour, présidente du conseil, Canadian Centre for Women in Science, Engineering, Trades and Technology, *Témoignage*, 14 mai 2012, 1620; Shellie Bird, membre du conseil d'administration, Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance, *Témoignage*, 14 mai 2012, 1625; YWCA Canada, « Des filles aux femmes : Programmes et politiques pour accroître la prospérité économique », *mémoire*, 23 mai 2012, p. 7
- [ix] Jane Stinson, directrice, Projet FemNorthNet, Institut canadien de recherches sur les femmes, *Témoignage*, 28 mars 2012, 1535
- [x] Jennifer Flanagan, présidente et directrice générale, Actua, *Témoignage*, 28 mai 2012, 1610; Alliance de la fonction publique du Canada, *Présentation*, 9 mai 2012, p. 5
- [xi] Jennifer Flanagan, présidente et directrice générale, Actua, *Témoignage*, 28 mai 2012, 1610.

Opinion complémentaire de Judy Sgro, porte-parole du Parti libéral en matière de condition féminine

Au nom du caucus parlementaire du Parti libéral du Canada, j'ai rédigé la présente opinion complémentaire pour exprimer la profonde inquiétude que m'inspire le rapport du Comité permanent de la condition féminine, *Améliorer les perspectives économiques des filles au Canada*. En effet, le rapport n'est pas entièrement représentatif des témoignages et de la documentation présentés au Comité, et son ton n'est pas suffisamment résolu pour qu'il puisse avoir un impact substantiel sur les perspectives économiques de toutes les filles canadiennes. Au contraire, il formule des recommandations malléables, ronflantes, disjointes et dépourvues d'orientation à long terme sur le but à atteindre. Aux directives précises à l'intention du gouvernement fédéral ou de Condition féminine Canada, on a préféré « encourager » une série d'idées aléatoires et hétéroclites plutôt que de les recommander et de les enchâsser dans un plan d'action énergique et tourné vers l'avenir.

Ce manque flagrant de courage affaiblit le rapport et, par conséquent, dessert les filles canadiennes qui, avec raison, méritent qu'on se penche sérieusement sur leur situation. Si l'on veut remédier rapidement aux difficultés économiques qui les occupent, le Comité permanent de la condition féminine et le gouvernement du Canada doivent rendre exécutoires des mesures concrètes et immédiates.

Proposer une série de recommandations alternatives est habituellement la voie à suivre, mais dans le cas présent, je crains que cela ne suffise pas à remédier au problème que je viens d'exposer. Ce qui m'inquiète surtout, c'est que le présent rapport, à l'instar d'autres rapports déposés au cours de la session, est dépourvu d'orientation. Cette situation s'explique en partie par le fait que le mandat officiel du Comité remonte à près de 40 ans et que, malgré les bonnes intentions, il n'a jamais été adapté aux réalités de la société canadienne contemporaine. Il ne mentionne nullement les besoins des peuples autochtones et les difficultés propres aux néo-Canadiens, et ne fait pas référence à la fonction véritable du Comité en tant que groupe de réflexion fédéral et mécanisme de résolution de problèmes au sein de la démocratie parlementaire canadienne. Cette ambiguïté crée un profond malaise qui nuit considérablement à l'efficacité globale du Comité comme organe d'enquête et de résolution de problèmes à l'échelle fédérale.

Aussi, le caucus libéral recommande que le Comité entreprenne immédiatement la revue et la reformulation de son mandat, en s'orientant sur les objectifs suivants :

- Renforcer la fonction du Comité en tant que groupe de réflexion et mécanisme de résolution de problèmes au sein de la démocratie parlementaire canadienne;
- Recentrer le point de mire du Comité pour inclure les questions liées aux peuples autochtones du Canada et aux défis particuliers qui occupent les néo-Canadiens;
- Définir un mandat en vertu duquel le Comité mène ses études et rédige ses rapports dans une perspective globale et à long terme, orientée vers l'avenir.

En plus des recommandations sur le mandat du Comité, le caucus libéral recommande que toutes les recommandations du rapport soient reformulées de manière à éliminer le verbiage et, par

extension, à renforcer leur caractère exécutoire. En faisant usage de verbes qui atténuent explicitement la responsabilité du gouvernement du Canada ou l'imputabilité à l'égard de graves problèmes sociaux ayant une incidence sur les perspectives économiques de toutes les filles canadiennes, le Comité abdique son devoir à l'égard du Parlement et des parties intéressées, une attitude impertinente et contre-productive. Même s'il n'est pas toujours utile ou opportun de trouver un coupable ou de déterminer qui est à l'origine d'un problème, nouveau ou non résolu, il est essentiel de conférer la responsabilité d'une mesure qui doit faire partie d'un plan d'action proactif. Le penchant du Comité à masquer les problèmes doit cesser s'il veut retrouver sa crédibilité, sa pertinence et son influence. Le caucus libéral demande instamment au Comité de revenir au style et au ton de rapports précédents tels que celui de 2011 du Comité sur les soins palliatifs et les soins de compassion, et celui sur les femmes et la protection des pensions du Comité permanent de la condition féminine (40^e législature, 2^e session).

À cet égard, il est profondément troublant de constater que le rapport du Comité, *Améliorer les perspectives économiques des filles canadiennes*, ne renferme aucune recommandation spécifique sur les perspectives économiques des femmes autochtones, et ce, malgré les témoignages de plusieurs experts en la matière, dont Vivian O'Donnell et Susan Wallace. Même si le Comité reconnaît que « [l]es filles et les jeunes femmes autochtones forment une part importante de la population autochtone féminine » et qu'il possède déjà « une bonne connaissance des enjeux auxquels font face les femmes autochtones au chapitre de la violence et de la traite des personnes », il ne propose pas grand-chose sur ces questions. Il existe, dans les communautés autochtones, des programmes et des structures novateurs et culturellement adaptés, dont les Centres d'amitié, qui pourraient être modifiés ou élargis pour soutenir un spectre plus large de la population si le gouvernement fédéral décidait d'agir comme partenaire. De même, les écoles des réserves et autres établissements communautaires pourraient bénéficier d'ententes de partenariats similaires, mais parce que le Comité ne s'attarde pas à ces questions dans son rapport *Améliorer les perspectives économiques des filles canadiennes*, il prive d'une occasion tous les intéressés. Il est vrai que le rapport traite des programmes et écoles en place dans les régions rurales et éloignées, mais selon le caucus libéral, on ne pourra aborder adéquatement certains problèmes spécifiques ni tirer de leçons des réussites obtenues par les communautés culturelles, dont les populations autochtones du Canada, en appliquant une solution universelle.

Enfin, le rapport *Améliorer les perspectives économiques des filles canadiennes* ne renferme aucune recommandation s'adressant à Condition féminine Canada. Là encore, aux recommandations fermes, on a substitué des notes d'encouragement douces qui ne sont pas à la hauteur des mesures proposées. La prudence et les propos tenus par les témoins amèneraient normalement le Comité à communiquer plus explicitement et avec vigueur les leçons qu'il a tirées à Condition féminine Canada. Ainsi, en omettant de recommander que Condition féminine Canada et le Conseil du Trésor collaborent pour créer des projets pilotes visant à faciliter la réinsertion des femmes à la main-d'œuvre fédérale après un congé prolongé, le Comité a, encore une fois, gâché une occasion d'instaurer un changement positif. Les recommandations du Comité offrent un point de départ à un dialogue intergouvernemental, sans toutefois veiller à ce que ce dialogue se produise réellement. Tout législateur contemporain compétent reconnaît l'utilité et la rentabilité des partenariats stratégiques public-privé, notamment en période d'austérité gouvernementale, mais dans le cas qui nous occupe, la prévoyance et le désir de changement semblent avoir cédé le pas à la recherche et au maintien de la médiocrité.

Le caucus libéral, au nom du Parti libéral du Canada et de la population canadienne, cherchera toujours à atteindre les meilleurs résultats et espère que ce sera le cas pour tous les membres du Comité, pour les études futures. Les femmes et les filles canadiennes s'attendent à mieux, et je crois que le Comité peut faire beaucoup plus que ce qui est devenu la norme depuis la dernière session.

Judy A. Sgro, députée

York West

Porte-parole du Parti libéral en matière de condition féminine

